

**PLAN SOLAIRE
BURKINA FASO**

**Projet Yeleen – Composante Ouaga nord-ouest
et ligne 90 kV**

**Cadrage et étude de faisabilité de centrales
solaires photovoltaïques**

**Rapport de Plan d'action de réinstallation
– version provisoire**

Mai 2019

AFD/DOE/DDD/TED ACH-2017-015

Lot n°1(solaire)

PLAN SOLAIRE BURKINA FASO : PROJET YELEEN

« Cadrage et étude de faisabilité de centrales solaires PV »

Rapport de Plan d'action de réinstallation – version provisoire

Projet :	PLAN SOLAIRE BURKINA FASO : PROJET YELEEN « Cadrage et étude de faisabilité de centrales solaires PV » AFD/DOE/DDD/TED ACH-2017-015
Réf. AFD :	Lot n°1(solaire) Marché subséquent n°2
Réf. IED :	2018-003 Plan Solaire Burkina
Clients	AFD, SONABEL
Financement :	AFD
Chef de Projet SONABEL :	M. Saidou NANA
Consultant :	<u>Mandataire :</u> IED - Innovation Energie Développement (Fr) 2 chemin de la Chauderaie, 69340 Francheville, France Tel : +33 (0)4 72 59 13 20 / Fax : +33 (0)4 72 59 13 39 E-mail : ied@ied-sa.fr / d.rambaudmeasson@ied-sa.fr Website : www.ied-sa.fr IED Référence : 2017-001-Kenya Preliminary Design Hybrid REA <u>Sous-traitants :</u> ANTEA
Démarrage :	Mai 2018
Durée :	18 mois

Version	1
Date	05/2019
Auteurs	Marjorie BREMOND Dorokah HIEN
Contrôle Qualité	Olivier MARTINAND

Sommaire

Sommaire	A
Acronyme / Abréviation.....	D
Résumé non technique	6
1 Introduction.....	8
1.1 Composantes principales du Projet et justification	8
1.2 Objectifs du PAR	11
1.3 Limitation.....	11
2 Impacts du Projet.....	11
2.1 Composantes et activités du Projet qui donnent lieu à un déplacement physique et/ou économique	11
2.2 Caractérisation et quantification des impacts	12
2.3 Alternatives proposées pour minimiser le déplacement	12
2.4 Mesures correctives	16
3 Cadre légal, institutionnel et standards internationaux.....	16
3.1 Droit foncier.....	16
3.1.1 Réorganisation agraire et foncière.....	16
3.1.2 Mécanisme légal d'expropriation.....	16
3.1.3 Loi sur le pastoralisme.....	17
3.1.4 Loi portant régime foncier rural	17
3.1.5 Loi N° 055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso. 18	
3.1.6 Reconnaissance des droits coutumiers	18
3.2 Normes environnementales et sociales de la Banque mondiale	19
3.3 Analyse comparée et écarts identifiés	19
3.4 Cadre institutionnel : organismes en charge des activités de réinstallation	23
4 Recensement et étude socio-économiques de référence	26
4.1 Méthodologie	26
4.1.1 La collecte de données	26
4.1.2 Résultats.....	28
4.2 Profil socio-économique et démographique de l'aire d'étude.....	28
4.2.1 Les ménages affectés	28
4.2.2 Autres infrastructures/biens affectés	29
4.3 Identification et caractérisation des personnes ou groupes vulnérables.....	29
5 Matrice d'éligibilité	31
5.1 Principes d'éligibilité.....	31
5.2 Date limite d'éligibilité	31
5.3 Matrice d'éligibilité.....	31
6 Estimation des pertes et indemnités	33
6.1 Méthode d'évaluation et d'estimation.....	33
6.2 Niveaux d'indemnisation pour les pertes	33
6.2.1 Barèmes nationaux	33
6.2.2 Coûts détaillés	33

7	Mesures de réinstallation.....	37
7.1	Compensations.....	37
7.1.1	Perte d'habitation	37
7.1.2	Perte de terres et de récoltes	38
7.1.3	Perte d'arbres fruitiers	46
7.1.4	Perte de commerce	48
7.1.5	Perte d'emploi.....	48
7.2	Autres	48
8	Participation des communautés	49
8.1	Activités réalisées dans le cadre du PAR	49
8.2	Synthèse des échanges.....	55
8.3	Option de réinstallation envisagées	86
9	Mécanisme de gestion des plaintes	86
9.1	Principes clés	87
9.2	Champ d'application.....	87
9.3	Faire connaître les procédures de gestion de griefs.....	87
9.4	Soumettre une plainte.....	88
9.5	Réception des plaintes	88
9.6	Examiner et étudier les griefs.....	88
9.7	Réponses et les options de résolution des griefs	89
10	Suivi et évaluation	90
10.1	Suivi	90
10.2	Évaluation	93
10.3	Audit d'achèvement	95
11	Calendrier de mise en œuvre de la réinstallation	95
12	Budget du PAR.....	97
Annexe 1.	Liste des PAP de l'aire d'étude	98
Annexe 2.	Barème de compensation des ligneux.....	106
Annexe 3.	Barème de compensation des terres rurales	107
Annexe 4.	Barème de compensation des productions agricoles	108
Annexe 5.	Barème de compensation des animaux d'élevage	109
Annexe 6.	Cartographie des biens affectés	110

LISTE DES FIGURES

Figure 1 Tracé de la ligne	10
----------------------------------	----

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 Caractéristiques de la centrale Ouaga NO du projet Yeleen	8
Tableau 2 Caractéristiques des équipements de transport d'énergie	9
Tableau 3 Nombre de personnes affectées par type d'impact	12
Tableau 4 : Points du tracé initial de la ligne 90 Kv	13
Tableau 5 : Points du tracé optimisé.....	14
Tableau 6 Analyse des écarts réglementaires.....	19
Tableau 7 : Dispositif institutionnel de mise en œuvre du PAR	24
Tableau 8 : Renforcement des capacités des acteurs de mise en œuvre du PAR.....	25
Tableau 9 Nombre de personnes affectées par type d'impact	28
Tableau 10 Résumé des principales caractéristiques des ménages affectés	28
Tableau 11 Matrice d'éligibilité.....	32
Tableau 12 Barèmes nationaux pour l'indemnisation pour cause de DUP	33
Tableau 13 : Barème de reconstruction à neuf des infrastructures bâties	34
Tableau 14 : Formules de calcul des pertes des productions agricoles	35
Tableau 15 : Formules de calcul des pertes des terres	36
Tableau 16 : Coût des compensations du bâti	37
Tableau 17 : Rendements des spéculations de la zone du projet.....	39
Tableau 18 : Tarifs des terres dans la zone du projet	40
Tableau 19 : Coûts des compensations des pertes des terres	40
Tableau 20 : Coût des compensations des pertes des productions agricoles.....	45
Tableau 21 : Point des arbres impactés par commune.....	46
Tableau 22 : Grille d'évaluation des arbres privés	46
Tableau 23 : Indicateurs potentiels de suivi.....	91
Tableau 24 : Exemples d'indicateurs d'évaluation.....	94
Tableau 25 : Principales étapes de la mise en œuvre du PAR.....	95
Tableau 26 : Budget du PAR.....	97

LISTE DES CARTES

Carte 1 : Déviation du tracé de la ligne un terrain litigieux, une ferme et un domaine	15
Carte 2 : Déviation du tracé de la ligne pour éviter une maison	15

Acronyme / Abréviation

ABER	Agence Burkinabè de l'électrification rurale
AFD	Agence française pour le développement
ANEREE	Agence des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique
ARSE	Autorité de régulation de secteur de l'énergie
BAD	Banque africaine de développement
BM	Banque mondiale
BUNEE	Bureau national des évaluations environnementales
CES	Cadre environnemental et social
CES	Conseil économique et social
CEM	Champs électro-magnétique
CdTe	Cadmium telluride (tellurure de cadmium)
CFV	Commission Foncière Villageoise
CCFV	Commission de Conciliation Foncière Villageoise
CGCT	Code général des collectivités territoriales
CIGS	Copper indium gallium selenide
CNTVD	Centre national traitement et de valorisation des déchets de Ouagadougou
Coteve	Comité technique sur les évaluations environnementales
CO ₂	Dioxyde de carbone
CR	<i>Critically Endangered</i> - En danger critique d'extinction
CSPS	Centre de Santé et Promotion Sociale
CVD	Conseil villageois de développement
dB(A)	Décibel A
DBO	Demande biologique en oxygène
DCO	Demande chimique en oxygène
DD	<i>Data Deficient</i> - Données insuffisantes
DEEE	Déchets d'équipements électriques et électroniques
DI	Déchet inerte
DIB	Déchet industriel banal
DV	Déchet vert
E&S	Environnemental (-aux) et social (-iaux)
EHS	Environnement, hygiène et sécurité
EIES	Etude d'impact environnemental et social
EN	<i>Endangered</i> - En danger
EnR	Energie renouvelable
EqC	Equivalent carbone
ERC	Evitement, réduction, compensation
GES	Gaz à effet de serre
Ha	Hectare

HSE	Hygiène, sécurité et environnement
HT	Haute tension
IFC	International Finance Corporation
kV	Kilo volt
LC	<i>Least concern</i> – préoccupation mineure
MEEVCC	Ministère de l'environnement de l'économie verte et du changement climatique
MINEFID	Ministère de l'économie, des finances et du développement
MW	Méga watt
MWc	Méga watt crête
NES	Norme environnementale et sociale
NIES	Notice d'impact environnemental et social
NP	Norme de performance
NT	<i>Near threatened</i> – quasi menacé
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PAP	Personne affectée par le projet
PAR	Plan d'action de réinstallation
PEPP	Plan d'engagement des parties prenantes
PGES	Plan de gestion environnemental et social
PV	Photovoltaïque
RAF	Réorganisation agraire et foncière
RGPH	Recensement général de la population et de l'habitat
Si	Silicium
SO	Sauvegarde opérationnelle
Sonabel	Société nationale d'électricité du Burkina Faso
TDR	Termes de référence
UICN	Union Internationale de Conservation de la Nature
VRD	Voirie, réseau et distribution
VU	<i>Vulnerable</i> - Vulnérable
ZICO	Zone importante pour la conservation des oiseaux et de la biodiversité

Résumé non technique

La Société nationale d'électricité du Burkina (SONABEL) est une société d'État en vertu du décret (n° 97599/PRES/PM/MEM/MCIA) approuvé le 31 décembre 1997, au capital de soixante-quatre milliards de Francs CFA. Plusieurs changements sont survenus depuis la création de la société, qui était alors une entreprise privée (AOF Energy) fondée en 1954 et qui était responsable de la production et de la distribution de l'électricité à Ouagadougou. La SONABEL transporte, produit, importe et distribue l'énergie électrique au Burkina Faso. La production nationale est essentiellement issue de centrales thermiques et de la petite hydroélectricité. Le développement de l'énergie solaire est récent et tend à croître, avec notamment la centrale de Zagtoui à Ouagadougou inaugurée fin 2017.

Dans le but de soutenir les initiatives de la SONABEL pour accroître sa capacité de production de l'énergie électrique, l'Union Européenne, l'AFD et la BAD ont élaboré le programme plan solaire – PROJET YELEEN, afin de l'assister, dans sa démarche. Le projet prévoit la construction de quatre (04) centrale solaire photovoltaïque et d'une ligne électrique Haute Tension de 90 Kv.

Un certain nombre d'impacts positifs du projet ont été identifiés : création d'emplois, alimentation des infrastructures socio-économiques : maternités, centres de santé, des écoles, des centres de loisir des jeunes et des marchés, des zones d'habitations concentrées et de l'Eclairage Public, développement d'activités socio-économiques.

Toutefois, le projet engendrera des impacts négatifs sur l'environnement et les communautés. Les impacts environnementaux ont été abordés dans l'étude d'impact environnemental et social (EIES) réalisée. Sur le plan social, les activités du projet entraîneront des impacts négatifs dont les plus importants sont :

- Démolition totale ou partielle d'habitations ;
- Pertes d'activités et de sources de revenus cultures ou terres agricoles ;
- Réduction du couvert végétal ;
- Risques de pollution des eaux de surface due aux rejets anarchiques des déchets solides et des déblais (chantiers et base-vie) ;
- Perturbation de la circulation ;
- Destruction potentielle de biens culturels physiques non révélés auparavant ;

Le Plan d'Action de Réinstallation (PAR) développé dans ce document vise sur la base d'une connaissance physique du terrain et de la situation des personnes affectées par le projet (PAPs), à concevoir et à planifier les actions qui permettront à ces PAPs de retrouver et, autant que possible, améliorer leur niveau de vie antérieur. Le PAR doit permettre de bonifier le projet en confortant les impacts positifs et en transformant certains impacts négatifs en opportunités de développement.

Afin d'assurer la transparence, lors du processus, la démarche méthodologique a privilégié une méthode participative et itérative qui a impliqué l'ensemble des acteurs, dont les PAPs. Les données collectées auprès des populations pendant le recensement et les enquêtes socioéconomiques ont été traitées conformément aux dispositions de la NP5 et des textes nationaux pour une compensation juste et équitable.

Les différentes études et enquêtes socio-économiques réalisées ont permis de dénombrer environ 122 champs dans le layon de la ligne. D'après les recensements réalisés auprès des propriétaires de champs impactés, les principales cultures pratiquées sont le sorgho, le mil, le maïs, le niébé et l'arachide.

Le diagnostic floristique a montré que 6 578 ligneux sont situés dans le couloir de la ligne. 26 bâtis (26) y ont été identifiés. Toutefois, aucune infrastructure communautaire n'a été recensée.

Les mesures d'atténuation des impacts négatifs envisagées sont essentiellement : la compensation des pertes de terres exploitées à des fins de subsistance, la compensation des pertes d'arbres, l'appui aux PAP pour l'intensification agricole sur les sites de relocalisation, , un appui aux PAPs pour le reboisement des terres.

Le montant total calculé des dédommagements est de **1 807 318 600 FCFA, soit à 2 755 239 euros**. Ce montant prend en compte uniquement les frais de dédommagement des champs, des terres non cultivées et les frais de compensation des arbres.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PAR, un suivi sera réalisé pour déterminer si les mesures recommandées sont effectivement mises en application. Le suivi consistera à vérifier les éléments suivants : les indemnisations/compensations ont été payées ; les autres mesures d'accompagnement sont mises en œuvre ; toutes les plaintes ont été examinées et traitées ; le calendrier arrêté pour le processus est respecté ; le processus n'engendre pas d'autres impacts négatifs.

1 Introduction

1.1 Composantes principales du Projet et justification

La production électrique au Burkina Faso est basée principalement sur des centrales thermiques générant des coûts particulièrement élevés. Des interconnexions avec les pays voisins existent mais les importations sont limitées. Dans ce contexte le Burkina Faso a décidé de développer la production électrique grâce à des projets de centrales solaires et l'un des programmes de développement prévu pour cette énergie est le Plan solaire soutenu par l'AFD, l'Union Européenne et la BAD, qui assistent la Sonabel dans sa démarche de développement de sa centrale solaire de Ouaga nord-ouest et de sa ligne de transmission 90kV.

L'exploitation d'une centrale solaire a pour objectif de produire de l'électricité à partir de l'énergie solaire qui est ensuite réinjectée dans le réseau national. La centrale fonctionne au rythme du cycle solaire et assure donc une production électrique fluctuante, potentiellement stockée avant de rejoindre le réseau. La centrale se compose principalement d'un ensemble de panneaux photovoltaïques, ordonnés de manière à capter au maximum le rayonnement solaire associé à un réseau de transformateurs/onduleurs et de câbles permettant de distribuer l'électricité produite au sein du réseau.

Les caractéristiques techniques du site sont récapitulées dans le tableau suivant. Elles sont extraites de l'étude de faisabilité de novembre 2018.

Tableau 1 Caractéristiques de la centrale Ouaga NO du projet Yeleen

Item	Unité	Ouaga nord-ouest
Surface du site	Ha	60
Surface clôturée	Ha	60
Puissance du parc	MWc	43,26
Production annuelle attendue	MWh/an	76 849
Durée d'exploitation	an	25
Maitrise du foncier	-	Oui
Date	-	Acquisition - 2016
Les supports (tables)		
Type	-	Fixes
Nombre	nb	2 146
Ancrage	-	A définir par les EPC
Espace entre les rangées de tables	m	4
Module PV		
Type	-	Standard (cristallin)
Fournisseur	-	A définir par les EPC
Nombre de modules	nb	154 512
Surface d'un module	m ²	1,63
Équipements autres		
Type d'onduleur	-	Centralisés
Nombre d'onduleurs	nb	36
Nombre de poste de transformation	nb	18
Nombre de poste de livraison	nb	1
Surface des locaux techniques	m ²	600
% occupation du site	%	0,1

Item	Unité	Ouaga nord-ouest
Poste de distribution	O/N	0
Autres caractéristiques		
Largeur des pistes de service	m	5
Linéaire des pistes de service	m.l	7 800
Linéaire de câblage	m.l	A définir par les EPC
Type de revêtement des pistes	-	Grave ou latérite
Aménagement d'un réseau de drainage	O/N	0
Surface base vie et stockage	m ²	20 000
Connexion au réseau	-	Connexion sur la ligne 90 kV Ouahigouya-Zagtouli
Autre	-	Système de stockage associé au poste

Une ligne de 90 kV reliera la centrale de Ouaga nord-ouest avec le poste de Kossodo existant, situé au nord-est de Ouagadougou. La ligne, d'une longueur d'environ 32,9 km contournera Ouagadougou par le nord.

La ligne sort du poste de Ouaga nord-ouest en aérien au niveau sud-ouest de l'emprise du futur parc photovoltaïque, puis traverse une plaine de savane dépeuplée et peu arborée. Ensuite, elle franchit une vaste zone de savane arbustive sur une distance de 17 km entre la N.2 et la N.22. Plus à l'est, elle bifurque vers le sud-est, traverse une rivière intermittente, puis traverse une savane arborescente et contourne par le nord-est le développement industriel et résidentiel au nord de Kossodo. Etant donné le développement urbain aux abords de la centrale thermique et l'existence de plusieurs lignes à haute tension sortant du poste de Kossodo, le dernier tronçon, sur un linéaire de 1 500 m environ, sera réalisé en technique souterraine. Le tracé de la ligne est illustré sur la Figure 1 suivante.

Tableau 2 Caractéristiques des équipements de transport d'énergie

Item	Unité	Ouaga nord-ouest
Ligne de raccordement	O/N	0
Puissance de la ligne	kV	90
Type de câble et diamètre	mm ²	Aérien : 228ASTER Sout : 630 ALU
Type de construction	-	Aérosouterrain
Nombre de pylônes	-	100
Type de fondation	-	<u>Pylône</u> : Béton (pieux si résistance mécanique du sol faible) <u>Câble</u> : fourreau PEHD ou PVC enrobé béton sous chaussée roulante
Nombre de câble de garde		1
Poste de raccordement	-	Ouaga NO Kossodo
Équipements du poste	-	<u>Ouaga NO</u> : nouveau poste : 2 transformateurs 90/33 kV 3 travées lignes 90 kV AIS 1 Bâtiment <u>Kossodo</u> : équipement d'une travée ligne
Type de raccordement		<u>Ouaga NO</u> : départ sur poste en coupure d'artère sur une ligne existante <u>Kossodo</u> : nouveau départ
Distance	Km	32,9km aérien + 1,5 km souterrain

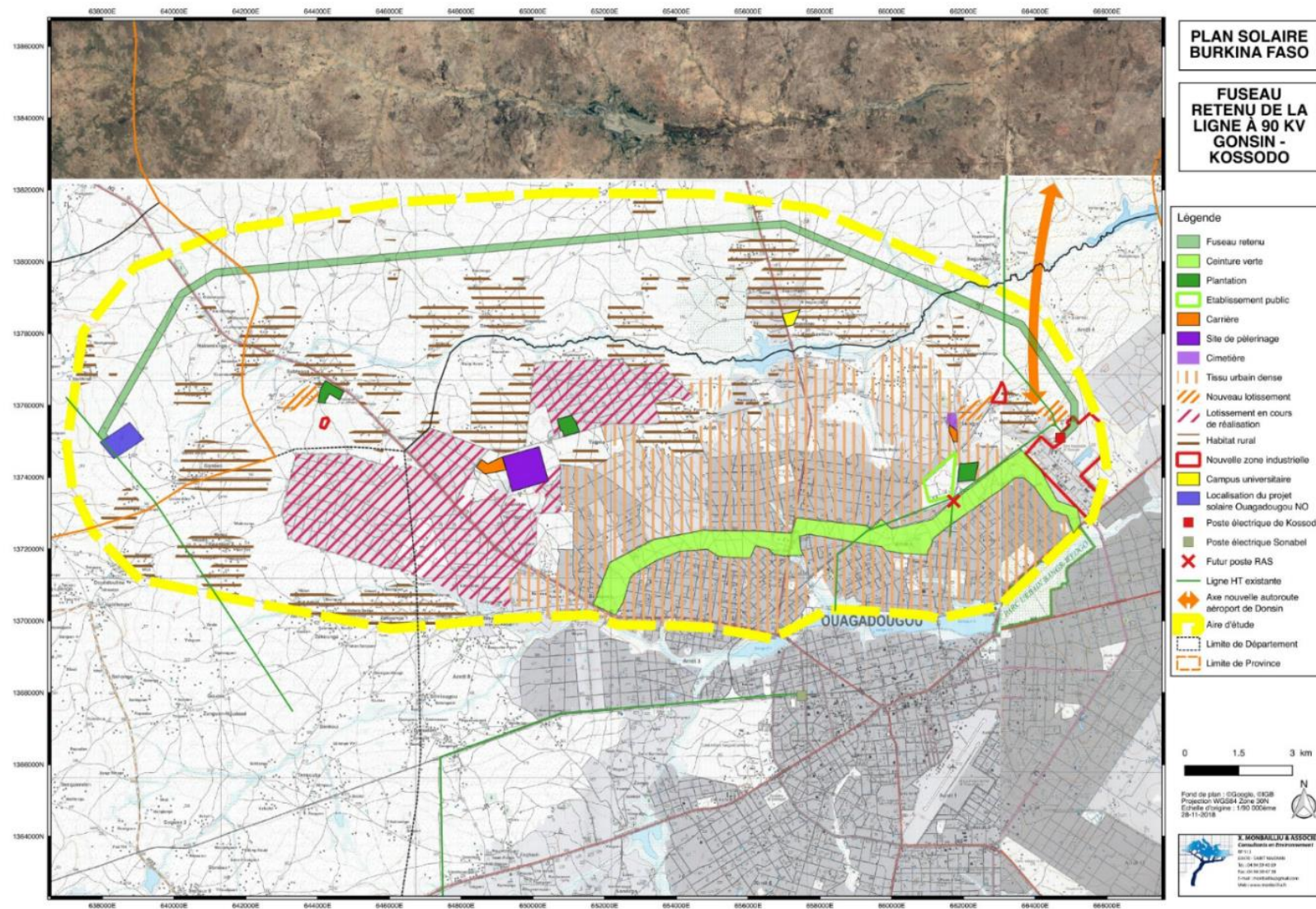


Figure 1 Tracé de la ligne

1.2 Objectifs du PAR

Le PAR se fixe comme objectif principal de permettre aux personnes déplacées d'être réinstallées et dédommagées de manière équitable et transparente, en conformité avec la législation malienne et les standards internationaux (en particulier la NES 5 dont les principales lignes directrices et exigences sont présentées dans une section dédiée de ce rapport).

Pour ce faire, le PAR :

- spécifie les principes d'éligibilité et fixe les droits des personnes affectées par le Projet (PAP).
- détermine la procédure de recensement des PAP et d'inventaire de leurs biens au sein de la zone d'impact du projet, ainsi que le système et les taux d'indemnisation.
- définit des mesures de réinstallation, de compensation et de restauration des moyens d'existence qui garantissent aux PAP un niveau de vie au moins équivalent à celui qui prévalait avant leur déplacement physique ou économique, en portant une attention particulière aux personnes vulnérables.
- décrit les activités de consultation et de participation communautaire qui ont permis aux PAP de prendre part à l'ensemble des étapes clés du processus de réinstallation.
- explicite le mécanisme de gestion des plaintes relatives au déplacement.
- détaille les responsabilités organisationnelles, le calendrier de mise en œuvre, les activités de suivi-évaluation et le budget de la réinstallation.

1.3 Limitation

La limitation principale du présent PAR repose sur l'incomplétude du recensement des biens et des personnes se trouvant dans l'aire d'étude principale du projet (le corridor de la ligne) :

- l'impossibilité de rencontrer certaines PAP, absentes physiquement lors du recensement ou impossibles à joindre par téléphone. Ces PAP devront être prises en charge par l'exécutant du PAR par l'intermédiaire du mécanisme de gestion des plaintes.
- le refus de certaines PAP de recevoir les agents enquêteurs.
- la difficulté de rencontrer les propriétaires fonciers : en l'absence des propriétaires sur leurs exploitations, dont la gestion a été confiée à des exploitants, ce sont ces derniers qui font l'objet des enquêtes sur les biens et des enquêtes socio-économiques.
- les changements dans la composition des ménages entre le recensement initial et le moment où le projet se concrétisera, une mise à jour du recensement devra être entreprise par la Sonabel.

Ces limitations sont classiquement observées dans la réalisation des recensements pour les PAR.

2 Impacts du Projet

2.1 Composantes et activités du Projet qui donnent lieu à un déplacement physique et/ou économique

Parmi l'ensemble des impacts environnementaux et sociaux générés par la composante centrale solaire et ligne 90 kV du projet Yeleen, le déplacement physique et économique potentiellement généré est lié à deux sources d'impact distinctes :

- **l'emprise fixe (corridor) de la ligne 90 kV** qui vont au droit de sa mise en place entraîner le déplacement physique (perte de logement, bâti et terres placés dans le corridor) et économique permanent (perte permanente de parcelles agricoles placés au niveau des pylônes, perte des produits forestiers non ligneux,

perte de commerces). De manière temporaire, certaines récoltes pourront être perdues au moment de l'aménagement du corridor mais pourront de nouveau être exploitées une fois la ligne en service (cultures basses tolérées sous la ligne).

- **l'emprise fixe de la centrale solaire de Ouaga NO** qui va au droit de leur installation entraîner le déplacement économique par perte permanente de collecte de produits forestiers non ligneux.

Ces impacts sont considérés comme **significatifs**, en particulier ceux résultant de l'aménagement de la ligne.

2.2 Caractérisation et quantification des impacts

L'aménagement du projet (ligne et centrale) va affecter **deux cent vingt et huit (228) ménages et quatre (04) entreprises de promotion immobilière**, résidents ou travaillant à proximité de Ouagadougou, Pabré et Sourgoubila, qui vont soit perdre leur habitation, soit perdre leurs sources de revenus voire perdre les deux.

Le tableau ci-dessous récapitule le nombre de ménages affectés par type de pertes et par village/ville de rattachement. À noter qu'un ménage peut être affecté de différentes façons, et ainsi apparaître dans plusieurs colonnes, mais que le nombre total de ménages ne tient pas compte de ces doublons.

Au total, ce sont donc **seize (16) personnes** qui vont être déplacées **physiquement** et **cent vingt-deux (122) personnes** affectées **économiquement**. Parmi elles, **sept (07)** sont affectées **physiquement et économiquement**.

Tableau 3 Nombre de personnes affectées par type d'impact

Ville / village	Nombre total de personnes affectées	Perte d'habitation / Bâti	Perte de terre nue	Perte de terrain agricole	Perte de ligneux
Sourgoubila / Diguila	37	05	11	26	1515
Sourgoubila / Nakamtenga	11	01	04	07	296
Pabré / Sabtenga	37	05	19	18	474
Pabré / Bendatoega	33	05	12	21	782
Pabré / Saint - Joseph	36	01	17	19	2424
Pabré / Katabtenga	07	02	07	00	145
Ouagadougou / Kamboinsé - Kassa	23	00	15	08	294
Ouagadougou / Sakoula	36	03	25	11	478
Ouagadougou / Songodin	12	04	10	02	170
TOTAL	232	26	120	122	6 578

2.3 Alternatives proposées pour minimiser le déplacement

La ligne électrique à construire dans le cadre du projet Yeleen acheminera l'énergie produite par la centrale solaire photovoltaïque de Gonsin au Poste de Kossodo. Cette ligne 90 Kv aura une longueur d'environ 33 km nécessitera la libération d'un couloir de 40 m soit 20 m de part et d'autre de l'axe du tracé de la ligne. Le tracé initial de la ligne (figure 1) proposé par les techniciens d'ANTEA comportait treize (13) points (Tableau 1).

Tableau 4 : Points du tracé initial de la ligne 90 Kv

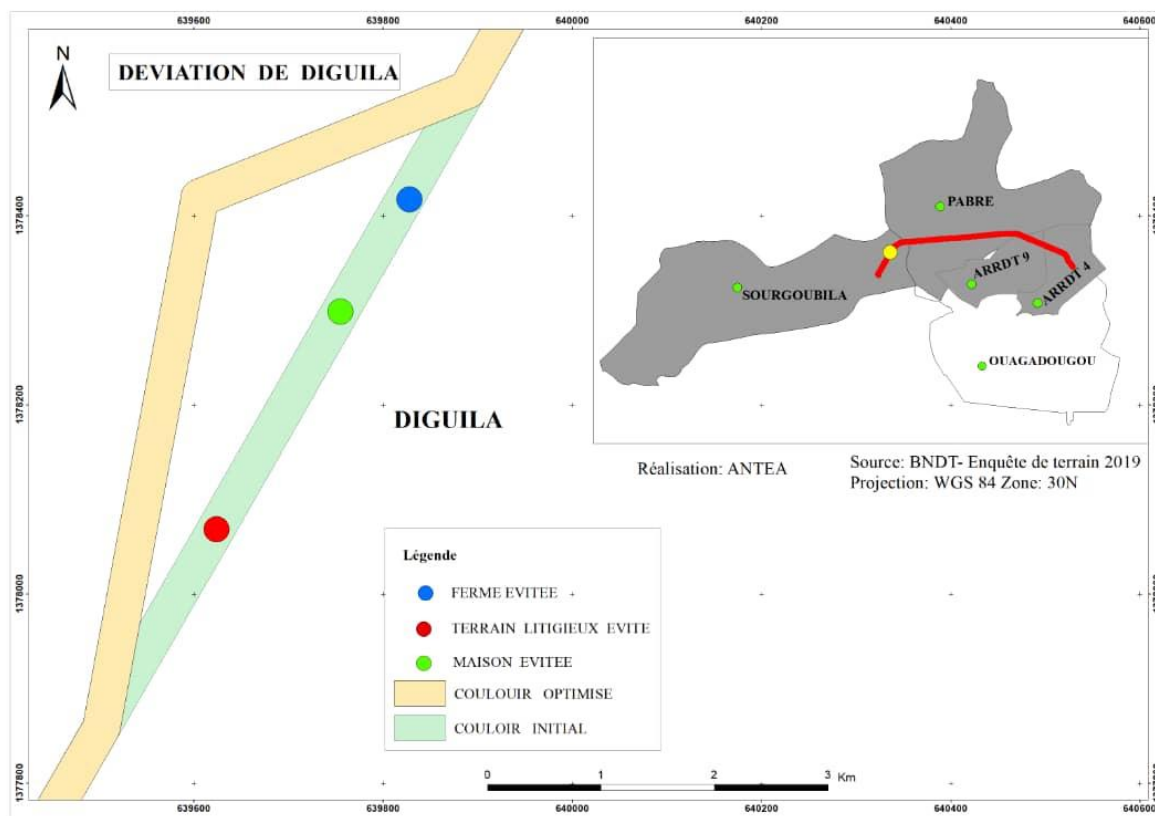
POINTS	X_COORD	Y_COORD
1	637986,289156371	1375219,372054400
2	640210,758091834	1379097,058493800
3	641151,237657482	1379690,461605340
4	648029,351329940	1380305,853551170
5	648510,711564966	1380287,858016640
6	654532,155828766	1380936,248734600
7	657108,670136814	1381003,866453680
8	658304,236370099	1380478,744182530
9	663610,643221648	1378248,752004990
10	664025,670374300	1377732,687718710
11	664074,278643096	1377413,709127430
12	665094,937819779	1376062,567585260
13	665092,745423128	1375643,748140330

Le couloir retenu a fait l'objet d'optimisation afin d'aboutir à un couloir consensuel dans lequel toutes les parties prenantes se reconnaissent. Il s'est agi d'éviter autant que faire se peut les contraintes environnementales et sociales. Pour ce faire, l'équipe ANTEA (enquêteurs et expert sociétal) a fait appel aux autorités locales (CVD et conseillers), aux services de l'environnement et à un électricien d'IED.

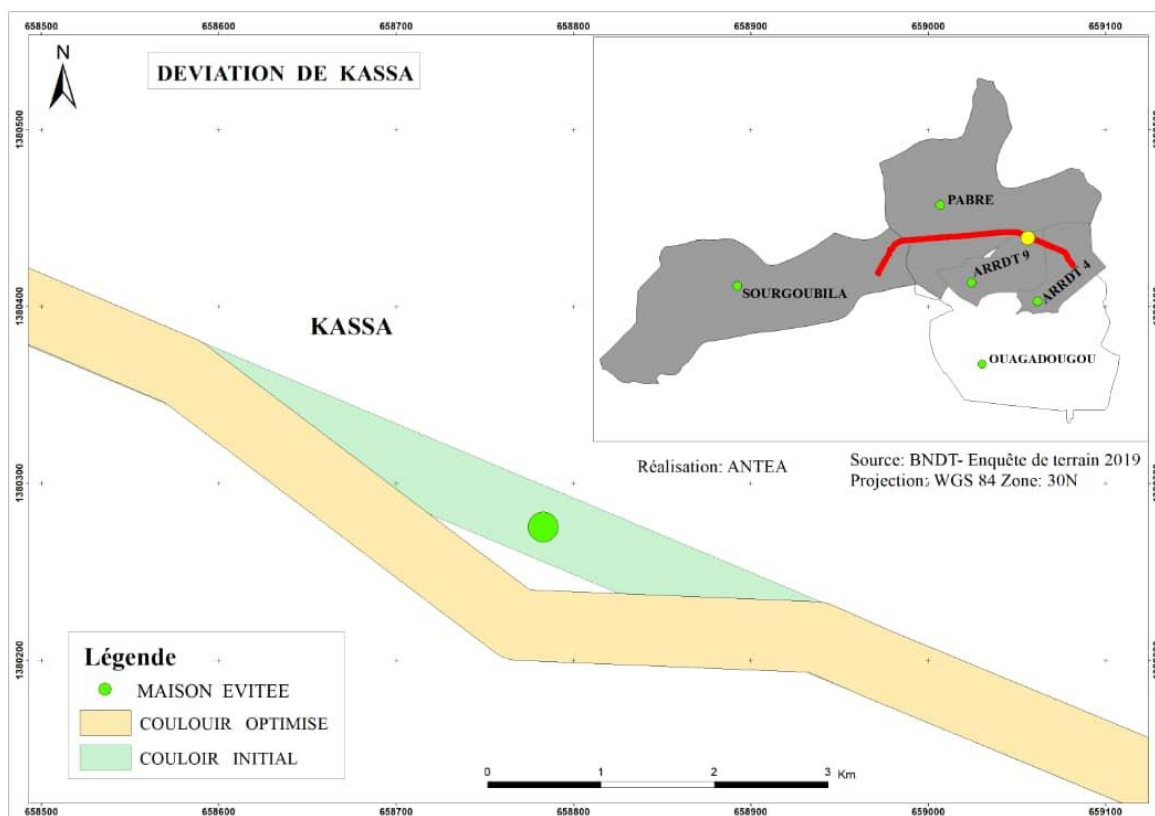
L'optimisation a permis d'éviter un terrain litigieux de 37 ha, une ferme avicole et deux domaines clôturés en parpaings avec des bâtiments en parpaing à l'intérieur. Le tracé optimisé suit les points ci-dessous.

Tableau 5 : Points du tracé optimisé

POINT	X_COORD	Y_COORD	OBSERVATIONS	OBSTACLES EVITES	X_COORD	Y_COORD
1	637986	1375219				
2	639502	1377859	Nouveaux points	*Terrain litigieux	639622	1378067
3	639606	1378419		*Domaine clôturé et maison en parpaing	639762	1378313
4	639889	1378533		*Ferme avicole	639802	1378417
5	640211	1379097				
6	641151	1379690				
7	648029	1380306				
8	648511	1380288				
9	654532	1380936				
10	657109	1381004				
11	658304	1380479				
12	658580	1380364	Nouveaux points	Domaine clôturé et maison en parpaing	658824	1380249
13	658768	1380220				
14	658937	1380213				
15	663611	1378249				
16	664026	1377733				
17	664074	1377414				
18	665095	1376063				
19	665093	1375644				



Carte 1 : Déviation du tracé de la ligne un terrain litigieux, une ferme et un domaine



Carte 2 : Déviation du tracé de la ligne pour éviter une maison

2.4 Mesures correctives

Ces impacts seront traités dans le présent Plan d'action de réinstallation (PAR).

En complément de mesures de compensations, le projet pourra encourager le ramassage de tous les produits ligneux et non-ligneux et autres végétaux utiles sur le corridor de la ligne et l'emprise de la centrale avant les opérations de terrassement.

3 Cadre légal, institutionnel et standards internationaux

Le Burkina Faso a mis en place un cadre juridique et institutionnel concernant la réinstallation involontaire et les expropriations. La Sonabel, qui est une société d'État à caractère industriel et commercial, dispose du droit exclusif de construire, de réaliser et d'exploiter les ouvrages de production, de transport et de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire national, ainsi que celui d'importer et d'exploiter l'énergie électrique.

Le présent projet, qui s'inscrit dans la dynamique du développement durable, doit donc être en conformité avec le dispositif juridique national. Par ailleurs, comme il est prévu par les autorités compétentes de demander un financement pour ce projet, le PAR vise à respecter également les normes internationales.

3.1 Droit foncier

3.1.1 Réorganisation agraire et foncière

Le Burkina Faso à travers l'adoption de la loi n° 034/2012 du 2 juillet 2012 portant sur la Réorganisation Agraire et Foncière (RAF), s'est engagé à définir les principes d'aménagement des terroirs ainsi que les modalités d'attribution et d'exploitation des terres aussi bien rurales qu'urbaines. Suivant cette loi, « *le domaine foncier national est un patrimoine commun de la nation* » (article 5). Toutefois, la loi dispose également que « *le domaine foncier national est composé du domaine foncier de l'Etat, du domaine foncier des collectivités territoriales et du patrimoine foncier des particuliers* ». (article 6). Ainsi, le Gouvernement a pris les dispositions nécessaires pour que l'application de la loi ne conduise pas à la dépossession des populations de leurs terres. Toutefois, l'État peut toujours procéder à des expropriations pour cause d'utilité publique. Aucune indemnité n'est due aux propriétaires de construction ou d'aménagements divers en raison de servitudes d'utilité publique, sauf si la nécessité de la destruction partielle ou totale de ces réalisations appartenant à des particuliers s'imposait.

Aux termes de l'article 4 de la loi n° 34-2012/AN du 2 juillet 2012 portant sur la RAF, le plan de réinstallation est défini comme étant « *un plan détaillé qui décrit et définit tout le processus de réinstallation d'une population à la suite d'un déplacement forcé. Il est basé sur les enquêtes sociales ; le plan technique détaille les mesures à entreprendre quant à la compensation, la réinstallation et la réhabilitation économique dans le cadre d'une opération d'expropriation* ».

Malgré la consécration du droit à la propriété foncière des personnes privées, l'État et les collectivités territoriales peuvent à tout moment, procéder à des expropriations pour cause d'utilité publique conformément à l'article 89 de la RAF. Sous réserve de l'article 296, tout titulaire de droit réel, immobilier peut être obligé de céder sa propriété foncière lorsque l'utilité publique ou l'intérêt général l'exige après une juste et préalable indemnisation.

Le tracé de la ligne 90kV, objet de ce projet, ne manquera pas d'occasionner des cas d'expropriation aux termes de la loi.

3.1.2 Mécanisme légal d'expropriation

Selon les dispositions de l'article 15 de la constitution du Burkina Faso « *le droit de propriété est garanti. Il ne saurait être exercé contrairement à l'utilité sociale ou de manière à porter préjudice à la sûreté, à la liberté, à l'existence ou à la propriété d'autrui. Il ne peut y être porté atteinte que dans le cas de nécessité publique constatée dans les formes légales. Nul ne saurait être privé de sa jouissance si ce n'est pour cause d'utilité publique et sous la condition d'une juste indemnisation fixée conformément à la loi. Cette indemnisation doit être préalable à l'expropriation, sauf cas d'urgence ou de force majeure* ».

L'expropriation pour cause d'utilité publique est possible quel que soit le statut ou la protection dont bénéficie le bien. L'expropriation s'applique sur les immeubles (terrains bâtiments) et les droits réels immobiliers (droit d'usufruit, droit de superficie, bail et autres droits d'usage et d'habitation) le bien peut être exproprié en tout ou en partie.

La loi n°009-2018/AN portant expropriation pour cause d'utilité publique et indemnisation des personnes affectées par les aménagements et projets d'utilité publique et d'intérêt général au Burkina Faso décrit les étapes du processus d'expropriation :

- 1- A l'issue de l'obtention de l'avis technique du ministère d'activité concerné (le ministère de l'énergie) et de l'avis de faisabilité environnementale du ministre en charge de l'environnement, l'autorité expropriante réalise une déclaration d'intention de réaliser un projet d'utilité publique pour la diffuser à l'intention des populations concernées par le projet. Cette déclaration, diffusée pendant un mois, mentionne l'ouverture de l'enquête d'utilité publique.
- 2- Une enquête d'utilité publique est réalisée par la commission d'enquête.
- 3- Une fois l'enquête d'utilité publique concluante, une déclaration d'utilité publique est prise par décret ou arrêté, et fixe le délai dans lequel sera réalisé l'expropriation. L'expropriant va donc, dans ce délai, effectuer une enquête parcellaire pour déterminer les bâtis à exproprier, les propriétaires concernés ainsi que les locataires et tous ceux qui peuvent prétendre à une indemnité.
- 4- Les actes d'expropriation sont publiés dans l'arrêté de cessibilité et notifiés sans délai aux propriétaires concernés et à tous les occupants détenteurs de droits d'une manière générale.
- 5- Dans un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté de cessibilité, le montant de l'indemnité allouée est communiqué aux propriétaires concernés qui passent en commission de conciliation. Deux cas de figure se présentent alors, selon qu'un accord ait été, ou non, trouvé :

- La procédure amiable

Si une entente est trouvée, un procès-verbal de conciliation est dressé et signé par chacun des membres de la commission et les parties. Puis, les indemnités sont versées aux intéressés. L'expropriant peut alors prendre possession des terres.

- La procédure contentieuse

En cas de désaccord des parties, un procès-verbal de non conciliation est dressé et la partie la plus diligente saisit le juge compétent qui prononce alors l'expropriation et fixe les indemnités.

3.1.3 Loi sur le pastoralisme

La loi n° 034-2002 du 14 novembre 2002 portant sur l'orientation relative au pastoralisme au Burkina accorde des droits collectifs aux pasteurs bénéficiaires d'autorisation ou de titres d'installation dans des espaces pastoraux d'aménagement spécial (article 15). Cette autorisation ou ce titre leur donne le droit d'accès aux ressources pastorales de ces espaces.

Cependant, l'article 16 précise que ces droits collectifs reconnus aux pasteurs installés dans les espaces pastoraux d'aménagement spécial sont assimilés à des droits réels et ne dépendent pas de la terre. L'alinéa 2 de l'article 16 dispose que « les pasteurs ne peuvent être privés des droits qui leur sont ainsi reconnus que pour cause d'utilité publique et sous réserve d'une juste et préalable compensation ».

En ce qui concerne la mobilité des animaux, l'article 45 indique que les pistes à bétail font l'objet d'un classement selon les cas, dans le domaine public de l'État ou des collectivités territoriales. Elles sont de ce fait inaliénables, imprescriptibles et insaisissables. La loi prend aussi en compte l'accès à l'eau et interdit la pollution ou le déversement de produits toxiques dans un point d'abreuvement des animaux (article 29). L'article 32 quant à lui interdit le défrichement aux abords immédiats de ces zones.

Dans la phase de réalisation du projet, les dispositions de cette loi doivent être intégrées pour prévenir les risques pouvant exister aussi bien pour les pasteurs que pour le bétail.

3.1.4 Loi portant régime foncier rural

Adoptée le 16 juin 2009, la loi n° 034-2009/AN ambitionne d'améliorer la gestion des terres rurales anciennement régies par la loi portant régime agraire et foncier. En effet, l'article 1 dispose que « la présente loi détermine le régime domanial et foncier applicable aux terres rurales ainsi que les principes de sécurisation foncière de l'ensemble des acteurs du foncier rural »

L'article 5 répartit les terres rurales dans trois catégories qui sont :

- le domaine foncier rural de l'État;
- le domaine foncier rural des collectivités territoriales;
- le domaine foncier rural des particuliers.

Pour ce qui est du domaine foncier rural de l'État, il comprend selon l'article 25 :

- de plein droit, l'ensemble des terres rurales aménagées par l'État sur fonds publics ;
- les terres réservées par les schémas d'aménagement du territoire à des fins d'aménagements ;
- les terres rurales acquises par l'État auprès des particuliers selon les procédés de droit commun ;
- les terres acquises par exercice du droit de préemption ou par application de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Quant au domaine foncier rural des collectivités territoriales, il est constitué (Article 27) :

- des terres rurales qui leur sont cédées par l'État ;
- des terres rurales acquises par ces collectivités territoriales selon les procédés de droit commun ;
- des terres acquises par exercice du droit de préemption ou par application de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Les articles 99, 100 et 101 traitent de la résolution des litiges fonciers, des procédures et des juridictions compétentes pour connaître de la question. Ainsi, l'article 99 dispose que : « Dans le cadre de l'instruction d'un litige foncier, le tribunal de grande instance peut à titre de renseignement, consulter les commissions foncières villageoises, les services fonciers ruraux, les autorités coutumières ainsi que les représentants des chambres régionales d'agriculture. Il peut également se faire communiquer sans se déplacer les registres fonciers locaux ». Les juridictions administratives sont compétentes pour connaître des litiges fonciers opposant l'administration et les personnes ou groupes de personnes de droit privé, en ce qui concerne les attributions, les adjudications et les cessions de terres rurales faites par l'administration, l'établissement et la délivrance des actes administratifs y afférents. Les juridictions administratives sont également compétentes pour juger de la validité des chartes foncières locales (Article 100). L'article 101 oblige la partie ayant gagné le procès de faire procéder à l'immatriculation de la terre rurale ayant fait l'objet du jugement si elle ne l'était pas.

3.1.5 Loi N° 055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso.

Adoptée par le Gouvernement en 2004 à la suite de la révision des textes d'orientation de la décentralisation (TOD), cette loi vise la dévolution progressive, le partage des compétences, des pouvoirs et des moyens aux collectivités territoriales (provinces et communes urbaines/rurales) ainsi qu'aux circonscriptions administratives (région, province, département, village).

Par ailleurs, la loi en définissant le statut et les compétences des communautés urbaines précise en son article 89, que la commune urbaine et la commune rurale reçoivent les compétences en matière d'assainissement, de lutte contre l'insalubrité, les pollutions et nuisances ; d'enlèvement et élimination finale des déchets ménagers et de délivrance d'autorisation préalable de coupe de bois à l'intérieur du territoire communal.

Ainsi, les communes deviennent de fait les principaux acteurs des services de bases dans leurs circonscriptions respectives, d'où la nécessité d'impliquer les responsables communaux à toutes les étapes dans les mesures de réinstallation.

3.1.6 Reconnaissance des droits coutumiers

Les détenteurs de droits fonciers coutumiers restent encore les principaux acteurs de la gestion foncière même en milieu urbain au Burkina étant donné que le fonctionnement du système moderne de gestion des terres repose sur un ensemble de lois dont les deux dernières (loi n°034 –2012/AN du 02 juillet 2012 portant Réorganisation Agraire et Foncière et loi n°034-2009/AN du 16 juin 2009 portant Régime foncier rural) reconnaissent les droits fonciers aux détenteurs des terres selon la coutume. Les structures de gestion des terres en vigueur dans les communes (commission communale d'attribution des terres, commission communale d'évaluation et de constat de mise en valeur des terres et commission de

retrait des terrains déjà attribués), prévoient, pour plus d'efficacité, d'associer les propriétaires coutumiers à la définition des prévisions d'aménagement.

3.2 Normes environnementales et sociales de la Banque mondiale

Le Projet Yeleen est classé en catégorie A, c'est-à-dire comme un projet présentant des impacts négatifs sociaux ou environnementaux potentiels significatifs, hétérogènes et irréversibles. La classification des projets par l'AFD permet de refléter l'ampleur des risques, les exigences pour éviter, atténuer ou compenser les impacts associés, ainsi que les obligations en termes de divulgation de l'information sur les aspects sociaux et environnementaux.

L'AFD encourage ses clients à éviter les déplacements physiques et économiques de populations. Lorsque de tels déplacements sont inévitables, les impacts négatifs sur les personnes et les communautés doivent être réduits au minimum en ajustant l'implantation ou les caractéristiques techniques du projet.

La norme E&S (NES) applicable dans le contexte de la réinstallation est la norme environnementale et sociale 5 (NES 5) pour l'acquisition des terres, restrictions à l'utilisation des terres et réinstallation forcée.

Les principaux objectifs de la politique de réinstallation sont les suivants :

- éviter ou minimiser la réinstallation involontaire lorsque possible;
- développer les activités de réinstallation comme programmes de développement durable, en fournissant des investissements suffisants pour permettre aux personnes déplacées de bénéficier des avantages du projet;
- consulter significativement les personnes déplacées et leur donner la possibilité de participer à la planification et à la mise en œuvre des programmes de réinstallation;
- aider les personnes déplacées dans leurs efforts pour améliorer leurs moyens de subsistance et leur niveau de vie, ou du moins à les rétablir, en termes réels, aux niveaux les plus avantageux, soit ceux d'avant le déplacement ou ceux qui prévalaient avant le début de la mise en œuvre du projet.

Par ailleurs, la NES5 préconise de mettre en place un mécanisme de gestion des griefs, ainsi que des procédures de **suivi-évaluation** de la réinstallation permettant de prendre à temps, le cas échéant, les mesures correctives nécessaires. Une fois que les personnes affectées auront bénéficié des compensations, aides et mesures adéquates pour restaurer durablement leurs moyens d'existence, le Projet devra réaliser un **audit d'achèvement externe**.

3.3 Analyse comparée et écarts identifiés

Les dispositions prévues par la législation burkinabé et les exigences des normes de performance de la BM présentent à la fois des convergences et des divergences, tel qu'explicité dans le tableau ci-dessous. La bonne pratique, qui sera appliquée par le Projet, est de suivre l'option la plus favorable aux personnes affectées.

Tableau 6 Analyse des écarts réglementaires

Thème	Législation burkinabé	Normes ES de la BM	Conclusion et recommandation
REALISATION D'UN PAR			
Obligation de réalisation d'un PAR	Selon le niveau de personnes à réinstaller, un PAR complet (> 200 personnes) ou un PAR abrégé (< 200 personnes) sera demandé. La décret 2015-1187 précise également que pour moins de 50 personnes à déplacer, l'ensemble des aspects traitant de la réinstallation peuvent être inclus dans le rapport d'évaluation E&S.	D'après la NES1, dès lors qu'un projet implique une réinstallation involontaire (déplacement physique et/ou économique) de personnes ou communautés, un PAR doit être réalisé.	Concordance
ÉLIGIBILITE A UNE COMPENSATION			

Thème	Législation burkinabé	Normes ES de la BM	Conclusion et recommandation
Personnes éligibles à une compensation et cas particulier des occupants irréguliers	Sont éligibles à une compensation les propriétaires, légaux ou coutumiers de terres et de terrains titrés et les locataires En revanche, rien n'est prévu pour les occupants informels (illégaux).	Toute personne déplacée physiquement ou économiquement a droit à une indemnisation. Par ailleurs, si certaines personnes n'ont pas de droits sur les terres qu'elles occupent, la NES5 exige néanmoins que leurs actifs non liés aux terres leur soient conservés ou remplacés ou qu'elles en soient dédommagées, qu'elles soient réinstallées avec la sécurité d'occupation et qu'elles soient indemnisées pour la perte de leurs moyens de subsistance	Concordance partielle pour les cas généraux et discordance pour le cas particulier des occupants irréguliers. Recommandation : appliquer la NES de la BM
Date limite d'éligibilité	La date limite d'éligibilité n'est pas mentionnée en tant que telle. Néanmoins, il y est fait mention du fait que les personnes, biens et droits affectés doivent avoir été « recensés dans les délais fixés par arrêté de l'autorité expropriante ».	En l'absence de procédures établies par l'État hôte, le client fixe une date d'éligibilité. Les informations relatives à la date limite doivent être bien documentées et diffusées dans toute la zone du projet. Le client n'est pas tenu d'indemniser ni d'aider les personnes qui empiètent sur la zone du projet après la date limite d'éligibilité, à condition que cette date ait été clairement établie et rendue publique.	Concordance partielle : la NP5 détaille davantage la notion de date butoir. Recommandation : appliquer la NES de la BM.
RECENSEMENT, COMPENSATIONS OFFERTES ET DEPLACEMENT EFFECTIF			
Recensement des occupants et identification des biens à compenser	La section 4 de la loi 009-2018 indique que l'expropriant doit effectuer « une enquête parcellaire » dans le but de déterminer les immeubles à exproprier, les propriétaires concernés, les locataires et ceux qui peuvent prétendre à une indemnité.	La NES 5 recommande la réalisation d'un « identifier les personnes qui seront touchées par le projet, faire l'inventaire des terres et des biens concernés, identifier les personnes admises à bénéficier d'une indemnisation et d'une aide, et dissuader celles qui ne rempliront pas les conditions requises à cette fin ».	Concordance partielle : la NP5 détaille davantage les modalités de recensement. Recommandation : appliquer la NES de la BM.
Alternatives proposées pour la compensation	Dans le droit burkinabé, le principe de compensation est l'indemnisation en espèces, en nature ou mixte	Les personnes déplacées doivent avoir le choix entre : - une compensation en espèces ; - une compensation en nature ; - une combinaison des deux.	Concordance. Recommandation : appliquer la NES de la BM.

Thème	Législation burkinabé	Normes ES de la BM	Conclusion et recommandation
Compensation en espèces : critères et montants des indemnités	<p>Le montant de l'indemnité, qui doit être « juste et préalable » (loi 009-2018, article 41), est fixé en tenant compte de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la consistance des biens ; - le préjudice matériel et moral ; - l'état de la valeur actuelle du bien - la plus-value ou la moins-value. <p>La réhabilitation économique n'est pas prévue par la législation nationale.</p>	<p>Dans le cadre d'un déplacement physique, les montants des compensations en espèces doivent être suffisant pour remplacer les actifs perdus, c'est-à-dire qu'ils doivent inclure les coûts de transaction et exclure toute dépréciation.</p> <p>Dans le cadre d'un déplacement économique, l'indemnisation s'effectue au coût de remplacement, c'est-à-dire qu'elle intègre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le coût du transfert de l'activité dans un autre lieu ; - le coût du rétablissement de l'activité dans cet autre lieu ; - des indemnités permettant de couvrir la perte nette de revenus pendant la période de transition. <p>Des mesures spécifiques (par exemple des formations) sont également mises en œuvre pour permettre la restauration des moyens d'existence.</p>	<p>Discordance : la NES5 est plus favorable aux PAP que la réglementation nationale.</p> <p>Recommandation : appliquer la NES de la BM.</p>
Compensation en nature : principes	La loi n'indique que le bien perdu ou affecté doit être remplacé par un bien de même nature et de qualité au moins égale (article 38).	L'indemnisation en nature est envisagée au lieu de l'indemnisation en espèces lorsque le bien affecté est une habitation ou une terre qui offre un moyen de subsistance.	<p>Concordance partielle : la NES5 détaille davantage les modalités de compensation.</p> <p>Recommandation : appliquer la NES de la BM.</p>
PARTICIPATION ET CONSULTATION DES PERSONNES AFFECTEES			
Diffusion de l'information	La seule obligation, en termes de diffusion d'information, concerne la déclaration d'intention mentionnant l'ouverture prochaine de l'enquête d'utilité publique. Sur la base des résultats de l'enquête, un arrêté de cessibilité comportant la liste des personnes à déplacer est ensuite communiqué.	Toutes les informations pertinentes sur le Projet doivent être diffusées aux communautés affectées et autres parties prenantes de manière à ce que « les personnes touchées participent de manière éclairée à la planification et la mise en œuvre des activités de réinstallation »	<p>Discordance : la BM est plus exigeante en termes de diffusion de l'information que la législation nationale.</p> <p>Recommandation : appliquer la NES de la BM.</p>

Thème	Législation burkinabé	Normes ES de la BM	Conclusion et recommandation
Consultation des personnes affectées et participation à la prise de décision	L'arrêté de cessibilité est précédé d'une enquête publique sans toutefois que les expropriés puissent participer activement aux travaux d'évaluation, à l'exception de la signature du procès-verbal en cas d'accord. En cas de désaccord, une tentative de conciliation est établie.	Le processus de consultation doit permettre aux PAP d'exprimer librement leurs préférences quant aux options de réinstallation et autres mesures (« examen des options de réinstallation proposées et des choix opérés par les personnes déplacées parmi les options qui leur ont été soumises »)	Discordance : le droit national prévoit une enquête publique en matière d'expropriation, mais les intéressés n'ont pas nécessairement la possibilité de participer de manière constructive au processus. Recommandation : appliquer la NES de la BM.
Attention particulière portée aux jeunes, aux femmes et aux groupes vulnérables	La loi ne contient aucune disposition particulière à destination des jeunes, des femmes ou des groupes vulnérables.	Le client doit porter une attention particulière aux femmes, qui peuvent subir des répercussions différentes de celles des hommes. Les autres groupes vulnérables comme les peuples autochtones, les minorités ethniques, les paysans sans terre doivent être représentés et consultés.	Discordance. Recommandation : appliquer la NES de la BM.
GESTION DES PLAINTES ET RESOLUTION DES CONFLITS			
Litiges, gestion des plaintes et mécanismes de résolution des conflits	Un recours à l'amiabie ou en contentieux peut être établi en cas de désaccord.	Un mécanisme de règlement des griefs doit être mis en place pour recevoir et répondre aux préoccupations des personnes affectées liées à l'indemnisation et à la réinstallation (NES10). Cela comprend un mécanisme de recours visant à résoudre les différends d'une manière impartiale (Concordance : des modalités de mise en œuvre différentes mais des mécanismes finalement similaires dans la réalité. Recommandation : appliquer la NES de la BM.
SUIVI-EVALUATION			
Suivi-évaluation	La démarche de suivi et d'évaluation est prévue dans le cadre de la création d'une structure nationale chargée d'assurer le suivi-évaluation des opérations d'immunisations et de réinstallation des personnes affectées.	Le suivi et l'évaluation doivent être réalisés pendant et après la réinstallation. La mise en œuvre d'un PAR est « considérée comme terminée une fois que l'audit d'achèvement aura conclu que les personnes ou les communautés touchées ont reçu toutes les aides auxquelles elles pouvaient prétendre, et qu'elles ont des possibilités suffisantes de rétablir leurs moyens de subsistance.	Discordance : la NES5 impose la réalisation d'actions de suivi-évaluation également pendant le projet. Recommandation : appliquer la NES de la BM.

3.4 Cadre institutionnel : organismes en charge des activités de réinstallation

Le département responsable de la gestion des questions environnementales est le Ministère de l'Environnement de l'Économie Verte et du Changement Climatique (MEEVCC). Ce ministère sera sollicité pour accompagner la Sonabel et les communautés lors des activités de réhabilitation des parcelles affectées et de reboisement notamment.

Bien que la coordination globale des questions environnementales relève de ce ministère, il n'en demeure pas moins que d'autres départements ministériels disposent de charges précises relatives à ces questions sociales, comme le Ministère de l'habitat et de l'urbanisme et le ministère de l'agriculture et des aménagements.

En matière de gestion des terres au Burkina Faso, les organisations ou structures de gestion sont définies par la RAF et la loi n° 034-2009/AN portant régime foncier rural et textes prioritaires d'application. Ces organisations se situent à trois (03) niveaux : national, communal et village.

- **Au niveau national** : Conformément à l'article 33 de la RAF « Le Ministère chargé des domaines assure la gestion du domaine foncier national ». Il s'agit du Ministère de l'Economie et des Finances à travers les services des domaines. Outre le ministère en charge du domaine, en référence à la loi n° 034, il est institué une instance nationale de concertation, de suivi et d'évaluation de la politique et de la législation foncière rurale. Elle réunit l'ensemble des acteurs publics, privés et de la société civile concernés par la gestion rationnelle, équitable, paisible et durable du foncier en milieu rural, y compris les représentants des autorités coutumières, des collectivités territoriales, des institutions de recherche et de centres d'excellence.
- **Au niveau communal** : le Service Foncier Rural (SFR) au niveau de chaque commune rurale. Ce service est chargé de l'ensemble des activités de gestion et de sécurisation du domaine foncier de la commune (y compris les espaces locaux de ressources naturelles d'utilisation communale) et des activités de sécurisation foncière du patrimoine foncier rural des particuliers sur le territoire communal. Le SFR assure en relation avec les commissions villageoises la tenue régulière des registres fonciers ruraux (registre des possessions foncières rurales ; registre des transactions foncières rurales ; le registre des chartes foncières locales ; registre des conciliations foncières rurales). Il existe aussi, au niveau communal, une instance de concertation foncière locale que chaque commune rurale peut créer pour examiner toutes les questions relatives à la sécurisation foncière des acteurs locaux, à la gestion et à la gouvernance foncière locale, aux questions d'équité foncière et d'utilisation durable des terres rurales et de faire toutes propositions qu'elles jugent appropriées. Cette instance a un rôle consultatif.
- **Au niveau village** : Une commission foncière villageoise est créée dans chaque village. Elle est composée des autorités coutumières et traditionnelles villageoises chargées du foncier. La commission foncière villageoise est chargée de contribuer à la sécurisation et la gestion du domaine foncier de la commune en participant à la sécurisation foncière de l'ensemble des acteurs ruraux de la commune, en étant responsable de l'identification des espaces locaux de ressources naturelles d'utilisation commune, participant à la constatation des droits fonciers locaux et en général, en œuvrant à la prévention des conflits fonciers ruraux.

En plus de ces structures de gestion du foncier, la loi n° 034 définit des institutions et services intermédiaires d'appui à la gestion et à la sécurisation du foncier rural. Ce sont :

- **Les services techniques déconcentrés compétents de l'Etat** : Ils sont chargés d'apporter leur appui aux services fonciers ruraux en matière de gestion du domaine foncier des collectivités territoriales et de sécurisation du patrimoine foncier rural des particuliers. Cet appui porte également sur le renforcement des capacités. Ils sont également chargés d'assister les régions dans la mise en place de leurs bureaux domaniaux régionaux, la gestion de leur domaine foncier propre ainsi que dans l'élaboration et la mise en œuvre concertée et participative de leur schéma régional d'aménagement du territoire.
- **L'organisme public spécialisé chargé de la constitution, de l'aménagement et de la gestion des terres du domaine foncier rural de l'Etat** : Il est chargé d'assurer la constitution et la préservation du domaine foncier rural de l'Etat, d'œuvrer à la sécurisation des terres rurales relevant du domaine de l'Etat et de promouvoir l'aménagement, la mise en valeur et la gestion rationnelle des terres rurales aménagées ou à aménager par l'Etat. Il veille au respect des cahiers des charges généraux et spécifiques relatifs aux terres rurales aménagées. Il œuvre également à la gestion durable des terres rurales au niveau des communes rurales et des régions. Il peut à la demande de ces collectivités territoriales, intervenir à leur profit dans des conditions fixées par la loi.

- **Le fonds national de sécurisation foncière en milieu rural** : le fonds est exclusivement affecté à la promotion et à la subvention des opérations de sécurisation foncière en milieu rural ainsi qu'au financement d'opérations de gestion foncière en milieu rural.

En référence à la loi n° 034-2009/AN du 16 Juin 2009 portant régime foncier rural au Burkina Faso, c'est ce dispositif institutionnel qui devrait régir la gestion des terres et l'expropriation. La présente mission a constaté l'effectivité de ces structures, particulièrement les commissions foncières villageoises dans l'ensemble des localités rurales concernées par la mise en œuvre du projet. Toutefois, les acteurs impliqués ne disposent pas d'expériences avérées en matière de mise en œuvre du processus de réinstallation. Par conséquent, un dispositif institutionnel de mise en œuvre du présent PAR impliquant les parties prenantes au niveau national, régional, communal et communautaire à l'instar d'autres projets similaires de la SONABEL pourra assurer une bonne mise en œuvre de la réinstallation.

Tableau 7 : Dispositif institutionnel de mise en œuvre du PAR

Niveau	Acteurs	Responsabilités
National	UCP/SONABEL	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Accompagner l'opérateur pour le suivi technique et la mise en œuvre du PAR ; ☞ Veiller à la fonctionnalité du dispositif institutionnel ; ☞ Mobiliser le budget d'indemnisations et gérer administrativement les compensations ; ☞ Coordination des activités du PAR ; ☞ Suivi des négociations et de la fixation des indemnisations ; ☞ Mise en œuvre de la campagne IEC.
	Opérateur (Consultant)	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Gestion technique de la mise en œuvre du PAR ; ☞ Assistance au règlement des litiges ; ☞ Organisation des rencontres ; ☞ Conception des agendas ; ☞ Organisation des parties prenantes ;
Communal	Le Comité Consultatif de la Réinstallation (CCR) comprend : 1 représentant de chaque service technique, 2 représentants des PAP et les représentants de la commune. Il est présidé par le maire et se réunit une fois par mois. Le CCR est informé de tous les conflits relativement simples dont la cause est le non-respect par le projet de ses engagements vis-à-vis d'une personne réinstallée.	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Suivi des négociations et de la fixation des indemnisations ; ☞ Enregistrement des plaintes et des litiges ; ☞ Campagne IEC.
Village	Le Comité Villageois de la Réinstallation (comprend : CVD, Conseiller, Chef de village, Chef de terres, Autorités religieuses, représentants des communautés affectées)	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Suivi des négociations et de la fixation des indemnisations ; ☞ Enregistrement des plaintes et des litiges ; ☞ Campagne IEC.

Les actions d'information/sensibilisation et de formation sont prévues sur les principes et procédures en matière de réinstallation involontaire, les voies de recours en cas d'insatisfaction ou de réclamation, l'application des mesures de compensation prévues y compris l'identification et la prise en compte des personnes vulnérables, le suivi-évaluation du

processus de réinstallation, etc. Également le PAR sera largement mis à la disposition du public dans des lieux accessibles au niveau national, régional, communal et dans chaque localité traversée et des messages de consultation diffusés. Un plan de communication sera élaboré et exécuté pour permettre aux PAP de mieux s'imprégner des mesures convenues dans ce PAR.

Les comités mis en place seront dotés de moyens (formations et logistiques) pour mener à bien les responsabilités qui leur sont confiées.

Tableau 8 : Renforcement des capacités des acteurs de mise en œuvre du PAR

Acteurs cibles/bénéficiaires	Rubrique / Thématiques
Comités villageois, communaux (mise en œuvre du PAR)	Formation sur la mise en œuvre du PAR : Présentation des grandes lignes du PAR et des comités Rôle des différents acteurs, Outils de suivi et de contrôle ; Gestion des plaintes, Programme des paiements Outils d'enregistrement des plaintes Outils de rapport des réunions Modalité de fonctionnement.

4 Recensement et étude socio-économiques de référence

4.1 Méthodologie

4.1.1 La collecte de données

Afin de pouvoir définir de manière appropriée les mesures pour la compensation, la réinstallation et la restauration des moyens d'existences des personnes affectées par le projet, il convient de connaître précisément la dynamique socio-économique du secteur où s'implante le projet et les caractéristiques des ménages affectés. Ainsi, la description du profil démographique et socioéconomique de la zone de projet constitue donc la base du PAR pour l'analyse des enjeux, des impacts et la détermination des indemnités.

Dans le but caractériser la population affectée dans la zone de projet, plusieurs sources d'informations ont été utilisées :

- les consultations des parties prenantes (cf. section 8) ;
- La participation des PAPs au processus est essentielle parce qu'elle offre l'opportunité aux personnes affectées de s'impliquer à la fois dans la conception et dans la mise en œuvre du plan d'action de réinstallation. De plus, la participation effective des différentes personnes aux activités favorise la transparence lors du processus. Cinq principaux domaines de participation sont reconnus :
 1. la collecte d'information auprès des personnes directement ou indirectement affectées, phase où les gestionnaires du projet de réinstallation récoltent de l'information et la partagent avec les communautés ;
 2. la consultation, phase où les communautés ont l'opportunité d'interagir et d'émettre des opinions durant la planification et/ou la mise en œuvre du projet ;
 3. la prise de décision, phase où les communautés participent au processus de prise de décision durant les phases de planification ou de mise en œuvre. Cette forme de participation se traduit par un plus grand degré de contrôle et de responsabilisation ;
 4. l'initiation d'actions, phase où les communautés identifient un besoin dans le projet et décident de le combler ;
 5. l'évaluation participative, phase où les communautés fournissent des opinions et réfléchissent sur les leçons apprises afin de favoriser une meilleure mise en œuvre et/ou planification du projet.

Durant la réalisation de l'étude d'impact environnemental et social et lors des différentes séances de consultations qui ont conduit à l'élaboration du plan d'action de réinstallation, les activités de participation ont permis aux personnes affectées de s'impliquer au-delà de la simple collecte d'informations. Pendant les phases de recensement des biens et des enquêtes socio-économiques, les populations ont été consultées, entre autres, sur :

- leurs appréhensions par rapport à l'occupation et la compensation de leurs champs ;
- leurs attentes par rapport à l'occupation et la compensation de leurs champs ;
- la nature de l'indemnisation souhaitée (phase de planification) ;
- l'estimation des compensations accordées.

Au cours des prochaines phases du projet, les personnes affectées devront pouvoir accroître leur implication en participant à la prise de décision. Lors de la mise en œuvre du plan d'action de réinstallation, les personnes affectées et/ou leurs représentants seront pleinement informés et consultés à travers les différentes mairies, les conseillers et les CVD. Des réunions d'information dans les langues locales, ouvertes à l'ensemble des ménages directement touchés seront organisées.

- Une enquête socio-économique ;

Afin d'évaluer de façon exhaustive, les impacts du projet sur les populations, un recensement a été effectué dans le couloir de la ligne électrique. Il a porté sur :

- les informations sociodémographiques des PAP ;
- les types d'activités menées sur le site concerné ;

- le patrimoine culturel et culturel situé à l'intérieur du couloir ;
- le nombre de ménages affectés ;
- les attentes des personnes affectées vis-à-vis du programme de compensation.

- Un inventaire des terres et des biens

- **Inventaire des ligneux**

Le projet de construction de la ligne électrique Gonsin - Kossodo entrainera la perte de deux (02) catégories d'arbres :

- la première catégorie concerne les espèces à valeur socio-économique très importante représentée par le Karité (*Vitellaria paradoxa*), le Tamarin (*Tamarindus indica*), le Néré (*Parkia biglobosa*) et le Baobab (*Adansonia digitata*) ;
- la deuxième catégorie regroupe les espèces à valeur économique moins importante et regroupe le raisinier (*Lannea microcarpa*) et l'Eucalyptus (*Eucalyptus camaldulensis*) et autres espèces.

La perte de ces arbres englobe non seulement celle des pieds d'arbres, mais également la perte de biens culturels, de sources de revenus issus de la vente des fruits, des feuilles, du bois, etc. La perte d'un arbre donne lieu à une compensation à la personne affectée.

L'évaluation des pertes en arbres a été menée par une équipe de forestiers à travers la démarche suivante :

- une mission de reconnaissance et d'identification des tracés et de confirmation des emprises ;
- l'élaboration de fiche d'inventaire devant renseigner le nom de l'espèce, la circonférence (égale ou supérieure à 15 cm) au niveau de référence de 1,30 m au-dessus du sol et la hauteur de la portion de fût exploitable comme bois de service ou comme bois d'œuvre et l'état de santé de l'arbre ;
- l'information et l'invitation des populations à participer à l'inventaire des arbres dans les plantations diverses, et dans les champs ;
- l'inventaire systématique de toutes les espèces végétales situées dans le layon de la ligne électrique.
- **Inventaire des terres et estimation des coûts de spéculation**

L'évaluation des pertes de cultures agricoles et des sources de revenus y afférentes a été réalisée en respectant les étapes ci-dessous citées :

- recensement, mesure et prise des coordonnées géographiques des champs affectés en présence des exploitants ou de leurs représentants ;
- recueil des informations relatives à la propriété et aux spéculations pratiquées sur le champ à travers l'enquête-ménage et le questionnaire-champ ;
- détermination des superficies affectées à partir de la projection des coordonnées géographiques dans la base SIG (Système d'Information Géographique), la même méthode a été utilisée pour la détermination des terres ;
- collecte des données relatives aux rendements des différentes spéculations et leurs prix auprès du Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles.

La valeur productive du champ a été déterminée en considérant, le prix de vente moyen du kg de la spéculation concernée et son rendement à l'hectare. La valeur productive annuelle est obtenue en multipliant le rendement à l'hectare par le prix du kg de la spéculation considérée. La valeur du dédommagement du champ est obtenue en multipliant la valeur productive annuelle par cinq (05), autrement dit le dédommagement se fait sur cinq ans, dans la perspective que le bénéficiaire se réinstalle ou entreprenne une autre activité avec le montant perçu à cet effet.

- **Inventaire des bâtis**

L'évaluation des pertes des bâtis a été faite sur la base du recensement systématique des infrastructures affectées dans le layon de la ligne électrique Gonsin-Kossodo. Le recensement a pris en compte les dimensions et la nature des matériaux de construction des maisons et des murs d'enceinte.

Ainsi, l'ensemble des données issues des activités citées ci-dessus pour les personnes et les biens se trouvant dans l'emprise du projet ont été analysées pour aboutir à la description des PAP présentés ci-après.

4.1.2 Résultats

Comme indiqué dans la section 2.2, ce sont donc **seize (16) ménages** qui vont être déplacés **physiquement** et **cent vingt et deux (122) ménages** affectés **économiquement**. Parmi eux, **sept (07)** sont affectés **physiquement et économiquement**.

Tableau 9 Nombre de personnes affectées par type d'impact

Ville / village	Nombre total de personnes affectées	Perte d'habitation / Bâti	Perte de terre nue	Perte de terrain agricole	Perte de ligneux (nombre de pieds)
Sourgoubila / Diguila	37	05	11	26	1515
Sourgoubila / Nakamtenga	11	01	04	07	296
Pabré / Sabtenga	37	05	19	18	474
Pabré / Bendatoega	33	05	12	21	782
Pabré / Saint - Joseph	36	01	17	19	2424
Pabré / Katabtenga	07	02	07	00	145
Ouagadougou / Kamboinsé - Kassa	23	00	15	08	294
Ouagadougou / Sakoula	36	03	25	11	478
Ouagadougou / Songodin	12	04	10	02	170
TOTAL	232	26	120	122	6 578

En outre, ce sont :

- **un (01) ménage** qui sera impacté sur ses activités d'élevage ;
- **tous les ménages, soit deux cent vingt et huit (228)**, impactés par la perte d'accès aux ressources naturelles ;
- **quatre (04) entreprises** qui seront impactées sur leurs activités de promotion immobilière.

Par ailleurs, ce sont également :

- Deux cent vingt-deux (222) parcelles traversées ;
- Vingt et six (26) bâtis à déplacer ;
- Six mille cinq cent soixante et dix-huit (6 578) arbres à compenser.

Au niveau de la **vulnérabilité**, plusieurs ménages présentent un ou deux critères de vulnérabilité mais aucun ne nécessite que le projet prenne des dispositions spéciales.

La liste exhaustive de ces PAP et de leurs biens, ainsi que leur localisation est présentée en Annexe 1 et Annexe 6.

4.2 Profil socio-économique et démographique de l'aire d'étude

4.2.1 Les ménages affectés

Le tableau ci-dessous récapitule de façon succincte les principales caractéristiques des ménages affectés dans l'aire d'étude du projet.

Tableau 10 Résumé des principales caractéristiques des ménages affectés

Thématique	Observations
Genre des PAP	Les PAP sont composés majoritairement d'hommes, 205 hommes contre 22 femmes.

Thématique	Observations
Groupes ethniques	Les PAP sont à 86 % mossis, 8 % peulhs et 6 % autres. Elles sont donc au nombre de 197 mossis, 18 peulhs, 4 gourmantchés, 2 bobos, 1 bissa, 1 ko, 1 samo, 1 senoufo, 1 songhaï et 1 turka.
Usage des sols	Les sols sont utilisés majoritairement pour les champs (127) ; puis, de jachères (81), de vergers (12) et enfin d'autres occupations (9).
Éducation	La plupart des PAP n'ont aucune instruction (95). 45 d'entre elles ont fait les études supérieures, 30 ont le niveau primaire et 29 le niveau secondaire.
Santé	La maladie qui affecte le plus les PAP est le paludisme. En effet, 144 d'entre elles ont déclaré l'avoir contracté. Les autres pathologies auxquelles sont confrontées les PAP sont les maux de ventre, les calculs, la toux, le rhume, le glaucome, etc.
Eau et assainissement	Les PAP accèdent à l'eau potable à travers les bornes fontaines, les forages à motricité humaine, les puits à grand diamètre busés et le réseau ONEA. Hormis les latrines, l'assainissement est quasi-inexistant. Les PAP n'ont pas toutes accès aux latrines car certains continuent d'utiliser la brousse comme lieu d'aisance.
Énergie, transports et télécommunications	La ligne électrique étant située en périphérie de Ouagadougou, les PAP ont accès à la télécommunication à travers les opérateurs de téléphonie mobile. En termes de transport, la quasi-totalité des PAP dispose d'une voiture personnelle ou d'une moto ou les deux à la fois. Cependant, le volet énergétique est sous développé. En effet, aucune localité affectée par le projet n'est raccordée au réseau énergétique de la SONABEL. Certaines PAP se sont dotées de kits solaires pendant que d'autres utilisent toujours les lampes torches.
Activités économiques	Plusieurs activités sont menées par les PAP. Mais l'activité dominante reste l'agriculture.
Types d'agriculture	L'agriculture dans la zone du projet est caractérisée par une diversification des productions avec une nette dominance des cultures céréalières. La production céréalière porte sur le maïs, le sorgho, le mil et le riz. La production maraichère comprend les oignons, la tomate, l'aubergine, le gombo, la carotte et le piment. L'arachide, le sésame et le niébé sont les légumineuses les plus cultivées. L'ensemble de ces productions ont des rendements qui varie au cours des différentes années pour plusieurs raisons dont la maîtrise et l'application des techniques culturales est la principale, suivie des actions d'accompagnement de la part des partenaires du développement. Les spéculations les plus productives dans la commune sont prioritairement la patate, le riz de bas fond, le maïs, le sorgho blanc et le sorgho rouge. C'est une agriculture de subsistance marquée par une faible mécanisation.
Types de commerce	La zone du projet regorge de quelques unités de transformations de produits telles la production et la vente de l'eau. Il faut noter aussi, l'existence de petites unités informelles non officiellement reconnues par les autorités. Ces unités font la transformation des produits agricoles. A ces petites unités, s'ajoutent celles traditionnelles de production de la bière locale (dolo). L'enquête a montré que les PAP mènent plusieurs types de commerce qui sont entre autres la vente des céréales, des accessoires informatiques, des terres dans les zones hors lotissement pour la construction des habitats spontanés communément appelés « non lotis », etc.

4.2.2 Autres infrastructures/biens affectés

Aucun patrimoine et infrastructure communautaire n'est impacté par le projet.

4.3 Identification et caractérisation des personnes ou groupes vulnérables

Les personnes vulnérables se définissent comme les personnes qui, du fait de leur sexe, de leur ethnie, de leur âge, de handicaps physiques ou mentaux, ou de facteurs économiques ou sociaux, peuvent se trouver affectées de manière plus importante par le processus de déplacement et de réinstallation ou ont une capacité limitée à réclamer ou à bénéficier de l'assistance à la réinstallation et à d'autres avantages. La définition des critères de vulnérabilité dans la zone d'étude doit faire l'objet d'une attention particulière afin de ne pas générer de troubles sociaux dans un contexte burkinabè particulier. Les bases d'une catégorisation ont été déterminées avec les autorités pour, au cours de la mise en œuvre du PAR, valider avec les communautés cette catégorisation, et par la suite compléter les fiches d'identification selon celle-ci. En effet, la catégorisation des personnes vulnérables ne peut se faire sans une confirmation en amont des parties prenantes, ce pour la bonne marche du programme global d'amélioration de moyen de subsistance. Habituellement, les catégories de personnes vulnérables incluent, mais ne se limitent pas, les cas suivants :

- personnes souffrant d'un handicap physique ou mental ;

- personnes affectées par une maladie grave ;
- personnes réfugiées éventuelles ;
- personnes âgées vivant seules ;
- ménages dont le responsable est un mineur ;
- ménages dont la responsable est une femme aux ressources limitées ;
- ménages dont le responsable ne dispose pas ou que peu de ressources ;
- ménages qui présentent un facteur de vulnérabilité susceptible d'augmenter en conséquence du processus de déplacement ou de compensation (ex : le chef de ménage reçoit une compensation en argent et abandonne son foyer) ;
- Veuves et orphelins.

Un suivi particulier des personnes qui auront été identifiées comme vulnérables devra être assuré dans le cadre du projet, notamment après la phase de réinstallation. Leur prise en charge se fera essentiellement au travers de la mise en œuvre du programme de développement communautaire.

5 Matrice d'éligibilité

Définition des critères pour identifier les détenteurs de droits (personnes affectées) et les droits aux compensations, indemnisations et aides à la réinstallation

5.1 Principes d'éligibilité

Les personnes éligibles à une compensation sont les personnes affectées par le projet. Pour rappel, par le terme « personne affectée par le projet » (PAP), il faut considérer toute personne affectée de manière négative par le projet. Par conséquent, il s'agit de personnes qui, du fait du projet, perdent des droits de propriété, d'usage, ou d'autres droits sur un bâtiment, des terres (résidentielles, agricoles ou de pâturage), des cultures annuelles ou pérennes, ou tout autre bien meuble ou immeuble, en totalité ou en partie et de manière permanente ou temporaire. La BM considère que les personnes éligibles sont celles qui :

- possèdent des droits légaux sur les terres, y compris les droits coutumiers et traditionnels ;
- ne possèdent pas des droits légaux sur les terres au moment du recensement mais ont sur ces terres ou biens un droit de jouissance reconnu par le droit national ou susceptibles de l'être ;
- occupent les terres, bien que n'ayant pas de droits formels reconnus ou reconnaissables ou qui pratiquent des activités en violation de la législation nationale.

A noter que dans le dernier cas, les personnes affectées n'ont pas droit à des compensations pour les terres qu'elles occupent ou utilisent mais doivent en revanche bénéficier d'une indemnisation pour les actifs qu'elles ont bâtis ou qu'elles cultivent sur ces terres.

5.2 Date limite d'éligibilité

Afin d'empêcher l'installation de personnes opportunistes qui espéreraient obtenir des compensations du projet, il est nécessaire de fixer une date limite d'éligibilité. Ainsi, aucune personne, physique ou morale, ne sera éligible au plan de compensation après la date butoir.

Une date butoir trop proche du démarrage des travaux sera perçue comme une manière d'accélérer injustement le processus et risque de trouver des résistances dans les communautés, tandis qu'une date butoir trop éloignée risque de provoquer un phénomène de spéculation foncière qui ira à l'encontre des intérêts des populations et du projet.

Une date butoir devra être définie et fixée prioritairement et minutieusement dès que le calendrier des travaux sera disponible afin d'intégrer les impératifs locaux (agricoles, saisons, etc.) et de ne pas exposer davantage les populations affectées par le projet. La population devra bien évidemment être informée de cette date butoir et des implications.

Dans la mesure où la date est en cohérence avec les exigences mentionnées ci-dessous, il est proposé que la date d'éligibilité corresponde à la date **de publication du décret de déclaration d'utilité publique**. Le présent document servira de base à la publication de ce décret et à la constitution de la liste des personnes et biens affectées par les autorités compétentes.

5.3 Matrice d'éligibilité

Le tableau ci-dessous est la matrice d'éligibilité, elle récapitule de manière synthétique quels sont les droits ouverts pour les différents types de biens/terres affectées en fonction du type de PAP.

Tableau 11 Matrice d'éligibilité

Impacts du Projet/ types de pertes	Populations affectées	Droits en matière de compensation monétaire/en nature
Perte d'habitation	Propriétaire et occupant de l'habitation (sur un terrain titré ou non)	Indemnité pour la résidence principale et ses annexes à la valeur de remplacement OU fourniture d'une maison de surface et de qualité équivalente ou supérieure à la maison précédente (et des annexes) Allocation d'aide au déménagement
	Propriétaire et loueur de l'habitation (sur un terrain titré ou non)	Indemnité pour la résidence et ses annexes à la valeur de remplacement
	Locataire	Allocation d'aide au déménagement et au relogement
Perte de terrain d'habitation	Propriétaire de terrain résidentiel avec droits formels ou coutumiers ou sans droit mais pouvant prétendre à en avoir	Fourniture d'un terrain avec sécurité foncière OU indemnité monétaire pour le terrain résidentiel perdu à la valeur de remplacement
	Occupant de terrain résidentiel ne pouvant pas présenter de titre foncier officiel ou coutumier	Allocation d'aide au déménagement
Perte de terrain agricole	Agriculteur exploitant un terrain avec droits formels ou coutumiers	Fourniture d'un terrain OU indemnité monétaire pour le terrain agricole à la valeur de remplacement Allocation de transition temporaire
	Locataire/exploitant de terres agricoles	Indemnité d'aide à la transition professionnelle
	Travailleur agricole (gardiens, employés, etc.)	Indemnité d'aide à la transition professionnelle
Perte de cultures	Agriculteur exploitant	Indemnité monétaire pour la récolte perdue
Perte d'exploitation arboricole	Propriétaire d'exploitation	Indemnité pour les arbres fruitiers et les récoltes perdus
Perte d'entreprise/ commerce	Propriétaire d'une entreprise	Indemnité pour les infrastructures de l'entreprise Indemnité temporaire pour perte des revenus d'exploitation
	Employé d'une entreprise	Indemnité d'aide à la reconversion professionnelle
Perte d'accès aux ressources naturelles collectives (PFNL)	Utilisateur des ressources	Pas de compensation monétaire / nature

6 Estimation des pertes et indemnisations

6.1 Méthode d'évaluation et d'estimation

Le projet de construction du projet Yeleen concerne une zone à occupation agropastorale et humaine assez dense. De ce point de vue, sa réalisation va engendrer des pertes de terres agricoles et de pâtures, des terres d'habitation et des formations naturelles.

Pour être conforme à la norme E&S 5, les méthodes de calcul des compensations reposent sur les principes de l'évaluation des pertes aux coûts de remplacement des biens perdus. Ce prix doit permettre aux personnes affectées de remplacer les actifs perdus par de nouveaux actifs ayant une valeur similaire.

Dans de nombreux pays, les législations nationales fixent grâce à des barèmes nationaux le montant des indemnités qui doivent être versées pour compenser différents types d'actifs affectés. Au Burkina Faso, plusieurs arrêtés fixant les modalités d'indemnisation pour la perte de bâti, de biens culturels, d'élevage, de productions agricoles, et terres et de ligneux lors des opérations d'expropriations sont en cours de finalisation et devraient être publiés sous peu.

Lors de la réalisation du PAR, il a donc été nécessaire de réaliser une étude sur les prix de remplacement pour tous les types d'actifs affectés, afin de s'assurer que les tarifs de compensation proposés dans la réglementation à venir permettent bien de compenser les pertes des PAP de manière juste et appropriée.

Lors de la mise en œuvre des procédures d'indemnisation, il conviendra de mettre à jour les coûts unitaires selon les informations présentées dans les arrêtés d'application validés et publiés au journal officiel, dans la mesure où les nouveaux coûts apparaissent supérieurs à ceux pris ici.

6.2 Niveaux d'indemnisation pour les pertes

6.2.1 Barèmes nationaux

Au Burkina Faso, les arrêtés en cours de validation définissant les coûts unitaires et utilisés ici pour les calculs de compensation sont présentés dans le tableau qui suit.

Tableau 12 Barèmes nationaux pour l'indemnisation pour cause de DUP

Domaine	Titre	Lien vers le document
Produits ligneux	Arrêté n°2017 MEEVCC/MAAH/MATD/MINEFID/ portant indemnisation ou compensation des dommages causés aux arbres et végétaux lors des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique au Burkina Faso	Annexe 2
Terres rurales exploitées	Arrêté n°2017 MINEFID/MATD/MAAH/MEA portant barème d'indemnisation ou compensation des terres rurales affectées lors des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique	Annexe 3
Terres rurales en jachère	Arrêté n°2017 MINEFID/MATD/MAAH/MEA portant barème d'indemnisation ou compensation des terres rurales affectées lors des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique	Annexe 3
Productions agricoles	Arrêté n°2017 MAAH/MINEFID portant barème d'indemnisation ou compensation des productions agricoles affectées lors des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique	Annexe 4
Animaux d'élevage	Arrêté n°2017 MRAH/MINEFID portant indemnisation ou compensation des déplacements d'animaux, de volaille, du fourrage cultivé et autres matières d'élevage affectées lors des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique au Burkina Faso	Annexe 5

6.2.2 Coûts détaillés

Tarif du bâti

Les tarifs des infrastructures à usage d'habitation ont été établis de concert avec les PAP pendant l'inventaire. Ce sont elles qui ont évalué le coût de leurs biens et fixé le montant.

L'évaluation du coût du forage à motricité humaine a été donnée par la Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement du Plateau Central.

Le barème¹ appliqué pour le calcul des compensations relatives aux clôtures en parpaings affectées est présenté dans le tableau suivant :

Tableau 13 : Barème de reconstruction à neuf des infrastructures bâties

TYPE	COUT PAR M ² OU ML OU UNITE (CFA)	OBSERVATIONS
VILLA EN DUR (ou matériaux définitifs)	260,000	Évalué au M ²
SALLE OU MAGASIN EN DUR (ou matériaux définitifs)	80,000	Évalué au M ²
MUR EN DUR NON CREPI	25,000	Évalué au ML AVEC H= 3 M
MUR EN DUR CREPI	30,000	Évalué au ML AVEC H= 3 M
MUR EN BANCO ON CREPI	7,500	Évalué au ML AVEC H= 3 M
MUR EN BANCO CREPI	10,000	Évalué au ML AVEC H= 3 M
MAISON EN BANCO TOLEE ET CREPIE	20,000	Évalué au M ²
MAISON EN BANCO TOLEE PARTIELLEMENT CREPIE	17,500	Évalué au M ²
MAISON EN BANCO TOLEE NON CREPIE	15,000	Évalué au M ²
MAISON EN BANCO TOIT DE CHAUME CREPIE	12,500	Évalué au M ²
MAISON EN BANCO TOIT DE CHAUME NON CREPIE	10,000	Évalué au M ²
TERASSE CIMENTEE	10000	Évalué au M ²
LATRINE VIP 1 FOSSE	975000	Évalué à l'unité indépendante
TOILETTE TRADITIONNELLE (WC + douche)	350000	Évalué à l'unité indépendante
GRENIER	20000	Forfait
POULLAIER SIMPLE EN BANCO	30000	Variable au M ² selon la finition
PARCELLE BORNEE	16000	Évalué au M ²
PARCELLE DE MARCHE BORNEE	30000	Évalué au M ²
PARCELLE RURALE NON BORNEE	200	Évalué au M ²
PARCELLE RURALE BORNEE	600	Évalué au M ²
HANGAR EN PAILLE	10000	Évalué au M ² pour la terrasse cimentée à déplacer
HANGAR EN TOLE	15000	Évalué au M ² pour la terrasse cimentée à déplacer

Source : Barème SONABEL, mars 2018

Tarifs des productions agricoles/ligneux

➤ Productions agricoles

¹ Ces barèmes ont été utilisés par la SONABEL dans le cadre du projet d'interconnexion Bolgatanga- Ouagadougou ; pour les maisons d'habitations et les structures connexes (hangars, mur, fosse fumière...), ces barèmes sont mis à jour (taux d'inflation de l'année) pour correspondre au coût de remplacement intégral du bien concerné

Le tarif d'évaluation des productions agricoles est donnée par l'« Arrêté n°2017 MAAH/MINEFID portant barème d'indemnisation ou compensation des productions agricoles affectées lors des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique » qui dispose en ses articles en ses articles 4, 5, 6 et 7 que :

- L'indemnisation des productions agricoles prend en compte le rendement moyen régional annuel à l'hectare de la spéculation, le nombre de récoltes annuelles, le coût unitaire moyen national annuel du marché de la spéculation.
- Le Rendement moyen régional annuel à l'hectare pour la spéculation (RMRAS) est la moyenne de la production à l'hectare de la région. Les données sont fournies par les services techniques du ministère en charge de l'agriculture.
- Le nombre de récoltes annuelles (NRA) est déterminé par les services techniques du ministère en charge de l'agriculture.
- Le coût unitaire moyen national annuel du marché de la spéculation (CMNAS) est déterminé par les services techniques du ministère en charge de l'agriculture.
- Le Coût moyen de la spéculation (CMS) est la moyenne des prix de la spéculation sur le marché. Il est déterminé par les services techniques du ministère en charge de l'agriculture.
- Les coûts moyens nationaux des spéculations sont produits et actualisés mensuellement par les services techniques du ministère en charge de l'agriculture.
- Pour les spéculations céréalières, l'indemnisation ou la compensation se base sur le rendement à l'hectare, le prix de vente au kilogramme de la spéculation et la superficie totale exploitée par la personne affectée par le projet.

La base de calcul de l'indemnité ou la compensation prend en compte le coût moyen national de chaque spéculation et la moyenne des rendements de celle-ci dans la région où est situé le projet.

La perte probable de revenu est corrigée par un coefficient de pondération de 25% appliqué sur le rendement moyen régional.

La compensation pour perte de production agricole est assortie d'un coefficient d'adaptation fixé à 5, maximum. Ce coefficient d'adaptation correspond à une période de cinq (5) ans pendant laquelle la PAP peut retrouver son niveau optimal de production.

Lorsque la PAP doit recevoir une terre aménagée, le coefficient d'adaptation est fonction de la durée de l'aménagement sans excéder cinq (5) ans.

Le paiement de l'indemnité pour perte de production agricole est échelonné sur cinq (5) ans. Lorsque la PAP doit recevoir une terre aménagée, le paiement de l'indemnité est échelonné sur la période de l'aménagement sans excéder cinq (5) ans.

Les critères et base de calcul de l'indemnité pour perte de production agricole (sauf le coton) se présentent comme suit :

Tableau 14 : Formules de calcul des pertes des productions agricoles

N°	Matières	Critères des indemnités financière	Base de calcul indemnisation financière (IF)	Base de calcul des compensations en nature
1	Production agricole (sauf le coton)	<u>Compensation en espèce</u> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Superficie impactée : hectare (ha) ✓ Rendement moyen régional annuel de la spéculation à l'hectare : RMRAS ✓ Coefficient de correction pour tenir compte des variations de productions selon les zones agro-climatiques : 25% ; ✓ Coût unitaire moyen national annuel du marché de la spéculation : CMNAS 	$IF = (Nha \times (RMRAS \times 1.25) \times NRA \times CMNAS) \times 5$	<u>Compensation en nature</u> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Superficie impactée : hectare (ha) ✓ Rendement moyen régional annuel par ha pour la spéculation : RMRAS ✓ Coefficient de correction : 1,25 ; ✓ Coefficient 3 pour baisse de production pour cause de nouveau terrain : ✓ Nombre de récoltes annuelles :

				NRA
--	--	--	--	-----

Lorsqu'il y a plusieurs spéculations sur la parcelle, il sera utilisé pour la détermination du CMNAS, le prix de la spéculation la plus rentable financièrement parmi les trois (3) principales spéculations en termes de superficie.

La compensation de la perte des produits agricole est versée aux exploitants de la terre non au propriétaire non exploitant. Alors, nous distinguons donc ici deux catégories de PAP éligibles à cette compensation : les propriétaires exploitants et les exploitants non propriétaires.

➤ Ligneux

Le tarif pour la compensation des ligneux découle de l'« Arrêté n°2017 MEEVCC/MAAH/MATD/MINEFID/ portant indemnisation ou compensation des dommages causés aux arbres et végétaux lors des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique au Burkina Faso ». Il dispose en son article que Les personnes qui perdent des revenus provenant de l'exploitation des arbres et des végétaux, du fait d'une expropriation pour cause d'utilité publique sont bénéficiaires de l'indemnisation. Plusieurs barèmes y sont définis pour la compensation des arbres. Ce sont :

- Les barèmes d'indemnisation des dommages causés aux arbres plantés.
- Les barèmes d'indemnisation applicables dans le cadre des espèces forestières non plantées jouissant d'une protection particulière et pourvoyeuses des principaux PFNL.
- Les barèmes d'indemnisation applicables dans le cadre des espèces forestières plantées, ne jouissant pas d'une protection particulière et pourvoyeuses des principaux PFNL.
- Les barèmes d'indemnisation applicables dans le cadre des espèces forestières plantées pour le bois de service.
- Les barèmes d'indemnisation applicables dans le cas des arbres fruitiers domestiques.

Tarifs fonciers

Pour le calcul des tarifs fonciers, l'« Arrêté n°2017 MINEFID/MATD/MAAH/MEA portant barème d'indemnisation ou compensation des terres rurales affectées lors des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique » a été utilisé. L'article 4 identifie les terres concernées par cette disposition : les terres rurales et les terres des villages rattachés aux communes urbaines. L'article 5 définit le mode de compensation en stipulant que : « Le principe en matière d'indemnisation ou de compensation des terres rurales est la compensation terre contre terre. Dans l'impossibilité d'une compensation terre contre terre de la PAP, il est fait recours à l'indemnisation financière ».

Les critères et base de calcul de l'indemnité des terres se présentent comme suit :

Tableau 15 : Formules de calcul des pertes des terres

N°	Matières	Critères de l'indemnisation financière	Base de calcul de l'indemnisation financière (IF)	Base de calcul des compensations en nature
1	Terres rurales	<u>Indemnisation financière</u> <ul style="list-style-type: none"> • Superficie : ha • Coût unitaire (CU) à l'hectare (en tenant compte du prix à l'hectare des terres rurales dans la localité) ; • coût des aménagements des CES/DRS : CA ; • frais de sécurisation foncière éventuelle : FSF. 	$IF = (Nha \times CU \times \text{coefficient } 5)$ ou 1, 2, 3, 4 + CA + FSF	<u>Compensation en nature (CN)</u> <ul style="list-style-type: none"> • Terre contre terre • Superficie : ha • Investissements réalisés : I • Frais de sécurisation foncière : FSF • Servitudes

7 Mesures de réinstallation

Les sections suivantes présentent les différentes mesures qui sont proposées au projet pour compenser le déplacement physique et économique et les effets négatifs qui peuvent en découler.

7.1 Compensations

7.1.1 Perte d'habitation

Ces pertes concernent les infrastructures bâties privées à usage d'habitation et leurs annexes. L'évaluation des pertes des bâtiments à usage d'habitation et annexes a été faite sur la base d'un inventaire systématique des infrastructures affectées dans l'emprise du projet, soit le corridor de la ligne. L'inventaire a pris en compte les mesures du bâti et la nature des matériaux de construction.

Toutes les infrastructures bâties privées perdues seront compensées conformément au principe du coût de remplacement. Ainsi, la compensation se fera par la reconstruction de l'infrastructure perdue selon que la PAP opte pour la compensation en nature ou par le paiement de la contrevalet en espèces. Pendant les enquêtes, les propriétaires des bâtis impactés ont opté pour la compensation financière. L'évaluation de la compensation a été faite de concert avec les PAP.

Tableau 16 : Coût des compensations du bâti

N°	NOM ET PRENOMS	LOCALITES	BIENS	DESCRIPTIF	QTE	CU (FCFA)	MONTANT	MONTANT PAR PAP
1	OUATTARA Ardjouma Maxime	Diguila	Maison	Maison en parpaing délabrée par le vent, plancher en terre battue	1	1 500 000	1 500 000	4 800 000
			Maison	Maison en parpaing, 2 pièces, carreau, 2 portes, 2 fenêtres en fer, revêtement intérieur en ciment	1	3 300 000	3 300 000	
2	OUÉDRAOGO Haoua	Diguila	Maison	Case en banco achevé, porte en fer, sans fenêtre, toiture en paille, revêtement intérieur et extérieur en ciment, plancher en ciment	1	125 000	125 000	800 000
			Maison	Case en banco achevé, porte en fer, sans fenêtre, toiture en chaume, revêtement intérieur et extérieur en ciment, plancher en ciment	1	125 000	125 000	
			Maison	Maison en parpaings, 1porte, 1 fenêtre en fer, revêtement intérieur en ciment	1	550 000	550 000	
	Total Diguila						5 600 000	
3	KABORÉ Jack/Célestin	Nakamtenga	Maison	Maison en parpaing inachevée sans porte, ni fenêtre	1	800 000	800 000	800 000
	Total Nakamtenga						800 000	
4	OUÉDRAOGO Sidbéwené Anicet	Sabtenga	Ferme avicole	Dispositif d'élevage déjà opérationnel, production entamée (alliage parpaings et grillage, toiture en tôles)	1	3 000 000	3 000 000	3 000 000
5	SORÉ Halidou	Sabtenga	Maison	Maison en parpaing, 1 porte, 1 fenêtre en fer, revêtement intérieur en ciment	1	500 000	500 000	900 000
			Maison	Maison en parpaing inachevée sans porte, ni fenêtre	1	400 000	400 000	
6	OUÉDRAOGO Amadé	Sabtenga	Mur	Mur en parpaing de 2 mètres de hauteur avec un	1	20 000	1 600 000	1 600 000
7	OUÉDRAOGO Abdoul Rasmane	Sabtenga	Clôture et Kit d'irrigation	Kit pour l'irrigation goutte à goutte	1	4 550 000	4 550 000	4 550 000

	Total Sabtenga						10 050 000	
8	NIKIEMA Basga	Bendatoega	Maison	Maison en banco, tôle, plancher en ciment, porte et fenêtre en fer	1	75 000	75 000	75 000
9	SAWADOGO Rasmene Mathias	Bendatoega	Maison	Maison en banco, revêtement intérieur et extérieur en ciment, tôles	1	400 000	400 000	400 000
10	BARRY Zackaria	Bendatoega	Toilette	Case en banco inachevée, sans porte, sans fenêtre, et sans toiture	1	17 500	17500	117 500
			Maison	Case en banco inachevée, sans porte, sans fenêtre, et sans toiture	1	25 000	25000	
			Maison	Maison en banco, aucun revêtement intérieur et extérieur, en paille, plancher en ciment	1	75 000	75 000	
	Total Bendatoega						592 500	
11	OUÉDRAOGO Sanata	Katabtenga	Forage	Forage sur une superstructure	1	7 500 000	7 500 000	9 100 000
			Mur	Mur en parpaings de 2 mètres de haut sur une longueur de 200 mètres	1	20 000	1 600 000	
	Total Katabtenga						9 100 000	
12	Inconnu (Voir KABORÉ Jean Paul)	Saint Joseph	Mur	Mur en parpaing, hauteur 3 mètres, longueur de 150 mètres, sans revêtement	1	25 000	2 000 000	2 000 000
	Total Saint Joseph						2 000 000	
13	DJIGUIMDE / COMPAORE Salimata	Sakoula	Maison	Maison en parpaing en finition	1	700 000	700 000	700 000
14	SAWADOGO Noufou représenté par COMPAORE Abdoulaye	Sakoula	Maison	Maison en parpaing en cours de construction	1	300 000	300 000	300 000
15	Douanier Inconnu	Sakoula	Mur	Mur en parpaing de 1 mètre de hauteur avec un complément de 1 mètre de grillage	1	15 000	1 200 000	1 200 000
	Total Sakoula						2 200 000	
16	NANA Mahamadi	Songodin	Maison	Maison en parpaing inachevée sans porte, ni fenêtre	2	150 000	300 000	350 000
		Songodin	Toilette	Toilette inachevée et sans infrastructure, dallée	1	50 000	50 000	
17	ZAGRE Victor	Songodin	Maison	Maison en banco, revêtement intérieur et extérieur en ciment, tôles	1	900 000	900 000	900 000
	Total Songodin						1 250 000	
	TOTAL				26		31 592 500	31 592 500

Le coût de la compensation du bâti s'élève à **trente et un million cinq cent quatre-vingt-douze mille cinq cent francs (31 592 500) francs CFA.**

7.1.2 Perte de terres et de récoltes

En matière de droit foncier coutumier, toutes les terres qui composent l'espace géographique occupé par une communauté sont sous la juridiction du chef de terre de la lignée du ou des familles fondatrices des villages et seul dépositaire des us et coutumes concernant le régime foncier. De manière générale, dans la zone concernée par le projet, l'exploitant de la terre est une personne autre que le propriétaire. En effet, les chefs de terre ont la charge de distribuer les terres inutilisées aux producteurs qui en font la demande pour aménager un champ avec l'aval des propriétaires. Bien que ne donnant qu'un droit d'usage étendu, cette attribution permet à l'exploitant et ses ayants-droits d'exploiter la terre quasi indéfiniment. Dans ces conditions, deux catégories de personnes sont affectées par la perte d'une terre agricole : le

propriétaire coutumier qui ne tire aucun revenu de la cession de la terre agricole et l'exploitant qui perd une source de revenus ou un moyen de subsistance.

Dans la zone du projet, la plupart des propriétaires coutumiers ont vendu leurs terres à de potentiels investisseurs. La plupart de ces nouveaux acquéreurs résident à Ouagadougou et dans d'autres villes du Burkina Faso. Ces derniers ont entamé les procédures de sécurisation de leurs possessions car aucune des PAP n'a pu fournir à l'équipe d'enquêteurs un document sécurisant ses terres à l'exception des plans de bornage.

De ce fait, pour les pertes de cultures et de terres agricoles, il faut considérer deux catégories de PAP :

- le propriétaire qui perd un patrimoine et un moyen d'existence ou source de revenus ;
- l'exploitant qui perd un moyen d'existence ou source de revenus.

Toutes ces deux catégories de PAP bénéficient de compensation dans le cadre du projet.

L'évaluation des pertes de cultures et de terres agricoles ainsi que des sources de revenus afférentes a été faite à travers les activités suivantes :

- le recensement, les mesures des dimensions et la prise des coordonnées géographiques des champs affectés dans le couloir de la ligne en présence des exploitants, des voisins et d'un représentant du Conseil Villageois de Développement ;
- le recueil des informations relatives à la propriété et aux spéculations pratiquées sur le champ à travers l'enquête-ménage et le questionnaire-champ ;
- la détermination des superficies affectées à partir de levées GPS ;
- la collecte des données relatives aux rendements des différentes spéculations et leurs prix auprès des Directions Régionales de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles du Centre et du Plateau Central ainsi.

L'évaluation quantitative des pertes de cultures agricoles est présentée dans le tableau :

Tableau 17 : Rendements des spéculations de la zone du projet

Spéculation	Rendement à l'ha	Prix courant au kilogramme
Mil	721	236
Sorgho rouge	1 105	155
Sorgho blanc	875	153
Maïs	1 599	160
Niébé	622	260
Arachide	598	280
Riz	1 302	333

Source : Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles, 2019

L'évaluation quantitative des pertes de cultures agricoles indique que les personnes affectées perdront quasiment leurs terres de cultures.

Dans ces conditions, le principe de remplacer la terre par la terre est retenu conformément aux exigences de la norme de performance 5 de la SFI. Ce que prévoit la législation nationale. En effet, l'Arrêté n°2017 MINEFID/MATD/MAAH/MEA portant barème d'indemnisation ou compensation des terres rurales affectées lors des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique précise en son article 5 que Le principe en matière d'indemnisation ou de compensation des terres rurales est la compensation terre contre terre. Dans l'impossibilité d'une compensation terre contre terre de la PAP, il est

fait recours à l'indemnisation financière. Et, lors des inventaires, les propriétaires des terres affectées ont opté pour la compensation financière afin de se réinstaller eux-mêmes.

Ainsi, cet arrêté a été utilisé pour calculer le coût de la réinstallation des propriétaires terriens. Il souligne en ses articles 6 et 7 que l'indemnisation des terres rurales tient compte de la superficie totale à exproprier, du coût unitaire de l'hectare, du coût des conservations des eaux et sols (CES) et défense et restauration des sols (DRS) et autres aménagements réalisés sur la terre à exproprier et des frais de sécurisation foncière. Le coût unitaire s'entend de la valeur vénale de la terre rurale dans la localité au moment de l'évaluation. Les données sont produites par les services du domaine et les services fonciers ruraux territorialement compétents. Il est ressorti des enquêtes les informations ci-dessous sur le coût du foncier dans la zone du projet.

Tableau 18 : Tarifs des terres dans la zone du projet

Commune / Promoteur Immobilier	Prix de la terre à l'hectare (FCFA)
Sourgoubila	2 000 000
Pabré	2 000 000
Arrondissement 9	3 000 000
Arrondissement 4	3 000 000
PNBF	200 000 000
EGOF	200 000 000

Source : Enquêtes de terrain, mai 2019

* Les promoteurs immobiliers ATTP et Entreprise Bougouma, opérant tous deux dans la commune de Pabré, sont à la phase de négociation du terrain. Les autorités communales ont donc priorisé le projet Yeleen qui, à termes, réduira les délestage dans la ville de Ouagadougou. Je cite à ce propos le Président de la Commission Aménagement du Territoire et Gestion Foncière de ladite commune : « les promoteurs immobiliers se contenteront des terres qui resteront après retranchement de celles impactées par votre projet car Yeleen participera à augmenter les capacités opérationnelles de la SONABEL et faciliter l'accès des villages de la commune de Pabré à l'électricité ». Le calcul des compensations des pertes foncières de ces entreprises a été adossé sur le coût à l'hectare pratiqué dans la commune et non sur le barème des promoteurs immobiliers (20 000 CFA / m²).

Les coûts des compensations liées à la perte des terres se trouvent dans le tableau ci-dessous

Tableau 19 : Coûts des compensations des pertes des terres

N°	LOCALITE	NOM ET PRENOMS	SUPERFICIE TOTALE (ha)	C U (CFA/ ha)	MONTANT PAR PAP
1	DIGUILA	Bigtogo Bouwindsom	0,6799	2 000 000	1 359 800
2		Famille Zongo Représentée Par Zongo Saidou	0,2	2 000 000	400 000
3		Kaboré Georges	0,2638	2 000 000	527 600
4		Kaboré Gomdaogo Moussa	0,6323	2 000 000	1 264 600
5		Kaboré Gomdaogo Moussa	0,357	2 000 000	714 000
6		Kaboré Hamado	0,87	2 000 000	1 740 000
7		Kaboré Issaka	1,6	2 000 000	3 200 000
8		Kaboré Jean Pierre	0,28	2 000 000	560 000
9		Kaboré Pierre	1,0624	2 000 000	2 124 800
10		Kaboré Karim	0,6694	2 000 000	1 338 800
11		Kaboré Koudwaongo	0,5852	2 000 000	1 170 400
12		Kaboré Koudwaongo	0,5163	2 000 000	1 032 600

13		Kaboré Kouilbila	0,58	2 000 000	1 160 000
14		Kaboré Ouamtinga	0,29	2 000 000	580 000
15		Kaboré Payitminga Issaka	0,9219	2 000 000	1 843 800
16		Kaboré Saidou	0,6953	2 000 000	1 390 600
17		Kaboré Tallinsida	0,1149	2 000 000	229 800
18		Kaboré Tasseré	0,7847	2 000 000	1 569 400
19		Kaboré Tiga Paul	0,3	2 000 000	600 000
20		Koama Timpousga	0,2458	2 000 000	491 600
21		Maïga Sita	0,028	2 000 000	56 000
22		Ouattara Ardjouma Maxime	0,4	2 000 000	800 000
23		Ouédraogo Haoua	0,976	2 000 000	1 952 000
24		Ouédraogo Mahamadi représenté Par Samandé Mariam	0,5	2 000 000	1 000 000
25		Ouédraogo Safietou	0,3297	2 000 000	659 400
26		Pagbeleguem Raga	0,9614	2 000 000	1 922 800
27		Sanfo Arouna	0,52	2 000 000	1 040 000
28		Savadogo Harouna Represente Par Zorome Souleymane	0,1764	2 000 000	352 800
29		Sawadogo Harouna	0,4664	2 000 000	932 800
30		Yameogo Daouda	0,29	2 000 000	580 000
31		Yampa Halidou	0,6645	2 000 000	1 329 000
32		Yanogo Andre	0,79	2 000 000	1 580 000
33		Zongo Abdou Rasmane	0,67	2 000 000	1 340 000
34		Zongo Hamado	0,104	2 000 000	208 000
35		Zongo Joel	0,8929	2 000 000	1 785 800
36		Zongo Koudbi	0,4	2 000 000	800 000
37		Zorom Ibrahim Armel	0,0794	2 000 000	158 800
	Total Digoula		19,8976		39 795 200
38	NAKAMTENG	Pablo Y Natalia Burkina Faso (PNBF)	5,0738	200 000 000	1 014 760 000
	Total Nakamtenga		5,0738		1 014 760 000
	Total commune de Sourgoubila		24,9714		1 054 555 200
39	SABTENG	ATTP	1,236	2 000 000	2 472 000
40		Entreprise Bougouma	1,26	2 000 000	2 520 000
41		Kaboré Gouwenpouldé Alfred	0,8225	2 000 000	1 645 000
42		Dianda Oussen	0,583	2 000 000	1 166 000
43		Kaboré Ablassé	0,5	2 000 000	1 000 000
44		Kaboré Emmanuel	0,82	2 000 000	1 640 000
45		Kaboré Jean Louis	0,673	2 000 000	1 346 000
46		Kaboré Joachim Lavimanga	0,85	2 000 000	1 700 000
47		Kaboré Norbert	0,1208	2 000 000	241 600
48		Kaboré Ouambi Souleymane	0,8056	2 000 000	1 611 200
49		Kaboré Ouango	1,4904	2 000 000	2 980 800
50		Kaboré Salifou Lazare Représentant des Propriétaires	0,803	2 000 000	1 606 000
51		Kaboré Tambi Albert	1,13	2 000 000	2 260 000
52		Kaboré Tibila Paul	0,7103	2 000 000	1 420 600
53		Zongo Nongodo Ousmane	0,9095	2 000 000	1 819 000
54		Kafando Inconnu	0,3513	2 000 000	702 600

55		Kaboré Wendlasida Sylvain	1,1825	2 000 000	2 365 000
56		Ki Oumar	0,46	2 000 000	920 000
57		Maïga Sita	0,58	2 000 000	1 160 000
58		Qualbeogo Pierre	0,6059	2 000 000	1 211 800
59		Ouédraogo Amade	0,5231	2 000 000	1 046 200
60		Ouédraogo Abdoul Rasmane	0,6199	2 000 000	1 239 800
61		Ouédraogo Christian Raoul	0,4679	2 000 000	935 800
62		Ouédraogo Noufou	0,4814	2 000 000	962 800
63		Ouédraogo Sidbewene Anicet	0,4272	2 000 000	854 400
64		Ouédraogo Tegawende Agnes	0,0228	2 000 000	45 600
65		Savadoogo Isso	0,3004	2 000 000	600 800
66		Soré Halidou	0,13	2 000 000	260 000
67		Soré Saidou	0,019	2 000 000	38 000
68		Soro Noufou	0,504	2 000 000	1 008 000
69		Terrain Litigieux	0,9178	2 000 000	1 835 600
70		Voisin De Sawadogo Isso Et Ouédraogo Noufou	0,3864	2 000 000	772 800
71		Inconnu Voisin De Kaboré Norbert	0,2336	2 000 000	467 200
72		Zongo Nongodo Ousmane	0,5194	2 000 000	1 038 800
73		Zougrana Vincent	0,137	2 000 000	274 000
	Total Sabtenga		21,5837		43 167 400
74		Compaore Poko Salfo	0,1799	2 000 000	359 800
75		Taonsa Tinga	1,7916	2 000 000	3 583 200
76		Sawadogo Pierre	1,702	2 000 000	3 404 000
77		Kabre/Ouédraogo Mariam	0,3579	2 000 000	715 800
78		Konseibo Charles Didace	1,0525	2 000 000	2 105 000
79		Loagboko Compaore Helene	0,36	2 000 000	720 000
80		Nanema Mandame	0,1479	2 000 000	295 800
81		Nikiema Basga	0,0948	2 000 000	189 600
82		Nikiema Ousmane	0,3046	2 000 000	609 200
83		Ouédraogo Justin représenté Par Paologo Madeleine	0,017	2 000 000	34 000
84		Ilboudo Albert	0,3385	2 000 000	677 000
85		Ouédraogo Lagmingnesgo Albert	0,2779	2 000 000	555 800
86		Ilboudo Kandegma	1,12	2 000 000	2 240 000
87		Sawadogo Rasmane Mathias	1,16	2 000 000	2 320 000
88	BENDATOEGA	Ouédraogo Rasmane	0,1076	2 000 000	215 200
89		Ouédraogo Zoumbi Philippe	0,1487	2 000 000	297 400
90		Sandwidi Issouf	0,6134	2 000 000	1 226 800
91		Sandwidi Lamoussa Chantal	0,3807	2 000 000	761 400
92		Sawadogo Irissa	0,7615	2 000 000	1 523 000
93		Sawadogo Koudaogo	0,2095	2 000 000	419 000
94		Sawadogo Lizeta	0,3491	2 000 000	698 200
95		Sawadogo Pascal	0,1009	2 000 000	201 800
96		Sawadogo Pascal Represente Inconnu 3	0,3217	2 000 000	643 400
97		Sawadogo Tiraogo Andre	0,4585	2 000 000	917 000
98		Taonsa Francois Proprietaire	1,0749	2 000 000	2 149 800
99		Taonsa Francois	0,7472	2 000 000	1 494 400

100		Taonsa Francois Representant Du Corps Habiller	0,5619	2 000 000	1 123 800
101		Tiendrebeogo Boukare	0,4285	2 000 000	857 000
102		Zongo Moussa	0,3277	2 000 000	655 400
103		Zongo Sibiri Harouna	0,1141	2 000 000	228 200
	Total Bendatoega		15,6105		31 221 000
104	PABRE SAINT JOSEPH	Kaboré /Nitiema Félicité	0,2015	2 000 000	403 000
105		Domaine Des Forestiers	1,0019	2 000 000	2 003 800
106		Kaboré Théodore	0,1191	2 000 000	238 200
107		Nintiema/Confé Brigitte	0,201	2 000 000	402 000
108		Kaboré Jean Innocent	0,36	2 000 000	720 000
109		Ilboudo Ismaila	1,0452	2 000 000	2 090 400
110		Kaboré Jean Paul	0,9036	2 000 000	1 807 200
111		Kiemtore Ausgustin	0,4448	2 000 000	889 600
112		Kiendrebeogo Felix	0,7038	2 000 000	1 407 600
113		Kiendrebeogo François De Salle	0,1681	2 000 000	336 200
114		Millogo Azikiba	0,3903	2 000 000	780 600
115		Ouédraogo N Noel	0,7753	2 000 000	1 550 600
116		Ouédraogo Ouango K Aristide	0,1941	2 000 000	388 200
117		Ouédraogo Bernard	0,3127	2 000 000	625 400
118		Ouédraogo Boukaré	0,7411	2 000 000	1 482 200
119		Ouédraogo Goama Dit Albert	0,9755	2 000 000	1 951 000
120		Ouédraogo Karim	0,4111	2 000 000	822 200
121		Ouédraogo Pelega Zacharie	0,3186	2 000 000	637 200
122		Zongo Sontigmeda Lambert	0,197	2 000 000	394 000
123		Ouya Patrick Arnaud	0,4218	2 000 000	843 600
124		Savadogo Ouamdaogo	0,2045	2 000 000	409 000
125		Kaboré R Claude	0,49	2 000 000	980 000
126		Simporé François Xavier	0,0326	2 000 000	65 200
127		Soré Salfo	0,2604	2 000 000	520 800
128		Kaboré K François Xavier	0,0326	2 000 000	65 200
129		Tao Mariam	0,2057	2 000 000	411 400
130		Taonsa Joel	0,3842	2 000 000	768 400
131		Tatieta Bila Harouna	0,6518	2 000 000	1 303 600
132		Tatieta Kaboré Salamata	0,7584	2 000 000	1 516 800
133		Tatieta Saydatou	0,6587	2 000 000	1 317 400
134		Tiemtore Djibril	0,0576	2 000 000	115 200
135		Tiendrebeogo Georges	0,4232	2 000 000	846 400
136		Voisin Inconnu De Kaboré Ambroise	0,1956	2 000 000	391 200
137		Voisin De Ouédraogo Boukare Et De Azikiba	0,3567	2 000 000	713 400
138		Voisin Inconnu De Tiemtoré Djibril	0,1187	2 000 000	237 400
139		Domaine Des Sœurs	1,5248	2 000 000	3 049 600
140		Inconnu (Voir Kaboré Jean Paul)	0,6187	2 000 000	1 237 400
	Total Pabré Saint-Joseph		16,8607		33 721 400
141	KATABTENG	Kaboré François Wenemi	0,2362	2 000 000	472 400
142		Ouédraogo Sanata	0,932	2 000 000	1 864 000
143		Voisin De Mone Issoufou	0,1273	2 000 000	254 600
144		Mone Issoufou	0,42	2 000 000	840 000
145		Taonda A Joanny	0,2122	2 000 000	424 400
146		Voisin De Kindo Florent/Mone Issoufou	0,946	2 000 000	1 892 000

147		Yougaré Francis	0,13	2 000 000	260 000
	Total Katabtenga		3,0037		6 007 400
	Total Commune de Pabré		57,0586		114 117 200
148	KAMBOINSE/KASSA	Bague Oumarou	0,441	3 000 000	1 323 000
149		Ouédraogo Gambi Emmanuel	0,0152	3 000 000	45 600
150		Dialla Lassané	0,2846	3 000 000	853 800
151		Douanier Inconnu	0,5625	3 000 000	1 687 500
152		Dialla Salfo	0,4018	3 000 000	1 205 400
153		Kaboré Ilyasse	0,51	3 000 000	1 530 000
154		Kafando Issaka	0,214	3 000 000	642 000
155		Kindo W Florent	0,1049	3 000 000	314 700
156		Kaboré Koropia	0,4262	3 000 000	1 278 600
157		Nana François	0,7471	3 000 000	2 241 300
158		Nana Xavier	0,0424	3 000 000	127 200
159		Ouédraogo Boukary	0,194	3 000 000	582 000
160		Ouédraogo Issaka	0,18	3 000 000	540 000
161		Ouédraogo Somkoulmane	0,3223	3 000 000	966 900
162		Ouédraogo Wend Dinda Macaire	0,3258	3 000 000	977 400
163		Toure Salifou	0,2743	3 000 000	822 900
164		Ouoba Ludovic représenté Par Zongo Theophile	0,1346	3 000 000	403 800
165		Sanfo Kassoum	0,33	3 000 000	990 000
166		Sedogo/Sorgho Jeanne représentée Par Nikiema Christian	0,4298	3 000 000	1 289 400
167		Inconnu	0,1888	3 000 000	566 400
168		Voisin Inconnu De Mone Issoufou	0,127	3 000 000	381 000
169		Voisin De Sedogo/Sorgho Jeanne	0,6193	3 000 000	1 857 900
	Total Kamboinsé / Kassa		6,8756		20 626 800
170	SAKOULA	Dembele Seydou	0,598	3 000 000	1 794 000
171		Bamogo David	0,82	3 000 000	2 460 000
172		Bassinga Nebon Desire Innocent	0,4747	3 000 000	1 424 100
173		Bilgo Sylvain	0,5206	3 000 000	1 561 800
174		Terrain Borne Inconnu	0,2307	3 000 000	692 100
175		Djiguimé/Compaoré Salamata	0,0098	3 000 000	29 400
176		Entreprise Générale Ouédraogo Et Frères (Egof)	2,5751	200 000 000	515 020 000
177		Ilboudo/Sawadogo Sigui	0,1828	3 000 000	548 400
178		Kaboré W Didier	0,52	3 000 000	1 560 000
179		Kargougou Moussa	0,3446	3 000 000	1 033 800
180		Kiemnogo Wendlasida	0,0234	3 000 000	70 200
181		Konfe Amade	0,8273	3 000 000	2 481 900
182		Maiga Noufou	0,4116	3 000 000	1 234 800
183		Nassa Pauline	0,1826	3 000 000	547 800
184		Ouédraogo Alimata	0,1917	3 000 000	575 100
185		Ouédraogo/Kaboré Djeneba	0,7642	3 000 000	2 292 600
186		Sawadogo Idrissa	0,1988	3 000 000	596 400
187		Sawadogo Madi	0,3522	3 000 000	1 056 600
188		Sawadogo Noufou représenté Par Compaoré Abdoulaye	0,3723	3 000 000	1 116 900

189		Sawadogo/Dilma Cathérine	0,4585	3 000 000	1 375 500
190		Soré Abdoulaye	0,4038	3 000 000	1 211 400
191		Sougué Djénéba	0,4732	3 000 000	1 419 600
192		Tapsoba Kassoum	0,73	3 000 000	2 190 000
193		Tapsoba Lassané	0,24	3 000 000	720 000
194		Tapsoba Moumouni	0,4388	3 000 000	1 316 400
195		Traore Amadou	0,591	3 000 000	1 773 000
196		Sawadogo Abdoulaye	0,2666	3 000 000	799 800
197		Traore Souleymane	0,1887	3 000 000	566 100
198		Voisin Inconnu De Bilgo Sylvain	0,6467	3 000 000	1 940 100
199		Voisin Inconnu De Kaboré Didier	0,8267	3 000 000	2 480 100
200		Voisin De Zoungrana Delwendé	0,2056	3 000 000	616 800
201		Wobdo Boukary	0,1588	3 000 000	476 400
202		Yanogo Robert	0,0879	3 000 000	263 700
203		Zoetaba Jean Marie	0,1725	3 000 000	517 500
204		Douanier Inconnu	0,5626	3 000 000	1 687 800
205		Zoetaba Gerard	0,1701	3 000 000	510 300
206		Zoungrana Delwende	0,3184	3 000 000	955 200
	Total Sakoula		16,5403		556 915 600
	Total Arrondissement 9		23,4159		577 542 400
207	SONGODIN	Nana Mahamady	0,44	3 000 000	1 320 000
208		Tiendrebéogo Issoufou	0,259	3 000 000	777 000
209		Ouédraogo Issa	0,23	3 000 000	690 000
210		Zagre Victor	0,0824	3 000 000	247 200
211		Ouédraogo Kouda Raphaël	0,34	3 000 000	1 020 000
212		Zoetaba Pascal Tegawendé	0,0917	3 000 000	275 100
213		Ouédraogo S Julien	0,85	3 000 000	2 550 000
214		Kaboré Inconnu	0,3864	3 000 000	1 159 200
215		Inconnu	0,165	3 000 000	495 000
216		Yanogo Mohamed	0,2971	3 000 000	891 300
217		Ilboudo Salif (SIFA)	1,2	3 000 000	3 600 000
218		Viale/Bagayogo M Diane	0,2006	3 000 000	601 800
	Total Songodin		4,5422		13 626 600
	Total Arrondissement 4		4,5422		13 626 600
TOTAL	9	218	109,9881		1 759 841 400

Sources : Enquêtes de terrain, mai 2019

Le coût des compensations des terres s'élève à **un milliard sept cent cinquante et neuf millions huit cent quarante et un mille quatre cent (1 759 841 400) francs CFA**. Elle est versée aux propriétaires des terres.

La compensation des pertes des productions agricoles est la suivante :

Tableau 20 : Coût des compensations des pertes des productions agricoles

SPECULATION	SUPERFICIE (ha)	RENDEMENT A L'HA	PRIX COURANT AU KILOGRAMME	TOTAL COMPENSATION
Mil	7,4417	721	236	13 047 456
Sorgho rouge	20,0396	1 105	155	20 802 585
Sorgho blanc	11,2165	875	153	9 384 972

Maïs	0,73	1 599	160	19 752 927
Niébé	7,0597	622	260	34 174 673
Arachide	1,1622	598	280	10 289 120
Riz	0,1988	1 302	333	538 706
TOTAL				107 990 439

Source : Enquêtes de terrain, 2019

Le coût de compensation des productions agricoles s'élève à **cent sept millions neuf cent quatre-vingt-dix mille quatre cent trente et neuf (107 990 439) francs CFA**. Cette compensation est versée aux exploitants et aux propriétaires-exploitants.

7.1.3 Perte d'arbres fruitiers

Le projet Yeleen entraînera la perte de deux catégories d'arbres dans le couloir de la ligne : les arbres fruitiers et les arbres à usages multiples. En effet, on rencontre dans le couloir de la ligne des pieds d'arbres fruitiers (manguiers et orangers). La perte de ces arbres donne lieu à la perte d'une source de revenu et donc à une compensation au profit du propriétaire.

Aussi, dans le layon, se trouve une deuxième catégorie constituée d'arbres à valeur économique et sociale importante. Les feuilles, les écorces ou le bois de ces arbres qui sont considérés comme un bien privé ou un investissement individuel procure des revenus à leur propriétaire. C'est le cas du karité, du néré, du baobab, de l'eucalyptus, etc. La perte de ces arbres qui englobe non seulement celle des pieds d'arbres mais également la perte de source de revenus, donne lieu à une compensation individuelle au propriétaire terrien. Toutefois, il faut convenir que ce sont les femmes qui exploitent les produits issus de ces arbres à usages multiples. Elles sont donc éligibles à une part négociée de la compensation de ces arbres.

L'évaluation des pertes en arbres a été menée par une équipe de forestiers à travers la démarche suivante :

- une mission de reconnaissance et d'identification des tracés et de confirmation des emprises ;
- l'élaboration de fiche d'inventaire devant renseigner le nom de l'espèce, la circonférence (égale ou supérieure à 15 cm) au niveau de référence de 1,30 m au-dessus du sol et la hauteur de la portion de fût exploitable comme bois de service ou comme bois d'œuvre et l'état de santé de l'arbre ;
- l'information et l'invitation des populations à participer à l'inventaire des arbres dans les plantations diverses, et dans les champs ;
- l'inventaire systématique de toutes les espèces végétales situées dans l'emprise de la ligne électrique Gonsin - Kossodo.

Tableau 21 : Point des arbres impactés par commune

Communes	Sourgoubila	Pabré	Arrondissement 9	Arrondissement 9	Total (pieds)
Arbres privés	1 811	3 825	772	170	6 578

Source : Enquêtes de terrain, mai 2019

Le barème retenu pour le calcul des compensations des arbres découle de l'Arrêté n°2017 MEEVCC/MAAH/MATD/MINEFID/ portant indemnisation ou compensation des dommages causés aux arbres et végétaux lors des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique au Burkina Faso. Ainsi, le barème utilisé est le suivant :

Tableau 22 : Grille d'évaluation des arbres privés

DESIGNATION	COUT PAR PIED (FCFA)
Arbres plantés	

Eucalyptus camaldulensis (jeune plant)	1 000
Eucalyptus camaldulensis (plant adulte)	3 000
Gmelina arborea	2 200
Senna siamea	18 00
Azadirachta indica	1 500
Terminalia	2 000
Espèces forestières non plantées, jouissant d'une protection particulière et pourvoyeuses des principaux PFNL	
Acacia senegal (gommier blanc)	2 000
Andersonia digitata (baobab)	39 000
Vitellaria paradoxa	27 500
Bombax costatum (kapokier à fleurs rouges)	5 500
Parkia biglobosa (nééré)	15 000
Tamarindus indica (tamrier)	48 000
Espèces forestières ne jouissant pas d'une protection particulière et pourvoyeuses des principaux PFNL	
Acacia macrostachya (zamanen)	3 400
Lannea microcarpum (raisinier sauvage)	6 000
Ziziphus mauritiana (jujubier)	1 500
Saba senegalensis (liane goïne)	4 000
Sclerocarya birrea (prunier sauvage)	5 500
Borassus ake assii (rônier)	
Espèces forestières plantées pour le bois de service	
Anogeissus leiocarpus	7 700
Khaya senegalensis (caïlcédrat)	11 000
Cei pentandra	4 600
Pterocarpus erinaceus	7 700
Espèces fruitières domestiques	
Mangifera indica (manguier)	25 000
Citrus sinensis (oranger)	12 600
Citrus reticulata (mandarinier)	15 500
Azadirachta indica (jeune plant)	1 500
Annona squamosa (pommier cannelle)	13 000
Autres	1 000

L'application de ce barème aux 6 578 arbres privés donne un montant total des indemnisations relatives aux pertes d'arbres de **cinquante-cinq millions neuf cent vingt et six mille sept cent (55 926 700) francs CFA** (annexe 1).

7.1.4 Perte de commerce

Les pertes d'infrastructures privées à usage commercial sont occasionnées par leur présence dans l'emprise du projet, soit le corridor de la ligne. Ces infrastructures sont soit construites sommairement, soit en matériaux définitifs. Elles sont attachées aux concessions des propriétaires, mais également au lieu public servant de marché du village. On dénombre plusieurs types : moulin, forage, kiosque, boutique, hangar, etc. La perte d'infrastructures privées à usage commercial entraîne une perte de revenu individuel pour le propriétaire.

Il n'a pas été recensé des infrastructures commerciales dans le couloir de la ligne.

7.1.5 Perte d'emploi

Le projet n'occasionnera pas de pertes d'emplois hormis les éventuels emplois agricoles.

7.2 Autres

L'inventaire des biens dans le couloir a relevé une ferme avicole qui sera déplacé. L'application de l'article 5 de l'ARRETE N°2017/MRAH/MINEFID portant indemnisation ou compensation des déplacements d'animaux, de volaille, du fourrage cultivé et autres matières d'élevage affectées lors des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique au Burkina Faso permet de déterminer la compensation pour le déplacement de la volaille qui s'élève à **trois cent cinquante-cinq mille (355 000) francs CFA**.

N°	NOM ET PRENOMS	N° CNIB	LOCALITE	DESCRIPTIF	QUANTITE	CU (FCFA)	MONTANT	TELEPHONE
1	OUEDRAOGO Sidbewéné Anicet	B1070998	Gonsin	Déplacement de la volaille	500	710	355 000	70053261
							355 000	
TOTAL					500		355 000	

Source : Enquêtes terrain, mai 2019

8 Participation des communautés

La participation des parties prenantes locales dans le processus de planification et de mise en œuvre du Plan d'Action de Réinstallation est une des exigences de la BAD. Pour la BAD, la participation est essentielle à l'accomplissement de ses objectifs primordiaux de réduction de la pauvreté et de développement durable. La participation des parties prenantes peut améliorer la qualité, l'efficacité et la durabilité des projets de développement et raffermir l'engagement des gouvernements, des bénéficiaires et autres parties prenantes. Aussi, a-t-elle élaboré en 2001 le manuel de consultation et de participation des parties aux opérations de la banque. Lequel manuel lui-même élaboré de manière participative, fournit les directives sur lesquelles s'appuyer. Quant aux parties prenantes, il s'agit des personnes/communautés qui peuvent (directement ou indirectement, positivement ou négativement) toucher ou être touchées par les résultats des projets ou programmes. Les questions d'égalité homme/femme sont fondamentales dans la participation. Les organisations non-gouvernementales (ONG) et les organisations à la base qui représentent les pauvres et les femmes sont des parties prenantes importantes dans les opérations appuyées par la Banque.

De façon générale, les objectifs visés par la démarche d'information et de consultation des parties prenantes ayant accompagnée la réalisation du PAR pour ce projet ont été :

- d'informer les PAP, les communautés affectées ainsi que les parties prenantes concernées sur les aménagements et les activités prévus par le projet;
- d'obtenir leur opinion sur les risques socio-environnementaux et les opportunités potentiellement associés au projet, ainsi que sur la pertinence des mesures et actions à prendre face aux impacts anticipés;
- d'évaluer et renforcer l'acceptabilité sociale du projet à travers un dialogue social et institutionnel.

8.1 Activités réalisées dans le cadre du PAR

Plusieurs consultations ont été menées dans le cadre de ce PAR entre avril et mai 2019. Ces consultations ont consisté en des réunions publiques de lancement, des réunions d'informations avec les autorités locales, des consultations publiques, des focus groups.

- Les réunions d'information des autorités

Elles se sont déroulées durant tout le processus d'élaboration du PAR. Il s'est agi de leur présenter le projet et demander leur accompagnement pour sa bonne réalisation. Pour ce faire, le tracé de la ligne, les villages et communes impactés leur ont été montrés. Ils ont été informés aussi de la méthodologie d'inventaire des biens et des personnes et biens éligibles.

Ainsi, les personnes suivantes ont été rencontrées :

DATE	NOM ET PRENOM	TITRE	LIEUX
12.04.2019	COMPAORE Sibiri	Chef DNEQ/SONABEL	Ouagadougou
24.04.2019	SAVADOGO Amadé	1 ^{er} Adjoint au Maire de l'Arrondissement 9	Mairie de l'Arrondissement 9
24.04.2019	KABORE Pipi K. Paul	Directeur Technique/Pi ABER (ex FDE)	Siège de l'ABER
25.04.2019	SANFO Abdoul Ganime	2 ^{ème} Adjoint au Maire de la commune de Sourgoubila	Mairie de Sourgoubila
25.04.2019	OUEDRAOGO Abdoulaye	Directeur Général de la SOCOGIB	Direction Générale de la SOCOGIB
26.04.2019	SIMPORE Amidou	Maire de Pabré	Mairie de Pabré
26.04.2019	DOAMBA Désiré	2 ^{ème} Adjoint au Maire de Pabré	Mairie de Pabré
26.04.2019	TOE Francis	Cabinet BETTI	Siège du cabinet
26.04.2019	SANDWIDI Salifou	Directeur Provincial de l'Environnement, de l'Economie	Direction Provinciale à Ouagadougou

DATE	NOM ET PRENOM	TITRE	LIEUX
		Verte et du Changement Climatique (DPEEVCC) du Kadiogo	
26.04.2019	KORGO Gunigri	Service Départemental de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique (DPEEVCC) de Pabré	Pabré
06.05.2019	DOMO Sanata	Directrice Provinciale de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique (DPEEVCC) du Kourwéogo	Direction Provinciale à Boussé
06.05.2019	BOUDA Simon	Agent à la Direction Provinciale de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique (DPEEVCC) du Kourwéogo	Direction Provinciale à Boussé
15.05.2019	PALOGO Goama Marcel	Agent domanial	Mairie de Sourgoubila
22.05.2019	COMPAORE Salif	Représentant du Chef coutumier de Polesgo	Polesgo
22.05.2019	Naaba Saaga	Chef coutumier de Polesgo Yanga	Polesgo Yanga
22.05.2019	Polesgo Naaba	Chef coutumier de Polesgo	Polesgo

- Les focus group : il s'est agi d'échanger avec les groupes vulnérables afin de prendre en compte leurs préoccupations et leurs attentes vis-à-vis du projet. Ce sont les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap. Ce sont :






PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE

Région Plateau central Province Komadiaga Commune Sanghaïla

Localité Goncin Date 29/01/2019

Personnes vivant avec un handicap

N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
01	Kabré Mahama	P. du malade	Goncin	68.27.40.10	
02	Kabré Tosska	Sourcier	Goncin	71.36.95.00	
03	Zongo Hamadou	P.P.V. H.	Manefyan	07.29.78.80	
04	Kabré Soudou	R. V. H.	Goncin	61.99.57.01	
05	Kabré Hamadou	Responsable V.H.	Nakamtinga	71.41.95.06	
06	Kabré M. Joanie	R. V. H.	Goncin	72.62.45.04	









PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE

Région Plateau central Province Komadiaga Commune Sanghaïla

Localité Goncin Date 29/01/19

Femmes et associations féminines

N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
01	Kabré Fatimata	Vice P. Femme	Manefyan	65.39.21.15	
02	Kabré K. Antoinette	P. Femme	Manefyan	76.27.93.85	
03	Kabré Fatimata	P. Femme	Nakamtinga	63.24.16.67	
04	Kabré Suzanne	Vice P. Femme	Lao	61.32.52.96	
05	Kabré Pascaline	R. Femme	Lao	60.38.08.99	
06	Sinori Ramata	R. Femme	Lao	61.33.25.67	
07	Kabré Zéneho	Trepreneur	Goncin	72.22.23.06	
08	Kossimbo Zakinata	P. Femme	Goncin		

PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE

Région Plateau central Province Karamoko Commune Soumbrilla
Localité Soumbrilla Date 29/04/2019

JEUNES

N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
01	Kaboré Hamadou	P. Jeune	Gancin	75-46-91-15	
02	Kaboré Aboubakar	P. Foncier	Gancin	75-15-65-71	
03	Kaboré Harouna	Jeune	Gancin	72-3774-58	
04	Kaboré Jean Marie	P. Jeune	Diguila	61-84-72-22	
05	Kaboré Abdou	Jeune	Gancin	70-69-15-45	
06	Kaboré Adamou	Vice P. Jeune	Diguila	51-81-33-01	
07	Kaboré Silvan	Jeune	Gancin	71-96-95-00	
08	Kaboré Madi	Jeune	Gancin	57-60-03-88	
09	Kaboré Zakaria	Secrétaire	Mamfyan	68-44-57-45	
10	Ouedraogo Idrissa	Secrétaire	Nakamtengu	62-82-83-52	
11	Simpore André	jeune	Gancin	62-06-80-09	
12	Kaboré Tassiré	jeune	Gancin	77-70-70-06	

PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE

Région Centre Province KADISO Commune PABRE
Localité PABRE Date 30/04/2019

GROUPE des femmes.

N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
25	Soukhalogo Rasmata	Dabare	Resp des Femmes/CVD	72-45-42-98	
26	Sampirégo Noyoko	Bendatoega	Resp des Femmes/CVD	71-12-95-36	
27	Ouedraogo Koudoko	Kabotenga	Resp des Femmes/CVD	65-02-05-82	
28	Kaboré Habibou	Bendatoega	Resp des Femmes/CVD	68-79-47-91	
29	Siné Rissanaba	St Joseph	conseillère	76-56-59-63	
30	Aboulo Inène	"	Resp des Femmes/CVD	76-80-72-29	
31	Ouedraogo Asseta	"	Resp des Femmes/CVD	73-65-58-50	

- Les séances de consultation publique : outre les assemblées générales tenues dans les chefs-lieux de commune et Gonsin, ces séances se sont poursuivies dans les villages. Elles ont porté sur :

- les appréhensions des communautés par rapport à l'occupation et la compensation de leurs champs ;
- leurs attentes par rapport à l'occupation et la compensation de leurs champs ;
- la nature de l'indemnisation souhaitée ;
- l'estimation des compensations accordées.









Y ont pris part :

PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE

Région Plateau central Province Komwaba Commune Soumbrilla

Localité Date 06/05/2019






N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
01	Kabore Amara	CAD	Digla	75 33 84 82	
02	Bouda Simon	Environnement	DPEVIL-Kwo	68 29 19 69	
03	Zoumou Souleyman			78 63 06 65	
04	Kabore ISSAKA		Digla	74 05 38 07	
05	Kabore Saidou	CAD	Gonsin	75 22 68 44	
06	Kabore Mobila oussou		Digla	75 38 70 26	
07	Zongo Koudhi		Digla	60 12 72 35	
08	Zongo Tindage		Digla		

PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE

Région Centre Province Kadiogo Commune Pabé

Localité Bidebaga Date 02/05/2019






N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
01	Kabore Koudouso	agriculteur	CAD	78 60 46 10	
	TAONSA François	"	Vice président CVS	76 62 56 72	
	Sawadogo Pierre	"	Président C.A.T.G.F	70 06 22 31	
	TAONSA Tingué	"	Président financier	63 40 36 75	
	KABORE MARIE BLANCHE	"	secrétaire financier	78 78 63 09	

PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE

Région Centre Province KANOU Commune PABRE

Localité MAR PABRE / ST JO Date 03/05/2019
PABRE / KATABTENG





N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
01	SAWADOGO Pierre	Président	CGF	70 06 22 31	
02	NANA Antoine	Président	CGF / ST JO	76 58 37 41	
03	SAWADOGO P. Marie Déjiré	Président	CND / ST JO	76 27 11 42	
04	NAKOULMA M. Joseph	Président	CGF / Katabtenga	20 06 09 27	
05	OUEMBAOGO Issa	Président	CND / Katabtenga	76 17 62 98	

PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE

Région CENTRE Province KANOU Commune PABRE

Localité SAARTENGA Date 08/05/2019

N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
01	NAKISSAGA MAHAMADI		ENT. BOUGMA 2 FRERES	78 42 04 44	
02	KABORE SALIF	Président	Commission Foncière	70 61 54 10	
03	TIENNEREBOGOG Pierre	Président	CND	76 10 17 33	
04	BOUGMA Issa		ENT. BOUGMA 2 FRERES	72 23 30 07	

8.2 Synthèse des échanges

Consultation à Gonsin au titre des villages affectés par le projet dans la commune de Sourgoubila, 26 avril 2019

Points discutés

- ✓ Présentation du projet : Atouts et contraintes ;
- ✓ Les différents types d'impacts inhérents au projet ;
- ✓ Les délais d'exécution et de mise en œuvre du projet ;
- ✓ La méthodologie d'identification des PAPs ;
- ✓ Les types de compensations et le mode opératoire ;
- ✓ Dispositions à prendre dans le cadre dudit projet ;
- ✓ Les villages touchés par la ligne électrique et si ceux-ci seraient bénéficiaires de l'énergie qui sera produite au niveau de la centrale.

Questions posées

Q1 : En quoi consiste le projet et quel sera son mode opératoire ? Quels atouts et quelles contraintes présente ce projet ?

R1 : le projet dénommé « Plan solaire Burkina Faso » ou encore « Yeleen » en dioula est un projet initié dans le cadre du renforcement de la capacité de la production de la SONABEL pour faire face à la demande croissante de sa clientèle. Financé par l'Union Européenne en collaboration avec l'Agence Française de Développement et la Banque Africaine de Développement, l'objectif visé est d'assister la SONABEL dans sa démarche de développement de l'énergie solaire. En mode « Fast track », c'est un projet qui est sensé se réaliser à travers des centrales solaires comme celle qui sera réalisée à Gonsin et dans les délais les plus brefs (six mois). Pour le cas de la centrale solaire de Gonsin, l'énergie y produite sera transportée vers le poste SONABEL de Kossodo par une ligne électrique Haute Tension (HT) de 90 kv afin d'être transformée et injectée dans le réseau national de distribution.

Le mode opératoire est qu'avant le début des travaux, un plan d'action de réinstallation est à réaliser pour identifier les personnes qui seront probablement affectées (PAPs) par la construction de la ligne. Cette dernière s'étalera sur une distance d'environ trente et trois (33) kilomètres avec un couloir de 40 mètres de large. Des négociations avec ces PAPs pour les éventuelles indemnités seront instituées à l'issue des inventaires des biens et des ligneux, avant de procéder à l'ouverture du couloir.

Les atouts sont multiples :

- L'amélioration de la fourniture d'électricité aux centres déjà connectés au réseau de la SONABEL pour faire face aux délestages ;
- La tendance vers l'extension du réseau aux zones non encore bénéficiaires, surtout par l'électrification des infrastructures socioéconomiques de base (écoles et centres de santé surtout) ;
- Le développement des activités socioéconomiques telles que la soudure métallique, la meunerie, l'artisanat, la conservation des aliments, les Activités Génératrices de Revenus (AGR) par les femmes et les jeunes (transformation des Produits Forestiers non ligneux (PFNL) et des productions locales) ;
- L'amélioration de la qualité de vie au travers de l'accès à l'énergie.

Les contraintes sont également de diverses natures. On peut retenir entre autres :

- La cession souvent involontaire d'une partie des fonds de terre des PAPs ;
- L'obligation pour la PAP de surseoir à un certain nombre d'activités pour pouvoir se faire recenser et participer à toutes les phases du processus jusqu'à indemnisation ;

- La PAP non résidente doit pouvoir développer des mécanismes permettant de l'identifier et de la recenser, même par le système de représentation, ce qui est parfois assez difficile mais indispensable dans le cadre du présent projet ;
- La participation de toutes les couches sociales (des couches vulnérables à celles peu ou pas vulnérables) pour un traitement assez inclusif car la vie en milieu rural est soit directement, soit indirectement liée aux ressources foncières.

Q2 : Quels canaux de communication allez-vous utiliser pour atteindre le grand nombre de PAPs, la plupart d'entre elles ayant acquis des lopins de terres et n'y résidant pas ?

R2 : Tous les canaux disponibles seront mis à profit dans le cadre de la réalisation de ce PAR. En effet, les autorités (coutumières, administratives et communales) seront mises à profit. Aussi, des crieurs publics seront mobilisés dans le cadre de ce projet pour toucher le maximum de PAPs résidentes. Les personnes ressources ci-dessus énumérées joueront le rôle de sentinelle et de veille durant tout le processus afin d'éviter les écarts dans son accomplissement et d'optimiser le couloir de la ligne. Ainsi, les sites culturels qui pourraient se retrouver sur la ligne seront recensés afin de négocier les mesures de réinstallation.

Q3 : En dehors des infrastructures sociales de base devant bénéficier des retombées de ce projet, quelle place accordez-vous à l'éclairage public et aux activités économiques surtout pour des villages situés entre 35 et 40 kilomètres du chef-lieu de la commune ?

R3 : L'objectif à long terme est de toucher les villages et les ménages. Mais à courts termes, ce sont d'abord les écoles et les centres de santé qui sont visés car ce sont des infrastructures vitales. Les interventions se feront suivant les priorités et la sensibilité des domaines. Cependant, il n'est pas à écarter qu'à moyen ou à long terme, tous les villages soient des bénéficiaires de l'électrification car d'autres grands projets d'interconnexion sont en cours.

Q4 : Est-ce à dire que l'électrification des édifices sociaux de base serait gratuite ?

R4 : Suivant les expériences déjà vécues, une contrepartie est demandée aux bénéficiaires en cas d'électrification de ces édifices.

Q5 : Nous avons l'école B de Gonsin qui est sous paillette, l'absence d'incinérateur dans les CSPS non électrifiés. Peut-on considérer que ce projet pourrait nous aider dans la réhabilitation et la normalisation de ces infrastructures puisqu'on dit que le projet vise l'amélioration des conditions de vie ? Aussi, il y a un manque d'ouvrage de franchissement entre Nakamtenga et Gonsin alors qu'il n'y a pas de CEG à Manefyam.

R5 : Pour ce qui concerne la réhabilitation des infrastructures, la normalisation des infrastructures socioéducatives et l'ouvrage de franchissement, ce sont des priorités mais il y a des priorités parmi tant d'autres telles l'éclairage et l'alimentation des CSPS et des infrastructures existantes en électricité. Le reste viendra avec le temps.

Q6 : Pourquoi une servitude aussi large de 40 mètres ?

R6 : C'est d'abord pour l'entretien courant de la ligne après la construction. Aussi, c'est pour minimiser les risques d'accident et s'accommoder aux normes internationales en termes de mesures sécuritaires préventives élaborées dans le cadre des projets similaires.

Q7 : Quels sont les biens qui seront recensés et comment se fera le paiement des actifs ?

R7 : Tous les actifs situés dans le couloir de la ligne électrique seront systématiquement recensés, évalués et compensés à leur coût de remplacement intégral en incluant les frais de transaction pour les pertes de terre. L'indemnisation se fera selon les résultats de l'enquête où les PAPs vont déterminer le mode qui leur convient de concert avec le projet.

Q8 : Quelles sont les personnes qui peuvent être considérées comme des PAPs ? En d'autres termes, quelle catégorie d'individus peut-elle être considérée comme une PAP ?

R8 : Le premier critère est de disposer d'un bien dans le couloir de la ligne. Sont considérées comme des PAPs les catégories sociales suivantes :

- Les propriétaires des domaines ou des possessions foncières qui seront répertoriées sous l'œil vigilant des autorités coutumières et administratives ;
- Les personnes en voie d'immatriculation de leurs possessions ou acquisitions régulières de ressources foncières, celles-ci disposant d'au moins d'un procès-verbal de palabres ;
- Les exploitants réguliers de domaine ou de champs avec des conventions d'occupation entre le propriétaire et l'exploitant ;
- Les propriétaires des biens immobiliers ;
- Les propriétaires des infrastructures commerciales, etc.

Un recensement exhaustif des ligneux (arbres) privés ou communautaires seront compensés selon les décrets d'application de la Loi n°009-2018/AN portant expropriation pour cause d'utilité publique et indemnisation des personnes affectées par les aménagements et projets d'utilité publique et d'intérêt général au Burkina Faso. Pour les absents, leurs ayant-droits peuvent se faire recenser et la compensation des arbres perdus du fait du projet leur sera reversée.

Q9 : Dédommagement des maisons en dur ou en banco ?

R9 : Une étude socioéconomique exhaustive des actifs perdus des PAP du fait du projet sera réalisée et une indemnisation juste et équitable sera versée à chaque PAP avant que le projet ne débute, c'est le principe de règlement intégral des indemnisations avant le déplacement ou l'occupation des terres ; c'est le paiement des actifs perdus à la valeur intégrale de remplacement qui sera appliqué.

Q10 : Comment les structures en charge de ce projet entendent nous satisfaire au regard des pertes de nos ressources foncières. Nous les femmes et les personnes vivant avec un handicap bénéficions peu de ces ressources pour nos propres activités, et nous serons plus vulnérables si des solutions palliatives ne surviennent pas au plutôt. En associations et en groupements, nous sommes dans des AGR tels le petit commerce, le maraîchage, la transformation des PFNL, la mécanique, la filature de coton et la soudure. Pourrons-nous bénéficier de forages solaires et d'électricité pour une meilleure rentabilisation de nos activités économiques ?

R10 : Les partenaires au développement et la SONABEL sont assez regardant sur ces aspects. En effet, ils entendent accompagner les uns et les autres dans les procédures d'indemnisation pour parer à ces éventualités. Nous pensons en toute franchise que des solutions seront initiées dans ce sens pour réduire la vulnérabilité de la femme et du jeune dans les villages traversés et ceux mitoyens à la ligne.

A long terme, tous les villages seront visés par l'électrification rurale comme le disent les TDRs car il y a d'autres projets en vue dans le cadre de la promotion photovoltaïque.

Principales recommandations et suggestions

- Donner la priorité aux jeunes, aux femmes et aux personnes vivant avec un handicap dans le recrutement de la main d'œuvre locale ;
- Impliquer les CVD dans tout le processus des indemnisations et de la réinstallation ;
- Impliquer les autorités coutumières et les personnes ressources (Commissions Foncières Villageoises et Commissions de Conciliation Foncière Villageoise) dans le processus de la négociation et des consultations publiques ;
- Travailler à l'électrification des édifices publics et à l'éclairage des villages traversés en attendant l'extension aux autres villages ;
- Travailler à améliorer les activités économiques des couches vulnérables (jeunes, femmes et personnes vivant avec un handicap) ;

- Impliquer les services administratifs locaux dans certaines étapes importantes du processus ;
- Impliquer les services en charge de l'environnement dans le processus du PAR ;
- Travailler à respecter la mise en quarantaine du cimetière des accidentés situé dans la possession foncière de Sanfo Arouna, tout proche de la RN2 au niveau du point X=12,47327 et Y=-1,708552. Prendre attache avec les responsables coutumiers de Nakamtenga et de Diguila avant le début des travaux.

Conclusion

Les participants ont manifesté leur acceptation et ils souhaitent vivement la mise en œuvre du projet Plan solaire Burkina Faso dénommé « Yeleen », mais que soient respectées les doléances et recommandations.

Planche photographique de la consultation à Gonsin



Cliché : ANTEA, mai 2019

Liste des présences à la séance de consultation publique à Gonsin / Sourgoubila

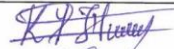


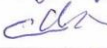




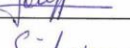


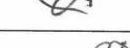


PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE

Région Plateau Centrale Province Kourouma Commune Songhaï
 Localité Gonin Date 26 avril 2019



N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
01	Kaboré Y. Aïdou	Président Commission Environnement	Représenteur Maire	70.17.02.66	
02	KASSO Leonora	Conseiller	Conseiller	71.55.31	
03	Koama T. Pascal	Président C.V.D	Lao	71.23.54.05	
04	Kaboré T. Sonmaila	Président des Jeunes	Nakam tanga	75.50.31.42	
05	Kaboré Mahamoudou	Président C.V.D	Manefyam	76.83.36.14	
06	Kaboré Zakaria	Secrétaire	Manefyam	68.44.57.45	
07	Kaboré Pascal	Président Foncier	Diguila	76.14.39.10	
08	Ouedraogo Andama	Président C.V.D	Nakam tanga	72.62.59.73	
09	Ouedraogo Zdrisou	Secrétaire C.V.D	Nakam tanga	62.82.89.52	
10	Kaboré P. Issaka	Treésorier C.V.D	Nakam tanga	74.14.46.92	
11	Koama Karim	Conseiller	Lao	76.92.20.35	
12	Kaboré Hamado	—	Gonin	76.28.57.32	

(2)

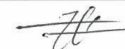




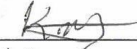



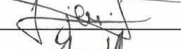




PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION



LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE

Région Plateau Central Province Kourwéogo Commune Sougoulila
 Localité Gonsin Date 26 avril 2019

N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
13	Kaboré Mahama	Président des aveugles	Gonsin	62.27.40.10	
14	Kaboré Mahamadi	Membre C.V.D. Personne Gonsin	Gonsin	72.30.25.65	
15	Kaboré Moussa	Membre C.V.D.	Gonsin	-	
16	Kaboré Adama	Membre C.V.D.	Gonsin	77.55.74.96	
17	Kaboré Ousmane	cultivateur	Gonsin	72.57.15.90	
18	Kaboré Kéran-Varie		Diguila	61.84.72.22	
19	Kaboré Hamado	Président. Femme	Gonsin	75.46.91.15	
20	Kaboré Saïdou	président C.V.D.	Gonsin	75.22.68.44	
21	Kaboré Baurcina	membre C.V.D.	Gonsin	76.28.27.79	
22	Kaboré ARBOUWA	P.C.V.D.	Diguila	60.20.88.78	
23	Bagamzandé K. Alain	P.C.A.G.S.	Nabris	78.80.30.31	
24	PALEGO BOAMA Marcel	Agent domania	Mairie	67.42.80.40	

3



PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE



Région Plateau Central Province Koulikoro Commune Songoulila
Localité Gonsin Date 26 avril 2019

N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
25	Kab Kabore Suzanne	Présidente Femme	Lao	61.32.52.96	
26	Kabore Marcelin	Secrétaire	Gonsin	73 97 27 59	
27	TIRAKUY Patrice	Environnement	Songoulila	71.32.45.78	



PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION



LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE

Région Plateau central Province Komwadjé Commune Sourghoula
Localité Gonein Date 29/06/2019

Personnes vivant avec un handicap

N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
01	Kabore Mahama	P. de malvoyant	Gonein	62.27.40.10	
02	Kabore Tinka	Sour-muet	Gonein	71.98.95.00	
03	Zongo Hamado	P.P.V.H.	Manefyam	07.29.78.80	
04	Kabore Saïdou	R.V.H.	Gonein	61.99.57.01	
05	Kabore Hamidou	Responsable V.H.	Nakantinga	71.41.95.06	
06	Kabore M. Jeanie	R.V.H.	Gonein	72.62.45.01	











PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE



Région Plateau central Province Koulikoro Commune Sorogobila
 Localité Goncin Date 29/02/19

Femmes et associations féminines

N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
01	Kabré Fatimata	Vice P. Femme	Manefyam	65.39.21.15	
02	Kabré K. Antoinette	P. Femme	Manefyam	76.27.93.85	
03	Kabré Fatimata	P. Femme	Nakamtinga	63.24.16.67	
04	Kabré Suzanne	Vice P. Femme	Lao	61.32.52.96	
05	Kabré Pascaline	R. Femme	Lao	60.38.08.99	
06	Sinori Rasmata	R. Femme	Lao	61.33.85.67	
07	Kabré Zénobe	Treapriere	Goncin	72.22.23.06	
08	Konimbo Sakinata	R. Femme	Goncin		















PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE

Région Plateau central Province Komwadjé Commune Sougnoula
 Localité Gomrin Date 29/04/2019



JEUNES

N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
01	Kaboré Hamadou	P. Jeune	Gomcin	75.46.91.15	
02	Kaboré Aboubakar	P. Foncier	Gomcin	75.15.65.71	
03	Kaboré Harouna	Jeune	Gomcin	72.3774.58	
04	Kaboré Jean Marie	P. Jeune	Diguila	61.84.72.22	
05	Kaboré Abdou	Jeune	Gomcin	70.69.15.45	
06	Kaboré Adama	Vice P. Jeune	Diguila	51.81.33.01	
07	Kaboré Silwain	Jeune	Gomcin	71.96.95.00	
08	Kaboré Madi	Jeune	Gomcin	57.60.09.88	
09	Kaboré Zakaria	Secrétaire	Manfyam	68.44.57.45	
10	Ouedraogo Idrissa	Secrétaire	Nakantenger	62.82.83.52	
11	Simpore André	jeune	Gomcin	62.04.80.09	
12	Kaboré Tassine	Jeune	Gomcin	77.70.70.06	

Consultation à Pabré le 30 avril 2019

Points discutés

- ✓ Présentation du projet : Atouts et contraintes ;
- ✓ Les différents types d'impacts inhérents au projet ;
- ✓ Les délais d'exécution et de mise en œuvre du projet ;
- ✓ La méthodologie d'identification des PAPs ;
- ✓ Les types de compensations et le mode opératoire ;
- ✓ Dispositions à prendre dans le cadre dudit projet ;
- ✓ Les villages touchés par la ligne électrique.
- ✓

Questions posées

Q1 : En quoi consiste le projet et quel sera son mode opératoire ? Quels atouts et quelles contraintes présente ce projet ?

R1 : le projet dénommé « Plan solaire Burkina Faso » ou encore « Yeleen » en dioula est un projet initié dans le cadre du renforcement de la capacité de la production de la SONABEL pour faire face à la demande croissante de sa clientèle. Financé par l'Union Européenne en collaboration avec l'Agence Française de Développement et la Banque Africaine de Développement, l'objectif visé est d'assister la SONABEL dans sa démarche de développement de l'énergie solaire. En mode « Fast track », c'est un projet qui est sensé se réaliser à travers des centrales solaires comme celle qui sera réalisée à Gonsin et dans les délais les plus brefs (six mois). Pour le cas de la centrale solaire de Gonsin, l'énergie y produite sera transportée vers le poste SONABEL de Kossodo par une ligne électrique Haute Tension (HT) de 90 kv afin d'être transformée et injectée dans le réseau national de distribution.

Le mode opératoire est qu'avant le début des travaux, un plan d'action de réinstallation est à réaliser pour identifier les personnes qui seront probablement affectées (PAPs) par la construction de la ligne. Cette dernière s'étalera sur une distance d'environ trente et trois (33) kilomètres avec un couloir de 40 mètres de large. Des négociations avec ces PAPs pour les éventuelles indemnités seront instituées à l'issue des inventaires des biens et des ligneux, avant de procéder à l'ouverture du couloir.

Les atouts sont multiples :

- L'amélioration de la fourniture d'électricité aux centres déjà connectés au réseau de la SONABEL pour faire face aux différents cas de délestages ;
- La tendance vers l'extension du réseau aux zones non encore bénéficiaires, surtout par l'électrification des édifices socioéconomiques de base (écoles et centres de santé surtout) ;
- Le développement des activités socioéconomiques telles la soudure métallique, la meunerie, l'artisanat, la conservation des aliments, l'entreprise des AGR par les femmes et les jeunes (transformation des PFNL et des productions locales) ;
- L'amélioration de la qualité de vie au travers de l'accès à l'énergie.

Les contraintes sont également de diverses natures. On peut retenir entre autres :

- La cession souvent involontaire d'une partie des fonds de terre des PAPs ;
- L'obligation pour la PAP de surseoir à un certain nombre d'activités pour pouvoir se faire recenser et participer à toutes les phases du processus jusqu'à indemnisation ;
- La PAP non résident doit pouvoir développer des mécanismes permettant de l'identifier et de la recenser, même par le système de représentation, ce qui est parfois assez difficile mais indispensable dans le cadre du présent projet ;

- La participation de toutes les couches sociales (des couches vulnérables à celles peu ou pas vulnérables) est nécessaire pour un traitement assez inclusif car la vie en milieu rural est soit directement, soit indirectement liée aux ressources foncières.

Q2 : Peut-on avoir une idée des villages traversés par la ligne 90 Kv ?

R2 : Oui, le tracé de la ligne après plusieurs simulations a été dégagé (Présentation séance tenante de la ligne avec les localités traversées). Il s'agit principalement des villages de Sabtenga, de Bendatoega, de Pabré Saint Joseph et de Katabtenga.

Q3 : De quels dispositifs et stratégie de communication disposez-vous et comment pourrait-on toucher le grand public ?

R3 : Tous les canaux disponibles seront mis à profit dans le cadre de la réalisation de cette EIES. En effet, les autorités locales (coutumières, administration locale, administration foncière) seront mises à profit. Aussi, des crieurs publics seront mobilisés dans le cadre de ce projet pour toucher le maximum de PAPs résidentes. Les personnes ressources ci-dessus énumérées joueront le rôle de sentinelle et de veille durant tout le processus afin d'éviter les écarts dans son accomplissement et d'optimiser le couloir de la ligne. Ainsi, les sites culturels qui pourraient se retrouver sur la ligne seront recensés afin de négocier les mesures d'indemnisation ou de protection.

Q4 : Quelles sont les personnes qui peuvent être considérées comme des PAPs ? En d'autres termes, quelle catégorie d'individus peut-elle être considérée comme une PAP ?

R4 : Peuvent être considérées comme PAPs toute personne disposant d'un bien dans le couloir de la ligne électrique. Ce sont :

- Les propriétaires des domaines ou des possessions foncières qui seront répertoriés sous l'œil vigilant des autorités coutumières et administratives ;
- Les personnes en voie d'immatriculation de leurs possessions ou acquisitions régulières de ressources foncières, celles-ci ayant acquis au moins un procès-verbal de palabres ;
- Les exploitants réguliers de domaine ou de champs avec des conventions d'occupation entre le propriétaire et l'exploitant.

Un recensement exhaustif des ligneux (arbres) privés ou communautaires qui seront compensés suivant les décrets d'application de la Loi n°009-2018 / AN portant expropriation pour cause d'utilité publique et indemnisation des personnes affectées par les aménagements et projets d'utilité publique et d'intérêt général au Burkina Faso. Pour les absents, leurs ayants droits peuvent se faire recenser et la compensation des arbres perdus du fait du projet leur sera reversée.

Une étude socioéconomique exhaustive des actifs perdus (maisons ou autres bâtis) des PAP du fait du projet sera réalisée et une indemnisation juste et équitable sera versée à chaque PAP avant que le projet ne débute, c'est le principe de règlement intégral des indemnisations avant le déplacement ou l'occupation des terres ; c'est le paiement des actifs perdus à la valeur intégrale de remplacement qui sera appliqué.

Q5 : Ce projet est la bienvenue pour le simple fait qu'il se préoccupe déjà de l'amélioration des conditions de vie des populations. Seulement, nous sommes aujourd'hui des populations sans terres car les promoteurs immobiliers ont presque tout acquis. Le peu qui nous reste est presque entièrement englouti dans deux projets (la voie de contournement et le plan solaire). Que préconisez-vous pour nous autres qui avons assez de charges sociales ?

R5 : Il est vrai que ce projet comme nous le disons tantôt présente des impacts à la fois positifs et négatifs. C'est vrai qu'en termes d'impacts négatifs, on peut relever les pertes partielles ou totales des activités ou des sources de revenus, les risques de pollutions diverses, la réduction des PFNL, destruction partielle ou totale des habitats et des biens et de certains équipements culturels.

Cependant, il faudrait noter que ce projet sera à l'origine de la création d'emplois, l'alimentation des infrastructures socioéducatives et sanitaires. Elle va participer également au développement des activités économiques et autres aspects. Les pertes seront également compensées avec des bonifications pour parer aux vulnérabilités qui seront créées.

Mise en garde : Rôle des autorités locales, des CVD et des CFV

Dans le présent projet, vous devez jouer le rôle de veille pour nous faciliter la tâche et nous éviter les confusions pouvant mettre en déroute toutes nos conclusions.

Il s'agira de nous identifier clairement :

- ✓ les domaines ou parcelles de cultures régulièrement acquises par un tiers ;
- ✓ les domaines ou parcelles régulièrement cédées par un tiers qui tenterait de se faire enrôler de nouveau ;
- ✓ les domaines conflictuels de la zone impactée par le couloir ;
- ✓ les sites sacrés et les zones interdits d'accès sur le tracée de la ligne;

Principales recommandations et suggestions

- Donner la priorité aux jeunes, aux femmes et aux personnes vivant avec un handicap dans le recrutement de la main d'œuvre locale ;
- Impliquer les CVD dans tout le processus des indemnisations et de la réinstallation ;
- Impliquer les autorités coutumières et les personnes ressources (CFV et CCFV) dans le processus de la négociation et des consultations publiques ;
- Travailler à l'électrification des édifices publics et à l'éclairage des villages traversés en attendant l'extension aux autres villages ;
- Travailler à améliorer les activités économiques des couches vulnérables (jeunes, femmes et personnes vivant avec un handicap) ;
- Impliquer les services en charge de l'environnement dans le processus du PAR ;
- Le respect du lieu de culte sacré « Tanghin » dans le domaine du chef coutumier de Sabtenga nommé Kaboré Joachim Laviminga. Situé au Sud de la ligne au point X=12,479809 et Y=-1,663232 ;
- Eviter le cimetière situé au niveau du hameau de cultures peulh, juste derrière les maisons de Barry Zakaria au niveau du point X=12,481332 et Y=-1,658361.

Pour les deux (02) derniers points, il serait nécessaire de prendre attache avec les autorités coutumières avant les travaux.

Conclusion

Les participants ont manifesté leur acceptation et ils souhaitent vivement la mise en œuvre du projet

Planche photographique de la consultation à Pabré

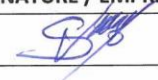

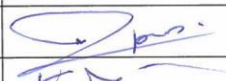







Liste des présences à la séance de consultation publique à Pabré


 PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
 ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE


 Région Centre Province Kadiogo Commune PABRE
 Localité PABRE Date 30/04/2019

N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
01	Sawadogo Pierre	Président ATGF	C. Foncière	70.06.22.31.	
02	Ouedraogo Saidou	ANTEA		73.00.31.72.	
03	SDRE Adoussmane	C.SMT.	Mairie/Pabré	71.30.48.89.	
04	Kabore Mohamadi	conseiller	C. Foncière	70.12.51.56.	
05	Ouedraogo Pierre	ANTEA	ANTEA	70.46.13.44.	
06	Hien Dorokah	ANTEA		70.10.52.59.	
07	Ouedraogo Vincent	conseiller	Rapporteur Foncier	70.75.97.81.	
08	Sawadogo Diendoune	Président de Jeunesse		74.12.19.28.	
09	Sawadogo N. Rasmali	Dabane		72.45.41.98.	
10	Sawadogo Noapoko	Bendataega		51.71.12.95.36.	
11	Ouedraogo Kondoko	Kabtatenga		65.08.05.88.	
12	Tendie Georges A. Pieme	C.V.D. Kabtatenga	C.V.D.	76.10.17.33.	


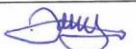
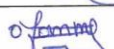

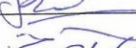

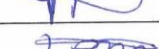



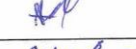



PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE



Région Centre Province Kadiogo Commune PARE
 Localité PARE Date 30-04-2019

N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
13	Tiendeteogo Samuel	sabteogo		79 10 50 21	
14	Kabore Emmanuel	sabteogo	conseiller	78 82 84 86	
15	Kabore Habibou	Bendalogo	Bendalogo	68 79 47 91	
16	Ouedraogo Boukure	Bendalogo	C.V.D. Bendalogo	74 62 66 94	
17	Zongo Abel Hamadou	conseiller	conseiller Bendalogo	78 10 62 84	
18	Zougnaoui Rene	Saint Joseph	conseiller	70 22 75 06	
19	Demie Risanata	Saint Joseph	conseiller	76 56 59 63	
20	Elboudo Erene	Saint Joseph		76 80 72 89	
21	Ouedraogo Assela	Saint Joseph		73 65 58 50	
22	Nana Antoine	patre-Saint Jo		76 58 37 41	
23	Sawadogo Pascal Marie	patre-Saint Jo	C.V.D.	76 27 11 42	
24	Elboudo B. Piené	Koankin	conseiller	70 35 08 75	

③



PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE



Région Centre Province KADISO Commune PABRE
Localité PABRE Date 30/04/2019

Groupe des femmes.

N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
25	Soulatogo Rasmata	Dabarié	Resp. des femmes/CVD	72 45 41 99	
26	Sampriego Ndayoko	Bendatoega	Resp. des femmes/CVD	71 12 95 36	
27	Quedhaogo Koudpoko	Kabotaenga	Resp. des femmes/CVD	65 02 05 82	
28	Kabré Habibou	Bendatoega	Resp. des femmes/CVD	68 79 47 91	
29	Diné Rissanaba	St Joseph	conseillère	76 56 59 63	
30	Eloundo Inène	"	Resp. des femmes/CVD	76 80 72 29	
31	Quedhaogo Asseta	"	Resp. des femmes/CVD	73 65 58 50	











PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE

Région Plateau central Province Komwiego Commune Zoungou Lila
 Localité Goncin Date 29/08/19



Femmes et associations féminines -

N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
01	Kabré Fatimata	Vice P. Femme	Manefyam	65.39.21.15	
02	Kabré K. Antoinette	P. Femme	Manefyam	76.27.93.85	
03	Kabré Fatimata	P. Femme	Nakamtinga	63.24.16.67	
04	Kabré Suzanne	Vice P. Femme	Lao	61.32.52.96	
05	Kabré Pascaline	R. Femme	Lao	60.38.08.99	
06	Sinori Rasmata	R. Femme	Lao	61.33.85.67	
07	Kabré Zénabo	Treasury	Goncin	72.22.23.06	
08	Konimbo Sakinata	R. Femme	Goncin		

Consultation à l'Arrondissement 9 de Ouagadougou le 7 mai 2019

Points discutés

- ✓ Présentation du projet : Atouts et contraintes ;
- ✓ Les différents types d'impacts inhérents au projet ;
- ✓ Les délais d'exécution et de mise en œuvre du projet ;
- ✓ La méthodologie d'identification des PAPs ;
- ✓ Les types de compensations et le mode opératoire ;
- ✓ Dispositions à prendre dans le cadre dudit projet ;
- ✓ Les villages touchés par la ligne électrique.

Questions posées

Q1 : En quoi consiste le projet et quel sera son mode opératoire ? Quels atouts et quelles contraintes présente ce projet ?

R1 : le projet dénommé « Plan solaire Burkina Faso » ou encore « Yeleen » en dioula est un projet initié dans le cadre du renforcement de la capacité de la production de la SONABEL pour faire face à la demande croissante de sa clientèle. Financé par l'Union Européenne en collaboration avec l'Agence Française de Développement et la Banque Africaine de Développement, l'objectif visé est d'assister la SONABEL dans sa démarche de développement de l'énergie solaire. En mode « Fast track », c'est un projet qui est sensé se réaliser à travers des centrales solaires comme celle qui sera réalisée à Gonsin et dans les délais les plus brefs (six mois). Pour le cas de la centrale solaire de Gonsin, l'énergie y produite sera transportée vers le poste SONABEL de Kossodo par une ligne électrique Haute Tension (HT) de 90 kv afin d'être transformée et injectée dans le réseau national de distribution.

Le mode opératoire est qu'avant le début des travaux, un plan d'action de réinstallation est à réaliser pour identifier les personnes qui seront probablement affectées (PAPs) par la construction de la ligne. Cette dernière s'étalera sur une distance d'environ trente et trois (33) kilomètres avec un couloir de 40 mètres de large. Des négociations avec ces PAPs pour les éventuelles indemnités seront instituées à l'issue des inventaires des biens et des ligneux, avant de procéder à l'ouverture du couloir.

Les atouts sont multiples :

- L'amélioration de la fourniture d'électricité aux centres déjà connectés au réseau de la SONABEL pour faire face aux différents cas de délestages ;
- La tendance vers l'extension du réseau aux zones non encore bénéficiaires, surtout par l'électrification des édifices sociaux de base (écoles et centres de santé surtout) ;
- Le développement des activités socioéconomiques telles la soudure métallique, la meunerie, l'artisanat, la conservation des aliments, l'entreprise des AGR par les femmes et les jeunes (transformation des PFNL et des productions locales) ;
- L'amélioration de la qualité de vie au travers l'accès à l'énergie.

Les contraintes sont également de diverses natures. On peut retenir entre autres :

- La cession souvent involontaire d'une partie des fonds de terre des PAPs ;
- L'obligation pour la PAP de surseoir à un certain nombre d'activités pour pouvoir se faire recenser et participer à toutes les phases du processus jusqu'à indemnisation ;
- La PAP non résidente doit pouvoir développer des mécanismes permettant de l'identifier et de la recenser, même par le système de représentation, ce qui est parfois assez difficile mais indispensable dans le cadre du présent projet ;
- La participation de toutes les couches sociales (des couches vulnérables à celles peu ou pas vulnérables) pour un traitement assez inclusif car la vie en milieu rural est soit directement, soit indirectement liée aux ressources foncières.

Q2 : En dehors des infrastructures sociales de base devant bénéficier des retombées de ce projet, quelle place accordez-vous à l'éclairage public et aux activités économiques ? Rappelez-vous qu'il existe des zones rouges dans les quartiers non lotis de Sakoula, de Polesgo, de Béguentigué et de Nagzougou.

R2 : L'objectif à long terme est de toucher les villages et les ménages. Mais à court terme, ce sont d'abord les écoles et les centres de santé qui sont visés car ce sont des infrastructures vitales. Les interventions se feront suivant les priorités et la sensibilité des domaines. Cependant, il n'est pas à écarter qu'à moyen ou à long terme, tous les villages soient des bénéficiaires de l'électrification car d'autres grands projets d'interconnexion sont en cours.

Q3 : Nous avons une CBENF presque en ruine à Sakoula, 6 écoles non normalisées et une maternelle sans un mur d'enceinte à Kamboinsé, 6 Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) et de nombreuses écoles non électrifiées au niveau de l'arrondissement 9. Peut-on considérer que ce projet pourrait nous aider dans la réhabilitation et la normalisation de ces infrastructures puisqu'on dit que le projet vise l'amélioration des conditions de vie. Enfin, doit-on considérer que les 6 CSPS et lesdites écoles seront électrifiées après la mise en œuvre du projet ?

R3 : Pour ce qui concerne la réhabilitation des et la normalisation des infrastructures socioéducatives, c'est une priorité mais il y a des priorités parmi tant d'autres telles l'éclairage et l'alimentation des CSPS et des infrastructures existantes. Le reste viendra avec le temps. Mais l'amélioration des conditions de vie des populations et surtout des couches vulnérables est inscrite dans les priorités du projet.

Q4 : Nous avons une panoplie d'écoles aussi bien au niveau du cycle primaire que du cycle secondaire. Au niveau du primaire, nous enregistrons en 2017 161 établissements dont 18 écoles publiques, 84 privées reconnues et 51 écoles privées non reconnues. En ce qui concerne les établissements secondaires, nous enregistrons pendant la même période un effectif total de 31 établissements dont 8 publics et 23 établissements privés.

Nos attentes se résument suivant les TDRs et vos interventions à nous aider dans l'électrification de ces établissements au même titre que les centres de santé. Pouvons-nous compter sur vous pour ce volet ?

R4 : Ces attentes cadrent mieux avec la stratégie de la réduction de la vulnérabilité et des écarts sociaux que promeuvent nos partenaires à travers leurs différentes interventions. Nous pensons que le projet à travers cet appui à la SONABEL tentera d'honorer à ces engagements. Mais nous ne saurons vous dire à quel moment exactement ces interventions prendront forme, mais l'un des objectifs majeurs du projet est de travailler à l'éclairage des édifices publics.

Q5 : Quelles sont les personnes qui peuvent être considérées comme des PAPs ? En d'autres termes, quelle catégorie d'individus peut-elle être considérée comme une PAP ?

R5 : Toute personne ayant son dans le couloir de la ligne est une PAP potentielle. Ce sont donc :

- Les propriétaires des domaines ou des possessions foncières qui seront répertoriées sous l'œil vigilant des autorités coutumières et administratives ;
- Les personnes en voie d'immatriculation de leurs possessions ou acquisitions régulières de ressources foncières, celles-ci ayant acquis au moins un croquis de leurs limites foncières ;
- Les exploitants réguliers de domaine ou de champs avec des conventions d'occupation entre le propriétaire et l'exploitant.

Un recensement exhaustif des ligneux (arbres) privés ou communautaires sera réalisé et les arbres privés seront compensés selon les décrets d'application de la Loi n°009-2018/AN portant expropriation pour cause d'utilité publique et indemnisation des personnes affectées par les aménagements et projets d'utilité publique et d'intérêt général au Burkina Faso. Pour les absents, leurs ayant-droits peuvent se faire recenser et la compensation des arbres perdus du fait du projet leur sera reversée.

Q6 : Dédommagement des maisons en dur ou en banco ?

R6 : Une étude socioéconomique exhaustive des actifs perdus des PAP du fait du projet sera réalisée et une indemnisation juste et équitable sera versée à chaque PAP avant que le projet ne débute, c'est le principe de règlement intégral des indemnisations avant le déplacement ou l'occupation des terres ; c'est le paiement des actifs perdus à la valeur intégrale de remplacement qui sera appliqué.

Principales recommandations et suggestions

- Donner la priorité aux jeunes et aux femmes pour la main d'œuvre locale.
- Impliquer les CVD dans tout le processus de la réinstallation.
- Impliquer les autorités coutumières.
- Impliquer les personnes ressources (CFV).
- Impliquer les services administratifs locaux.

Conclusion

Les participants ont manifesté leur adhésion au projet et ils souhaitent vivement :

- ✓ la mise en œuvre du projet ;
 - ✓ que des études soient diligentées conformément au contenu des TDRs pour comprendre le degré d'affectation des PAPs et leurs attentes ;
 - ✓ que les nuisances sonores et les pollutions de l'air soient minimisées ;
 - ✓ que le projet songe à l'électrification des zones non encore bénéficiaires des prestations de la SONABEL telles que Polesgo, Songodin et une grande partie de Sakoula, mais qui doivent être traversées par le tracé de la ligne ;
 - ✓ que les infrastructures socioéducatives et sanitaires bénéficient de l'électrification conformément aux TDR. ;
- que les villages impactés soient priorités pendant le recrutement de la main d'œuvre lors de la construction de la ligne.

Planche photographique de la consultation à l'Arrondissement 9 de Ouagadougou



Cliché : ANTEA, mai 2019

Liste de présence de la consultation à l'Arrondissement 9 de Ouagadougou









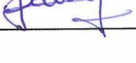



PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE



Région Centre Province KADIOGO Commune OUAGADOUGOU Arrdt 9
 Localité Arrondt 9 Date 13/05/2019

N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
01	Kabore' Jean Paul	Couturier	Kassa	78.80.02.81	
02	Bamogo Alexis	P-R		78.86.79.62	
03	Ouedraogo K. Fati	Conseillère	Cordination des femmes	60565589	
04	Ouedraogo A. Aziz		Cordination des jeunes	78.93.26.09	
05	Tassembere O. Samaila		secteur 40	7806.15.25	
06	Kabore' Mamoudou		secteur 39	7880.96.35	
07	Zongo Marcel	Personne ressource	u 40	7832.17.71	
08	Komanda Pierre	Secrétaire G	Mairie	71418918	
09	Sawadogo Amadou	Adjoint	Mairie	78.63.33.45	
10	SANOU D. Justin	Forestier	DPEEC-Kadiogo	76348359	



PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION



LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE

Région *Centre* Province *Kadiogo* Commune *Zuaga-dougou*
Localité *Ardit N°9* Date *07.05.2019*

N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
	<i>Savitsop Amade</i>	<i>2nd Adit</i>	<i>Naïve</i>	<i>72 85 72 44</i>	<i>[Signature]</i>
	<i>Guiguere K. Clement</i>	<i>Conseiller</i>	<i>secteur 38</i>	<i>78 19 12 58</i>	<i>[Signature]</i>
	<i>Compaore Dramane</i>	<i>Conseiller</i>	<i>secteur 37</i>	<i>78 88 99 58</i>	<i>[Signature]</i>

Consultation à l'Arrondissement 4 de Ouagadougou le 7 mai 2019

Points discutés

- ✓ Présentation du projet : Atouts et contraintes ;
- ✓ Les différents types d'impacts inhérents au projet ;
- ✓ Les délais d'exécution et de mise en œuvre du projet ;
- ✓ La méthodologie d'identification des PAPs ;
- ✓ Les types de compensations et le mode opératoire ;
- ✓ Dispositions à prendre dans le cadre dudit projet ;
- ✓ Les villages impactés par le tracé de la ligne électrique.

Questions posées

Q1 : En quoi consiste le projet et quel sera son mode opératoire ? Quels atouts et quelles contraintes présente ce projet ?

R1 : le projet dénommé « Plan solaire Burkina Faso » ou encore « Yeleen » en dioula est un projet initié dans le cadre du renforcement de la capacité de la production de la SONABEL pour faire face à la demande croissante de sa clientèle. Financé par l'Union Européenne en collaboration avec l'Agence Française de Développement et la Banque Africaine de Développement, l'objectif visé est d'assister la SONABEL dans sa démarche de développement de l'énergie solaire. En mode « Fast track », c'est un projet qui est sensé se réaliser à travers des centrales solaires comme celle qui sera réalisée à Gonsin et dans les délais les plus brefs (six mois). Pour le cas de la centrale solaire de Gonsin, l'énergie y produite sera transportée vers le poste SONABEL de par une ligne électrique Haute Tension (HT) de 90 kv afin d'être transformée et injectée dans le réseau national de distribution.

Le mode opératoire est qu'avant le début des travaux, un plan d'action de réinstallation est à réaliser pour identifier les personnes qui seront probablement affectées (PAPs) par la construction de la ligne. Cette dernière s'étalera sur une distance d'environ trente et trois (33) kilomètres avec un couloir de 40 mètres de large. Des négociations avec ces PAPs pour les éventuelles indemnités seront instituées à l'issue des inventaires des biens et des ligneux, avant de procéder à l'ouverture du couloir.

Les atouts sont multiples :

- L'amélioration de la fourniture d'électricité aux centres déjà connectés au réseau de la SONABEL pour faire face aux différents cas de délestages ;
- La tendance vers l'extension du réseau aux zones non encore bénéficiaires, surtout par l'électrification des édifices socioéconomiques de base (écoles et centres de santé surtout) ;
- Le développement des activités socioéconomiques telles la soudure métallique, la meunerie, l'artisanat, la conservation des aliments, l'entreprise des AGR par les femmes et les jeunes (transformation des PFNL et des productions locales) ;
- L'amélioration de la qualité de vie au travers de l'accès à l'énergie.

Les contraintes sont également de diverses natures. On peut retenir entre autres :

- La cession souvent involontaire d'une partie des fonds de terre des PAPs ;
- L'obligation pour la PAP de surseoir à un certain nombre d'activités pour pouvoir se faire recenser et participer à toutes les phases du processus jusqu'à indemnisation ;
- La PAP non résident doit pouvoir développer des mécanismes permettant de l'identifier et de la recenser, même par le système de représentation, ce qui est parfois assez difficile mais indispensable dans le cadre du présent projet ;

- La participation de toutes les couches sociales (des couches vulnérables à celles peu ou pas vulnérables) pour un traitement assez inclusif car la vie en milieu rural est soit directement, soit indirectement liée aux ressources foncières.

Q2 : Peut-on avoir une idée des villages traversés par la ligne 90 Kv ?

R2 : Oui, le tracé de la ligne après plusieurs simulations a été dégagé (Présentation séance tenante de la ligne avec les localités traversées). Il s'agit principalement des villages de Songodin, de Polesgo et une partie de Sakoula.

Q3 : Un projet de la SONABEL nous avait interdit de construire ? Est-ce le même projet ou il s'agit d'un autre ? Auquel cas que prévoit la SONABEL sur la présente ligne et quelle est la conduite à tenir ?

R3 : Le présent projet qui s'exécute en mode Fast track est à ses débuts. En effet, c'est en mai 2018 que nous avons commencé les différentes concertations devant aboutir à la réalisation des quatre centrales prévues. Seulement, au regard de certains événements et de certaines contraintes, l'étude prévue pour être bouclée en six mois a duré un peu plus. Mais nous avons foi qu'avec le concours de tous il pourra s'opérationnaliser dans les six mois prochains.

Par conséquent, cela ne saurait être le même projet. Prenez attache avec les autorités communales pour de plus amples informations relatives au projet dont vous avez fait cas.

Q4 : Quels sont les biens qui seront recensés et comment se fera le paiement des actifs ?

R4 : Tous les actifs situés dans le couloir de la ligne électrique seront systématiquement recensés, évalués et compensés à leur coût de remplacement intégral en incluant les frais de transaction pour les pertes de terre. Le paiement se fera selon les résultats de l'enquête ou les PAPs vont déterminer le mode de paiement qui leur convient le mieux.

Q5 : Quelles sont les personnes qui peuvent être considérées comme des PAPs ? En d'autres termes, quelle catégorie d'individus peut-elle être considérée comme une PAP ?

R5 : Tous ceux dont les biens se situent dans le layon de la ligne. Ce sont particulièrement :

- Les propriétaires des domaines ou des possessions foncières qui seront répertoriées sous l'œil vigilant des autorités coutumières et administratives communales ;
- Les personnes en voie d'immatriculation de leurs possessions ou ayant régulièrement acquis des ressources foncières ; celles-ci ayant par devers eux au moins un croquis de leurs limites foncières ;
- Les exploitants réguliers de domaine ou de champs avec des conventions claires et approuvées par les parties du statut d'occupation entre le propriétaire et l'exploitant.

Un recensement exhaustif des ligneux (arbres) privés sera réalisé et les arbres privés seront compensés selon les décrets d'application de la Loi n°009-2018/AN portant expropriation pour cause d'utilité publique et indemnisation des personnes affectées par les aménagements et projets d'utilité publique et d'intérêt général au Burkina Faso. Pour les absents, leurs ayant-droits peuvent se faire recenser et la compensation des arbres perdus du fait du projet leur sera reversée.

Une étude socioéconomique exhaustive des actifs perdus (maisons ou autres bâtis) des PAP du fait du projet sera réalisée et une indemnisation juste et équitable sera versée à chaque PAP avant que le projet ne débute, c'est le principe de règlement intégral des indemnisations avant le déplacement ou l'occupation des terres ; c'est le paiement des actifs perdus à la valeur intégrale de remplacement qui sera appliqué.

Q6 : Le recrutement de la main d'œuvre locale a toujours été crié sur tous les toits au début de l'implantation de plusieurs projets. Seulement, nous nous sommes souvent rendus compte qu'après installation, cette promesse était soit ignorée, soit partiellement suivie avec un système de licenciement abusif après quelques mois de fonctionnement. Quelle garantie pouvez-vous nous donner quant à l'exécution du présent projet ?

R6 : Pour le présent projet, l'implication de la main d'œuvre locale au moment de l'implantation et pour quelques mesures d'entretien des ouvrages est nécessaire et nous préoccupe autant que vous.

Cependant, que l'on se comprenne dès le départ. C'est un projet qui aura besoin d'une main d'œuvre spécifique (des techniciens de très haut niveau dont certains seront des expatriés). Pour les activités n'ayant besoin d'aucun niveau (travaux d'implantation) ou d'un niveau dont la disponibilité et la qualification sera prouvée au niveau local, aucun doute que les structures en charge des travaux se conformeront à vos requêtes. Mais pour des besoins d'efficacité et de rentabilité, c'est la compétence et l'excellence qui seront le leitmotiv des acteurs de la SONABEL et de leurs partenaires.

Pour les questions de licenciement abusif, nous pensons qu'en toute impartialité, des autorités compétentes sont là pour trancher. Toutefois, le souci étant la lutte contre l'obscurité et pour une promotion sociale, les questions d'emplois inhérents au présent projet seront traitées à la hauteur des attentes.

Q8 : Pouvons-nous avoir une idée sur la grille indemnitaire que le projet propose via la SONABEL ?

R8 : Pour le moment nous ne saurons vous le dire car c'est un processus et c'est par étapes que cela va s'opérer.

- ✓ La première étant d'identifier la ligne de moindre impact à travers une optimisation de la ligne en présence des personnes ressources locales.
- ✓ La seconde étape concernera le recensement des biens des personnes affectées par le projet (PAPs). Il s'agira de recenser tous les biens (arbres, domaines et champs, maisons et autres biens) dans le couloir de 40 mètres de large sur une distance de près de 33 kilomètres.

Mise en garde : Rôle des autorités locales, des CVD et des CFV

Dans le présent projet, vous devez jouer le rôle de veille pour nous faciliter la tâche et nous éviter les confusions pouvant mettre en déroute toutes nos conclusions.

Il s'agira de nous identifier clairement :

- ✓ les domaines ou parcelles de cultures régulièrement acquises par un tiers ;
- ✓ les domaines ou parcelles régulièrement cédées par un tiers qui tenterait de se faire enrôler de nouveau ;
- ✓ les domaines conflictuels de la zone impactée par le couloir ;
- ✓ les sites sacrés et les zones interdits d'accès sur le tracé de la ligne;

Principales recommandations et suggestions.

- Donner la priorité aux jeunes et aux femmes pour la main d'œuvre locale à la manière de ceux chargés de la mise en œuvre de la fibre optique où chacun des villages traversés fournit sa main d'œuvre. La main d'œuvre locale est prête à relever ce défi mais dans la transparence la plus complète.
- Impliquer les CVD dans tout le processus de la réinstallation
- Impliquer les personnes ressources (CFV et CCFV) dans les processus de concertation,
- Impliquer les services administratifs locaux à toutes les étapes du processus pour un consensus et pour une meilleure participation des parties prenantes.

Conclusion

Les participants ont manifesté leur adhésion au projet et ils souhaitent vivement :

- ✓ la mise en œuvre du projet ;

- ✓ que des études soient diligentées conformément au contenu des TDRs pour comprendre le degré d'affectation des PAPs et leurs attentes ;
- ✓ que les nuisances sonores et les pollutions de l'air soient minimisées ;
- ✓ que le projet songe à l'électrification des zones non encore bénéficiaires des prestations de la SONABEL telles que Polesgo, Songodin et une grande partie de Sakoula, mais qui doivent être traversées par l'actuelle ligne ;
- ✓ que les infrastructures socioéducatives et sanitaires bénéficient de l'électrification ;
- ✓ que la promotion de l'emploi au niveau local et suivant les villages traversés soit une donnée déterminante au moment de la mise en œuvre du projet ;
- ✓ que la partie du domaine de Ilboudo Salif à Songodin convoité pour être transformé en cimetière puisse être traversé moyennant certains rites, en contradiction avec la mairie qui aurait acquis ce même domaine dans le cadre du projet de cimetière.

Planche photographique de la consultation à l'Arrondissement 4 de Ouagadougou



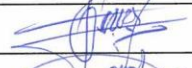


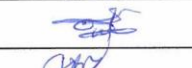







Cliché : ANTEA, mai 2019

Liste de présence à la séance de consultation à l'Arrondissement 4 de Ouagadougou


 PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
 ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE

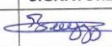












 Région Centre Province KADIogo Commune Arrondissement 4 Ouaga
 Localité Arrondissement 4 Date 07/05/2019

N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
1	Tou KIN NAABA	NAABA	TOUKIN	70-29-62-22	
2	Polosg Dapoy Naaba	Instituteur	chefferie coutumière	78 50 68 39	
3	SAMAND NAABA de Kossodo	Retraité	chef coutumier	76-51-14-33	
4	KOOMB I NAABA de Polosgo	Boisquetier	CHEF de Polosgo	78-42-05-28	
5	CHEF de NIOKO	NAABA	NIOKO	70-70-63-53	
6	KAAM NAABA de Toukin	NAABA	Accompagnateur du chef de Toukin	79-13-97-74	
7	POLSGO YAAB NAABA	NAABA	CHEF de Polosgo	72-07-70-11	
8	OUESRAOGO/KINDA PASCALINE	conseillère	Arrondissement N°4	63-86-50-04	
9	SANA BOUREIMA	conseiller	Arrondissement N°4	70-05-09-20	
10	BONKOUNGOU K. Bernard	Commerçant	Président Association Rendiliendi Burkinde	70-22-65-27	
11	KABORE T. Boniface	Cultivateur	Association NATILLOUE	70-98-83-07	


 PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
 ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE














 Région CENTRE Province KADIEGO Commune Ouhadougou
 Localité PROVISEMENT N°4 Date 07/05/2019

N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
01	TAIDMBIAND Issa	Team leader	population	7143657	
02	Karedougou Radi	Commerçant		78333653	
03	Sawadogo Karamadi	Commerçant		78325332	
04	DIALLO SAIDOU	Berger		74171072	
05	NIKIEMA Adaka	Commerçant		78457738	
06	BANDI ADAMA	Eleveur		70344183	
07	Chedrogo W. Haribu	Commerçant		70348418	
08	Zoungou SALFO	Eleveur	74-73-47-63	74-73-47-63	
09	Ouedrogo KARIM	Commerçant		70-23-92-73	
10	NIKIEMA Amidou	cultivateur	propriétaire terrain	78.42-05-36	
11	DAMIBA Andre	Artiste		70045782	
12	BANDE Hamadou	Berger		78844179	


 PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
 ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE


 Région CENTRE Province KADIEGO Commune Ouhadougou
 Localité PROVISEMENT N°4 Date 07/05/2019

N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
01	NIKIEMA T. Barthélemy	Soudaier	Association (AS)	78.85-75-40	
02	OUEUROGO B.J. Benjamin	Menuisier		70-74-42-69	
03	COMPAORE Tinkouma	Employé de commerce		73-65-88-75	
04	KABORE Iongonogo	chauffeur		76-45-06-71	
05	ZOHBO Guillaume	Soudaier		76-68-37-43	
06	COMPAORE T. Diendouma	Mécanicien moto		70300692	
07	ELBOUDO Nadi	cultivateur	Association ATC	76-35-68-39	
08	Istina Mamadou	chauffeur		76-06-55-17	
09	Raouba pierre	cultivateur		78-16-02-09	
10	Raouba Jean Baptiste	cultivateur		76-11-56-74	
11	NAOULIA S. ABILE PRISCA	logicienne		78-37-60-00	
12	Ouedrogo TASSERE	Transporteur		70-24-72-06	

(5)














PROJET DE PLAN SOLAIRE AU BURKINA FASO
ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

LISTE DES PARTICIPANTS AUX SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE



Région CENTRE Province KADIogo Commune OUAGADOUGOU
 Localité Arrondissement 4 Date 07 mai 2019

N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	STRUCTURE REPRESENTEE	TELEPHONE	SIGNATURE / EMPREINTE
1	KINDO ISSA	Commerçant	-	78-47-72-40	
2	LOANGO NAKOMIS NAABA	Boucher	CHEF DE LOANGO	75-50-57-35	2
3	MALGA NAABA KISTO KOIMBRE de Toukin	Artiste	Notable du chef de Toukin	70-25-95-52	
4	SOMGANDE VASSE NAABA	Cultivateur	Notable du chef de SOMGANDE	66-27-41-69	
5	NACOLMA/QUEBRAOGO Rakieta	Ménagère	-	70-28-82-45	
6	COMPAORE Koudouba Ousmane	Cultivateur	-	78-50-65-46	
7	COMPAORE Hamidou	Boucher	-	70-64-55-73	
8	COMPAORE Y. Jean Baptiste	Eleveur	-	78-37-39-08	
9	COMPAORE Salif	Cultivateur	Résident Association REG. NEERE de Tolly VASSI	79-48-91-13	
10	ROUAMBA Pierre Clavert	Cultivateur	-	70-87-15-98	
11	KAMBOU Sorbitchegebe	Ménagère	-	78-43-42-03	
12	BADENI Fati	Ménagère	-	70-01-31-10	

8.3 Option de réinstallation envisagées

L'un des principes des normes de performance de la SFI en matière de réinstallation veut que les travaux d'aménagement et de construction ne puissent démarrer sans que toutes les PAPs n'aient été réinstallées ou compensées. Le présent chapitre porte sur les procédures et les étapes de la réinstallation des personnes affectées par le projet. Le Plan de réinstallation sera mis en œuvre en plusieurs étapes prenant en compte l'application des mesures de compensation pour les ayants-droits, ainsi que des mesures d'appui et d'accompagnement des PAPs. Le but final de l'application des différentes mesures est pour le promoteur de s'assurer que toutes les PAPs sont compensées dans la transparence et de façon juste et équitable.

Seize maisons devront être déplacées au moment de la mise en œuvre du projet. En principe, l'identification des sites de réinstallation se fait au moment de la mise en œuvre du PAR, en même temps que les calculs de compensation. Les personnes déplacées font l'objet de consultations qui permettent d'identifier leur souhait quant à un déplacement groupé. Le déplacement groupé permet le lotissement d'un « quartier ». Dans le cadre du projet tel qu'il est actuellement configuré, aucun site de réinstallation n'a été identifié dans la mesure où très peu de PAP sont concernés par un déplacement. Aucun déplacement groupé n'est prévu et la gestion des réinstallations sera réalisée au cas par cas.

Par ailleurs, pendant l'inventaire des biens, la quasi-totalité des PAPs a opté pour la compensation financière.

9 Mécanisme de gestion des plaintes

L'objectif du mécanisme de règlement des griefs est de mettre en place un système permettant de recevoir et de faciliter la résolution des préoccupations et des griefs sur la performance environnementale et sociale du projet de la partie prenante.

Le mécanisme de règlement des griefs sera assuré par le *community liaison officer* (CLO) aidée des comités locaux (CL). Les principaux bénéficiaires sont les communautés affectées. Ce mécanisme vise à résoudre les problèmes rapidement, à

l'aide d'un processus de consultation approprié et facilement accessible sans frais et sans rétribution à la partie qui a pris l'initiative de la question ou de la préoccupation. Ce mécanisme n'entravera pas l'accès aux voies de recours judiciaires ou administratifs.

9.1 Principes clés

Le mécanisme de règlement des griefs pour le projet respectera les principes suivants :

- expliquer dès le départ le but de la procédure,
- assurer les personnes qu'il n'y aura ni coût, ni rétribution associés à la déclaration d'un grief ;
- l'ensemble du processus (c'est-à-dire comment une plainte est reçue et examinée, comment les décisions sont prises et quelles possibilités peuvent exister pour faire appel) se fera aussi transparent que possible par une mise en forme écrite, de la publicité et en l'expliquant aux acteurs concernés.

Un registre détaillé des réclamations, les dates de dépôt, les responsables en charge du traitement de la plainte, les réponses fournies et enfin la date de la résolution seront conservés et archivés. Ces documents seront vérifiés par des vérificateurs externes indépendants.

Afin de faciliter l'accès des femmes au mécanisme, le règlement des griefs comprendra des précautions comme une politique claire de non-représailles, des mesures visant à assurer la confidentialité et la protection des données personnelles collectées par rapport à une plainte, en plus d'une option pour présenter les griefs de façon anonyme.

Le traitement des griefs comprend un processus étape par étape ainsi que des responsabilités confiées pour leur bonne exécution. Les entreprises établissant des mécanismes de règlement des griefs suivront les étapes convenues.

9.2 Champ d'application

Le champ d'application du mécanisme de règlement des griefs doit couvrir tous les problèmes et préoccupations des parties prenantes concernant les activités du projet et la mise en œuvre de mesures d'atténuation et de compensation identifiées à l'étape de l'évaluation d'impact environnemental (EIE). En général, toutes les revendications des communautés touchées devraient être acceptées et aucun jugement rendu avant une enquête, même si les plaintes sont mineures. Toutefois, conformément aux meilleures pratiques, les revendications suivantes doivent être adressées à l'extérieur des mécanismes au niveau du projet :

- plaintes manifestement non liées au projet : en cas de doute, comités désignés pour recevoir les griefs devraient accepter la plainte et évaluer sa légitimité ;
- questions liées aux politiques gouvernementales et aux institutions gouvernementales ;
- plaintes constituant la violence et la criminalité : dans ces cas, les plaignants doivent être renvoyés auprès du système judiciaire ;
- griefs liés à l'emploi : un mécanisme distinct sera établi par le biais de politiques de ressources humaines et inclura dans son champ d'application tous les griefs déposés par les salariés de l'entreprise, les entrepreneurs, les sous-traitants et les fournisseurs.

9.3 Faire connaître les procédures de gestion de griefs

Les mécanismes de règlement des griefs seront annoncés par les moyens suivants :

- affiches et brochures ;
- lettres aux autorités ;
- en ligne ;
- Au cours des réunions de consultation au sein des communautés riveraines du projet.

Au cours des réunions de divulgation et de consultation au sein des communautés affectées, il s'agira d'intégrer toutes les parties prenantes au travers des interrogations suivantes :

- qui peut déposer une plainte (identité ou personne anonyme) ;
- où, quand et comment les membres de la communauté peuvent déposer une plainte ;
- qui est chargé de recevoir et de répondre aux plaintes ;
- quelle sorte de réponse les plaignants peuvent attendre de la société, y compris le délai de réponse ;
- quels autres droits et protection sont garantis.

9.4 Soumettre une plainte

Le mécanisme de règlement des griefs permettra de déposer les plaintes de plusieurs façons :

- auprès des responsables des comités locaux ;
- au point de contrôle du projet (poste sécurité à l'entrée des sites) ;
- au cours des visites des CLO sur les sites concernés pendant les activités des femmes et dans les foyers des personnes handicapées ou des femmes chefs de ménage.

Les plaintes écrites et verbales pourront être reçues au niveau des postes sécurité et des comités locaux. C'est pourquoi le personnel de sécurité et les comités locaux chargé de la réception et du traitement de ces plaintes doivent être conscient et formé. Pour les plaignants analphabètes ou ceux qui préfèrent porter leur plainte verbalement, ils pourront être renvoyés vers les responsables du comité local qui pourraient alors être dotés de dictaphones pour s'assurer de la fidélité des plaintes.

L'organisation de visites mensuelles régulières par le CLO au niveau des lieux de rencontre sus énoncés représente une méthode d'engagement appropriée pour s'assurer que les griefs des pauvres, des illettrés et des femmes au niveau local soient enregistrés, et que ces parties prenantes vulnérables puissent demander et obtenir des informations sur le projet. Un affichage informant du passage du CLO sera tenu à jour dans un lieu approprié visible et accessible par tous. Il sera complété par les coordonnées du CLO de manière à pouvoir établir un contact rapide en cas de grief urgent.

A long terme, la programmation des visites s'étalera sur le trimestre, voire le semestre pendant la phase opérationnelle.

9.5 Réception des plaintes

La Sonabel s'engagera publiquement à un temps restreint au terme duquel toutes les plaintes enregistrées recevront une réponse. Elle doit s'assurer que ce délai de réponse a été mis en œuvre. En faisant savoir aux personnes quand elles peuvent s'attendre à être contactées directement par la société ou son représentant, leur frustration peut être réduite.

Voici quelques règles de réception de la procédure qui seront suivies concernant les griefs :

- tous les griefs entrants seront reconnus comme tels dès que possible, au plus tard un mois après la réception par l'ECP. Une confirmation formelle avec un numéro de plainte et un délai de réponse sera fourni au plaignant. Si une plainte est reçue en personne, une bonne pratique est d'en accuser réception sur place ;
- si une enquête plus complexe est nécessaire, le plaignant recevra une mise à jour dans le mois suivant celui de la réception du grief par le CLO, expliquant les mesures à prendre pour résoudre la plainte et le délai probable.

9.6 Examiner et étudier les griefs

Pour s'assurer que tous les griefs sont adéquatement étudiés et résolus, des registres de grief seront conservés, documentant toutes les actions prises pour corriger chaque grief. Ces registres seront tenus par soit les CVD, soit par devers les mairies

Une enquête approfondie peut être nécessaire lorsque les griefs sont complexes et ne peuvent être résolus rapidement, des dispositions de règlement des griefs, suivant le principe du « sans frais pour les communautés » doivent être adoptées.

En cas de griefs sensibles tels que ceux impliquant des intérêts multiples et un grand nombre de personnes touchées il peut être utile de s'engager en dehors des organisations dans une enquête conjointe, ou permettre la participation des

autorités locales, uniquement si les plaignants acceptent cette approche. Des rencontres avec les plaignants et les visites sur place peuvent être utiles pour l'enquête de grief et seront entreprises, selon le cas.

9.7 Réponses et les options de résolution des griefs

Un des avantages potentiels d'un mécanisme de règlement des griefs est sa flexibilité. Le CLO fournira une proposition pour résoudre la plainte, avec le soutien de la Sonabel. Quant au Comité local, il communiquera ensuite avec le plaignant pour obtenir un accord sur la solution proposée. Dans la mesure où la proposition d'action convient au plaignant, la plainte sera clôturée dès lors que celui aura signé le registre de plaintes, attestant ainsi son approbation. Le CLO en fera de même.

Si toutes les parties acceptent la solution proposée, les actions convenues seront exécutées dans les délais établis. Si le plaignant n'accepte pas la proposition de résolution, la Sonabel devra réévaluer la situation. Elle doit s'assurer que toutes les solutions du mécanisme de règlement des griefs ont été explorées. S'il n'est pas possible au sein du mécanisme de règlement des griefs de s'entendre sur une solution acceptable pour toutes les parties, la plainte sera soumise à des mécanismes externes.

10 Suivi et évaluation

Le dispositif de suivi et d'évaluation vise à s'assurer que les actions proposées sont mises en œuvre dans les délais prévus, et que les résultats visés sont atteints. Ce dispositif a également pour objectif d'entreprendre des mesures correctives en cas de difficultés ou d'imprévus constatés.

10.1 Suivi

L'objectif général du suivi est de s'assurer que toutes les personnes affectées recensées soient indemnisées conformément aux dispositions du présent PAR (selon les mesures convenues, dans le délai le plus court possible et sans impact négatif). Au plan spécifique, les objectifs sont les suivants :

- s'assurer que les actions menées sont exécutées conformément aux recommandations du PAR ;
- vérifier que les résultats attendus sont obtenus dans les délais prescrits ;
- identifier tout élément imprévu susceptible d'influencer négativement le déroulement des opérations sur le terrain ou d'en réduire l'efficacité ;
- recommander aux instances responsables concernées et ce, dans les meilleurs délais, les mesures correctives appropriées entrant dans le cadre de procédures ordinaires ou exceptionnelles de programmation ;

Le suivi de proximité et l'évaluation du processus de réinstallation seront effectués par le spécialiste en développement social du projet.

Les rapports de suivi-évaluation du PAR doivent être établis à intervalles réguliers (sur une base mensuelle, trimestrielle, semestrielle et annuelle) à partir du démarrage des activités liées à la réinstallation.

Le tableau ci-dessous fournit une liste non limitative des indicateurs et paramètres de suivi :

Tableau 23 : Indicateurs potentiels de suivi

COMPOSANTE	MESURE DE SUIVI	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	RESPONSABLE DU SUIVI	OBJECTIF DE PERFORMANCE
<i>Information et consultation</i>	Vérifier que la diffusion de l'information auprès des propriétaires de biens et les procédures de consultation sont effectuées en accord avec les principes présentés dans le PAR.	<p>Nombre et typologie des acteurs impliqués</p> <p>Niveau de participation Nombre de copie du PAR disponible dans les villages et commune impactés</p> <p>Nombre de communiqué,</p> <p>Nombre d'affichage</p>	<p>Rapport de suivi évaluation du projet</p> <p>Rapport d'activité du projet</p>	UCP	<p>Au moins trois séances d'information par localité impactée (au démarrage de la réinstallation, lors du paiement des compensations et lors de clôture projet).</p> <p>Au moins chaque CVD des villages impactés et les quatre mairies (Sourgoubila, Pabré, Arrondissement 9 et 4) possèdent une copie du PAR</p> <p>Au moins chaque village impacté est informé trois fois sur le contenu du projet et sur la date butoir par biais d'un canal local d'information</p> <p>La liste des PAP avec les biens impactés est affichée dans un lieu accessible à la population dans chaque village et aux différentes mairies des quatre communes concernées (Sourgoubila, Pabré, Arrondissements 9 et 4)</p>
<i>Compensation et appui à la réinstallation</i>	S'assurer que les mesures de compensation et d'indemnisation sont effectuées en conformité avec les mesures convenues dans le présent PAR.	<p>Type d'appui accordé</p> <p>Nombre propriétaires de biens /compensés et dates de versement.</p> <p>Montant des compensations versées aux ayants droits</p> <p>Nombre de PV d'accords signés</p>	<p>Rapport de suivi évaluation du projet</p> <p>Rapport d'activité du projet</p>	UCP	<p>Les compensations financières sont versées à 100% des ayant-droit avant le démarrage des travaux ;</p> <p>Les documents de paiement sont disponibles</p>

Rapport de Plan d'Action de Réinstallation - Composante Ouaga nord-ouest et la ligne 90 kV

<i>Application des mesures relatives au genre et aux populations vulnérables</i>	S'assurer que les personnes vulnérables parmi les PAP sont compensées de manière juste et équitable tel que prévu dans le PAR et que ces derniers bénéficient des mesures d'appui indiquées.	Montant des compensations versées aux femmes et groupes vulnérables Type d'appui accordé aux femmes et aux groupes vulnérables.	Rapport de suivi évaluation du projet Rapport d'activité du projet	UCP	Toutes les personnes vulnérables affectées par le projet ont reçu elles-mêmes leurs compensations. Aucune plainte des femmes enregistrée à la date du démarrage des travaux n'est restée non résolue
<i>Mise en place des comités</i>	S'assurer que les comités de mise en œuvre du PAR dans les villages et communes sont effectivement mise en place.	Nombre de Comités Villageois et Nombre de Comités Communaux mis en place	Rapport de suivi évaluation du projet Rapport d'activité du projet et de la commune	UCP et Communes	Tous les comités villageois et communaux ont été créés et sont fonctionnels
<i>Renforcement des capacités et fonctionnement des comités.</i>	S'assurer du renforcement des capacités opérationnelles et des compétences des comités villageois et communaux.	Nombre de formations tenues Nombre de personnes formées Nombre de rapports fournis	Rapport de suivi évaluation du projet Rapport d'activité du projet	UCP	Tous les acteurs ont été formés et les comités ont bénéficié des appuis du projet pour leur fonctionnement
<i>Gestion des plaintes</i>	S'assurer de la gestion de toutes les réclamations enregistrées.	Nombre de réclamations reçu Type de conflit Proportion entre réclamations reçues et réclamations résolues Nombre de PV d'accords signés	Rapport de suivi évaluation du projet Rapport d'activité du projet	UCP	Toutes les réclamations sont résolues avant le début des travaux

Source : Mission d'élaboration du PAR de la ligne électrique Gonsin-Kossodo, Données de terrain, mai 2019

Outre le suivi, un volet d'évaluation est prévu dans le cadre de la mise en œuvre de la réinstallation.

10.2 Évaluation

Le but du volet évaluation du Plan de réinstallation est de s'assurer que le niveau de vie des PAP est supérieur ou au moins égal à celui qu'elles avaient avant le projet.

Pour cela, il sera nécessaire :

- d'établir et interpréter la situation de référence des populations affectées, avant le démarrage du projet (les enquêtes-villages, le recensement et l'enquête-ménage effectués dans le cadre du présent mandat d'élaboration du plan de compensation constitue la base de la situation de référence) ;
- de définir, à intervalles réguliers, tout ou une partie des paramètres ci-dessus afin d'en apprécier et comprendre les évolutions ;
- d'établir, en fin de projet, une nouvelle situation de référence pour évaluer les impacts du plan de compensation en matière socio-économique.

Le suivi-évaluation sera effectué par le spécialiste en développement social de l'UCP avec l'appui des consultants externes.

Une enquête de satisfaction des PAP sur les différents aspects du PAR et le déroulement du processus de traitement des recours sera réalisée durant la mission d'évaluation finale de la mise en œuvre du PAR.

Le tableau ci-après donne des exemples d'indicateurs d'évaluation.

Tableau 24 : Exemples d'indicateurs d'évaluation

COMPOSANTE	MESURE D'EVALUATION	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	RESPONSABLE DE L'EVALUATION	OBJECTIF DE PERFORMANCE
<i>Qualité et niveau de vie des PAPs</i>	S'assurer que le niveau de vie des ménages affectés ne s'est pas détérioré depuis la réinstallation.	Situation socio-économique d'un échantillon de PAPs Type de difficultés rencontrées par les PAPs en raison de la mise en œuvre du projet.	Rapport de suivi évaluation du projet Rapport d'activité du projet	Consultant externe	Aucune plainte relative à la qualité ou au niveau de vie sur les sites d'accueil non résolue. Aucun problème majeur vécu par les PAP.
<i>Qualité et niveau de vie des groupes vulnérables</i>	S'assurer que le niveau de vie des groupes vulnérables ne s'est pas détérioré depuis la réinstallation.	Nombre de plaintes des groupes vulnérables relatives au niveau de vie. Types de difficultés particulières vécues par ces derniers.	Rapport de suivi évaluation du projet Rapport d'activité du projet	Consultant externe	Aucune plainte relative à la qualité ou au niveau de vie des veuves sur les sites d'accueil non résolue. Aucune difficulté majeure rencontrée par les groupes vulnérables
<i>Gestion des plaintes et litiges</i>	Suivi à long terme des indemnisations et compensations.	Nombre total de plaintes enregistrées Proportion entre plaintes enregistrées et plaintes résolues Taux de satisfaction des populations	Rapport de suivi évaluation du projet Registre et rapport du comité chargé de gérer les plaintes (village, commune) Rapport d'activité du projet	Consultant externe	Aucune réclamation résiduelle non résolue
<i>Audit final</i>	Rétablissement ou amélioration des moyens d'existence des personnes dont les biens et ou les activités ont été impactées par le projet.	Taux de satisfaction des PAPs	Rapport d'audit social Rapport de suivi évaluation du projet	Consultant externe	Activités mises en œuvre conformément aux lignes directrices du PAR.

Source : Mission d'élaboration du PAR de la ligne électrique Gonsin-Kossodo, Données de terrain, mai 2019

10.3 Audit d'achèvement

Un audit d'achèvement externe sera réalisé dans l'année qui suivra la fin de la mise en œuvre du PAR.

Cet audit sera réalisé par des évaluateurs indépendants démontrant une solide expérience des programmes de réinstallation et connaissant bien, si possible, les spécificités locales.

En plus d'analyser les documents issus du suivi interne, les évaluateurs procéderont à leurs propres analyses de terrain par enquêtes auprès des intervenants et des personnes affectées par le Projet.

Comme précisé dans la NES5 de la BM, l'audit d'achèvement comprendra, au minimum, un examen de la totalité des mesures d'atténuation mises en œuvre par le client, la comparaison des résultats de la mise en œuvre et des objectifs convenus, et la conclusion consistant à recommander de mettre fin ou non au processus de suivi.

11 Calendrier de mise en œuvre de la réinstallation

Le calendrier d'exécution du PAR couvre une période de **trois (02) mois** afin d'y inclure toutes les activités prévues. Cette durée comprend la durée totale de mise en place du PAR, soit la phase de préparation des dossiers individuels des PAP et la signature des accords de négociations avec les PAP, la compensation monétaire, l'acquisition des terres de réinstallation, la construction des habitations pour la réinstallation physique des personnes déplacées, etc...

A cette période s'ajoute un délai supplémentaire pour le suivi-évaluation du PAR et pour lequel un audit d'achèvement final du programme sera programmé.

Tableau 25 : Principales étapes de la mise en œuvre du PAR

Etapas	Désignation			Période									
		Mois 1				Mois 2				Mois 3			
		S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4
Préparation de la mise en œuvre du processus de réinstallation													
Planification de la réinstallation	Mobilisation des ressources												
	Mise à jour de la base de données												
	Préparation d'un calendrier détaillé												
	Elaboration d'un plan de communication												
	Coordination avec les divers acteurs institutionnels nationaux et locaux												
Information et communication sur la mise en œuvre du processus de réinstallation	Lancement officiel												
	Diffusion du PAR aux acteurs institutionnels												
	Campagne d'information et de sensibilisation												
	Information sur le mécanisme de gestion des plaintes												
	Information sur la gestion des plaintes												

Mise en œuvre du processus de réinstallation													
Renforcement de capacités	Mise en place des comités de mise en œuvre												
	Fonctionnement des comités												
	Renforcement des capacités des comités												
Exécution des mesures convenues	Païement des compensations												
	Mise en place et renforcement des capacités du comité de gestion des conflits												
	Libération de l'emprise												
Suivi-évaluation du processus de réinstallation													
Suivi-évaluation	Suivre et évaluer le processus de réinstallation												
Début des travaux													
Démarrage des activités													

Source : ANTEA, mai 2019

12 Budget du PAR

Le budget de mise en œuvre du PAR pour le Burkina Faso est estimé à **2 026 990 460 FCFA, soit à 3 090 127 euros**, qui se répartit comme suit :

- **1 807 318 600 FCFA, soit à 2 755 239 euros** pour la compensation des impacts liés au projet ;
- **35 400 000 FCFA, soit à 53 967 euros** pour la mise en place des mesures d'ordre organisationnelles et procédurière.

Le détail du budget est donné par le tableau ci-dessous.

Tableau 26 : Budget du PAR

Désignation	Quantité	Cout unitaire	Montants (en millier)	Sources de financement	
				SONABEL (en millier)	BAD&AFD (en millier)
1. Compensation des pertes					
Arbres privés	6 578	Dispositions de la Loi n°009-2018/AN	55 926,7	x	
Bâtiment d’habitation et structures connexes	26	Estimation de la PAP	31 592,5	x	
Compensation des terres	109,7875 (ha)	Dispositions de la Loi n°009-2018/AN	1 719 444, 4	x	
Déplacement de la volaille	500	710	355	x	
Sous-total compensation des pertes			1 807 318,6	1 807 318,6	
2. Renforcement des Capacités					
Mise en place et Fonctionnement des comités (mise en œuvre du PAR)	14	600	8 400		x
Formation des membres des comités	14	500	7 000		x
Sous-total Renforcement des capacités			15 400		15 400
3. Suivi-évaluation de la mise en œuvre du PAR					
Suivi	PAR	FF	10 000		x
Evaluation	PAR	FF	10 000		x
Sous-total suivi-évaluation			20 000		20 000
Coût total			1 842 718,6	1 807 318,6	35 400
Imprévus ² 10%			184 271,86	180 731,86	3540
Coût total PAR			2 026 990,46	1 988 050,46	38 940

² Les coûts pour d'éventuelles sous-évaluation des pertes foncières seront pris sur les imprévus du Budget.

Annexe 1. Liste des PAP de l'aire d'étude

N°	COMMUNE	LOCALITE	Nom et prénoms	Type de pièce	Références
1	SOURGOUBILA	DIGUILA	BIGTOGO BOUWINDSOM	CNIB	B2140254
2			FAMILLE ZONGO REPRESENTÉ PAR ZONGO SAIDOU	CNIB	B7783473
3			KABORE GEORGES	CNIB	B4120995
4			KABORE GOMDAOGO MOUSSA	CNIB	B2450487
5			KABORE HAMADO JEAN PAUL		
6			KABORE HAMADO	CNIB	B0928906
7			KABORE ISSAKA	CNIB	B10391136
8			KABORE JEAN PIERRE	CNIB	B5409201
9			KABORE SOUFFINE SALFO		
10			KABORE KARIM	CNIB	B9604696
11			KABORE KOUDWAONGO	CNIB	B5280881
12			KABORE KOUILBILA	CNIB	B1682690
13			KABORE OUAMTINGA	CNIB	B3090222
14			KABORE PAYITMINGA ISSAKA	CNIB	B3090222
15			KABORE SAIDOU	CNIB	B3091236
16			KABORE TALLINSIDA	CNIB	B8697572
17			KABORE MOUSSA	CNIB	B8068782
18			KABORE TIGA PAUL	CNIB	B2789753
19			KOAMA TIMPOUSGA	CNIB	B1687443
20			MAIGA SITA	CNIB	B10231380
21			OUATTARA ARDJOUA MAXIME	CNIB	B10961613
22			OUEDRAOGO HAOUA	CNIB	B9909388
23			OUEDRAOGO MAHAMADI REPRESENTÉ PAR SAMANDE MARIAM	CNIB	B9796313
24			OUEDRAOGO SAFIETOU	PASSPORT	A3038056
25			PAGBELEGUEM RAGA	CNIB	B4943953
26			SANFO AROUNA	CNIB	B8606482
27			SAVADOGO HAROUNA REPRESENTÉ PAR ZOROME SOULEYMANE	CNIB	B7364203
28			SAVADOGO HAROUNA	CNIB	
29			YAMEOGO DAOUDA	CNIB	B9971408
30			YAMPA HALIDOU		
31			YANOGO ANDRE	PASSPORT	A2289522
32			ZONGO ABDOU RASMANE	CNIB	B1517761
33			ZONGO HAMADO	CNIB	
34			ZONGO JOEL	CNIB	B4092042

N°	COMMUNE	LOCALITE	Nom et prénoms	Type de pièce	Références
35			ZONGO KOUDBI	CNIB	B2987126
36			ZONGO YOUSOUF		
37			ZOROM IBRAHIM ARMEL	CNIB	B10498404
38			PNBF		
39		NAKAMTENG	KABORE JACK/CELESTIN	CNIB	B1223540
40			KABORE ETIENNE	CNIB	B2705904
41			OUEDRAOGO ABDOULAYE	CNIB	B4436746
42			OUEDRAOGO/KABORE OUAMPOKO FLORENCE	CNIB	B3581428
43			RASMANE		
44			SAWADOGO OUIRAGO RASMANE	CNIB	B10675141
45			SINON DJIBRIL	Permis de conduire	201204000107
46			ZONGO ETIENNE	CNIB	B10429442
47			ZONGO SAIDOU	CNIB	B7783473
48			ZONGO SANNA	CNIB	B10285581
49	PABRE	SABTENG	ATTP		
50			ENTREPRISE BOUGOUMA		
51			BARRY ZACHARIE	CNIB	B9749368
52			DIANDA OUSSINI	CNIB	B7245308
53			KABORE ABLASSE	CNIB	B2953461
54			KABORE EMMANUEL	CNIB	B4004372
55			KABORE JEAN LOUIS	CNIB	B4004225
56			KABORE JOACHIM LAVIMINGA	CNIB	B2953642
57			KABORE NORBERT	CNIB	B4005547
58			KABORE OUAMBI SOULEYMANE	CNIB	B2768703
59			KABORE OUANGO	CNIB	B1126768
60			KABORE SALIFOU LAZARE REPRESENTANT DES PROPRIETAIRES	CNIB	B1207332
61			KABORE TAMBI ALBERT	CNIB	B7399930
62			KABORE TIBILA PAUL	CNIB	B2953492
63			KAFANDO ALBERT	CNIB	B4002737
64			KAFANDO INCONNU		
65			KAFANDO TINGA	CNIB	B2953433
66			KAFANDO OUANGO SAMUEL	CNIB	B2768238

N°	COMMUNE	LOCALITE	Nom et prénoms	Type de pièce	Références
67			KABORE WENDLASIDA SYLVAIN	CNIB	B4005210
68			KI OUMAR	CNIB	B7412677
69			MAIGA SITA	CNIB	B10231380
70			OUALBEOGO PIERRE	CNIB	B11106813
71			OUEDRAOGO AMADE		
72			OUEDRAOGO ABDOUL RASMANE	CNIB	B110648836
73			OUEDRAOGO CHRISTIAN RAOUL	CNIB	B2698412
74			OUEDRAOGO NOUFOU	CNIB	B4198269
75			OUEDRAOGO SIDBEWENE ANICET	CNIB	B10709998
76			OUEDRAOGO TEGAWENDE AGNES	CNIB	B6613565
77			SAVADOGO ISSO	CNIB	B10428437
78			SORE HALIDOU	CNIB	B9379675
79			SORE SAIDOU	CNIB	B8863977
80			SORO NOUFOU	CNIB	B8453156
81			TERRAIN LITIGIEUX		
82			VOISIN DE SAWADOGO ISSO ET OUEDRAOGO NOUFOU		
83			INCONNU VOISIN DE KABORE NORBERT	CNIB	B11146564
84			ZONGO NONGODO OUSMANE	CNIB	B9126692
85			ZOUNGRANA VINCENT	CNIB	B91216692
86		BENDATOEGA	COMPAORE POKO SALFO	CNIB	B1617419
87			DIALLO ABDOUL KARIM	CNIB	B2943958
88			DIALLO HASSANE	CNIB	
89			KABRE/OUEDRAOGO MARIAM	CNIB	B9085880
90			KONSEIBO CHARLES DIDACE	CNIB	B9289702
91			LOAGBOKO COMPAORE HELENE	CNIB	B6726659
92			NANEMA MANDAME	CNIB	B4360280
93			NIKIEMA BASGA	CNIB	B10106354
94			NIKIEMA BASGA/OUSMANE	CNIB	B10106354
95			OUEDRAOGO JUSTIN REPRESENTE PAR PAOLOGO MADELEINE	CNIB	B10033015
96			ILBOUDO ALBERT		
97			OUEDRAOGO LAGMINGNESGO ALBERT	CNIB	B3316208
98			ILBOUDO KANDEGMA	CNIB	B10022017
99			TINNORE AMIDOU	CNIB	B6092830

N°	COMMUNE	LOCALITE	Nom et prénoms	Type de pièce	Références
100			SAWADOGO RASMANE MATHIAS	CNIB	B5187863
101			OUEDRAOGO RASMANE	CNIB	B12311512
102			OUEDRAOGO ZOUMBI PHILIPPE	CNIB	B2109533
103			SANDWIDI ISSOUF	CNIB	B9968380
104			SANDWIDI LAMOUSSA CHANTAL	CNIB	B6037130
105			SAWADOGO IRISSA	CNIB	B3556673
106			SAWADOGO KOUDAOGO	CNIB	B2453462
107			SAWADOGO LIZETA	CNIB	B4597923
108			SAWADOGO PASCAL	CNIB	B3156213
109			SAWADOGO PASCAL REPRESENTANTE INCONNU 3	CNIB	B3156213
110			SAWADOGO PIERRE	CNIB	B10220939
111			SAWADOGO TIRAOGO ANDRE	CNIB	B5851721
112			TAONSA FRANCOIS	CNIB	B10597619
113			TAONSA FRANCOIS REPRESENTANT DU CORPS HABILLE	CNIB	B10897619
114			TAONSA TINGA	CNIB	B2944574
115			TIENDREBEOGO BOUKARE	CNIB	B5448262
116			ZONGO GOAMA	CNIB	B10023820
117			ZONGO MOUSSA	CNIB	B2092632
118			ZONGO SIBIRI HAROUNA	CNIB	B6557419
119		PABRE SAINT JOSEPH	KABORE /NITIEMA FELICITE	CNIB	B10788278
120			KABORE TEODORE	CNIB	B7583322
121			NINTIEMA/CONFÉ BRIGITTE		B6747699
122			KABORE JEAN INNOCENT	CNIB	B9990153
123			ILBOUDO ISMAILA	CNIB	B4419160
124			KABORE JEAN PAUL	CNIB	B
125			KIEMTORE AUGUSTIN	CNIB	B7571466
126			KIENDREBEOGO FRANCOIS DE SALLE	CNIB	B9995055
127			KINDA POLYCARPE	CNIB	B4819579
128			OUEDRAOGO N NOEL	CNIB	B10010809
129			OUEDRAOGO OUANGO K ARISTIDE	CNIB	B4075572
130			OUEDRAOGO BERNARD	CNIB	B0417089
131			OUEDRAOGO BOUKARE	CNIB	B2351144
132			OUEDRAOGO GOAMA DIT	CNIB	B6352838

N°	COMMUNE	LOCALITE	Nom et prénoms	Type de pièce	Références
			ALBERT		
133			OUEDRAOGO KARIM	CNIB	B1608615
134			OUEDRAOGO PELEGA ZACHARIE	CNIB	B1589035
135			ZONGO SONTIGMEDA LAMBERT	CNIB	B10203416
136			OUYA PATRICK ARNAUD	CNIB	B9686159
137			SAVADOGO OUAMDAOGO	CNIB	B9196209
138			KABORE R CLAUDE	CNIB	B7565959
139			SIMPORE FRANCOIS XAVIER	CNIB	B10669847
140			SORE SALFO	CNIB	B9701271
141			KABORE XAVIER	CNIB	B11086691
142			TAO MARIAM	CNIB	B4981201
143			TAONSA JOEL	CNIB	B4092042
144			TATIETA BILA HAROUNA	CNIB	s/cB9858527
145			TATIETA KABORE SALAMATA	CNIB	s/cB9858527
146			TATIETA SAYDATOU	CNIB	B9267422
147			ILBOUDO MANEGUINKONDO	CNIB	B9858527
148			TIEMTORE DJIBRIL	CNIB	B11172998
149			TIENDREBEOGO GEORGES	CNIB	B1529437
150			VOISIN INCONNU DE KABORE AMBROISE		
151			VOISIN DE OUEDRAOGO BOUKARE ET DE AZIKIBA		
152			VOISIN INCONNU DE TIEMTORE DJIBRIL		
153			DOMAINE DES SŒURS		
154			INCONNU (VOIR KABORE JEAN PAUL)		
155			KABORE FRANCOIS WENEMI	CNIB	B10329461
156			OUEDRAOGO SANATA		
157			VOISIN DE MONE ISSOUFOU		
158		KATABTENG	MONE ISSOUFOU	CNIB	B9579458
159			TAONDA A JOANNY	CNIB	B10236676
160			VOISIN DE KINDO FLORENT/MONE ISSOUFOU	CNIB	
161			YOUGBARE FRANCIS	CNIB	B8646060
162	ARRONDISSEMENT 9	KAMBOINSE / KASSA	BAGUE OUMAROU	CNIB	B9831058
163			OUEDRAOGO GAMBI EMMANUEL	CNIB	B11001781

N°	COMMUNE	LOCALITE	Nom et prénoms	Type de pièce	Références
164			DIALLA LASSANE	CNIB	B10152026
165			DOUANIER INCONNU		
166			DIALLA SALFO	CNIB	B9784300
167			KABORE ILYASSE	CNIB	B10463635
168			KAFANDO ISSAKA	CNIB	B2190106
169			KINDO W FLORENT	CNIB	B10713786
170			KABORE KOROPIA	CNIB	B1518947
171			NANA FRANCOIS	CNIB	B7616155
172			NANA XAVIER	CNIB	B2064141
173			OUEDRAOGO BOUKARY	CNIB	B8620981
174			OUEDRAOGO ISSAKA	CNIB	B4935287
175			OUEDRAOGO SOMKOULMANE	CNIB	B9840363
176			OUEDRAOGO WEND DINDA MACAIRE	CNIB	B10995579
177			TOURE SALIFOU	CNIB	B10230813
178			OUOBA LUDOVIC REPRESENTE PAR ZONGO THEOPHILE	CNIB	B2943312
179			SANFO KASSOUM	CNIB	B6042065
180			SEDOGO/SORGHO JEANNE REPRESENTE PAR NIKIEMA CHRISTIAN	CNIB	B3298201/B275639 2
181			INCONNU	CNIB	
182			VOISIN INCONNU DE MONE ISSOUFOU ET DE KINDO FLORENT		
183			VOISIN DE MONE ISSOUFOU		
184			VOISIN DE SEDOGO/SORGHO JEANNE		
185	SAKOULA		DEMBELE SEYDOU	CNIB	B2072567
186			BAMOGO DAVID	CNIB	B10382421
187			BASSINGA NEBON DESIRE INNOCENT	CNIB	B10425112
188			BILGO SYLVAIN	CNIB	B1622919
189			BORNAGE INCONNU		
190			DJIGUIMDE/COMPAORE SALAMATA	CNIB	B4807953
191			ENTREPRISE EGOF		
192			ILBOUDO/SAWADOGO SIGUI	CNIB	B9855033
193			KABORE W DIDIER	CNIB	B5270689
194			KARGOUGOU MOUSSA	CNIB	B4855388

N°	COMMUNE	LOCALITE	Nom et prénoms	Type de pièce	Références
195			KIEMNOGO WENDLASIDA	CNIB	A3016165
196			KONFE AMADE	CNIB	B9856264
197			MAIGA NOUFOU	CNIB	B1622447
198			NASSA PAULINE	CNIB	B9512301
199			OUEDRAOGO ALIMATA	CNIB	B10719988
200			OUEDRAOGO/KABORE DJENEBA	CNIB	B9809572
201			SAWADOGO ABDOULAYE	CNIB	
202			SAWADOGO IDRISSE	CNIB	B9022384
203			SAWADOGO MADI	CNIB	B5833656
204			SAWADOGO NOUFOU REPRESENTE PAR COMPAORE ABDOULAYE	CNIB	B5170169
205			SAWADOGO/DILMA CATHERINE	CNIB	B11021856
206			SORE ABDOULAYE	CNIB	B10910530
207			SOUGUE DJENEBA	CNIB	B8654726
208			TAPSOBA KASSOUM	CNIB	B1623302
209			TAPSOBA LASSANE	CNIB	B1623714
210			TAPSOBA MOUMOUNI	CNIB	B5382615
211			TRAORE AMADOU	CNIB	A2075668
212			TRAORE SOULEYMANE	CNIB	B4073898
213			VOISIN INCONNU DE BILGO SYLVAIN		
214			VOISIN INCONNU DE KABORE DIDIER		
215			VOISIN DE ZOUNGRANA DELWENDE		
216			WOBDO BOUKARY	CNIB	B9089640
217			YANOGO ROBERT	CNIB	
218			ZOETABA JEAN MARIE	CNIB	B1623822
219			ZOETABA GERARD	CNIB	B9971464
220			ZOUNGRANA DELWENDE	CNIB	B3574173
221	ARRONDISSEMENT 4	SONGDIN	NANA MAHAMADY	CNIB	B10270030
222			TIENDREBEOGO ISSOUFOU	CNIB	B8879792
223			OUEDRAOGO ISSA	CNIB	B9804720
224			ZAGRE VICTOR	CNIB	B2027201
225			OUEDRAOGO KOUDA RAPHAEL	CNIB	B3778695
226			ZOETABA PASCAL TEGAWENDE	CNIB	B9037643

N°	COMMUNE	LOCALITE	Nom et prénoms	Type de pièce	Références
227			OUEDRAOGO S JULIEN	CNIB	B10029982
228			KABORE INCONNU		
229			INCONNU		
230			YANOGO MOHAMED		
231			ILBOUDO SALIF (SIFA)		
232			VIALE/BAGAYOGO M DIANE	CNIB	B10180764

Annexe 2. Barème de compensation des ligneux

Annexe 3. Barème de compensation des terres rurales

Annexe 4. Barème de compensation des productions agricoles

Annexe 5. Barème de compensation des animaux d'élevage

Annexe 6. Cartographie des biens affectés